

Le départ de Toulon du groupe aéronaval de la Méditerranée

Fausse notes européennes

La crise franco-iranienne qui fait rage permet de constater une fois de plus que l'Europe est encore bien incapable de parler d'une seule voix. Comme l'a remarqué, mercredi, M. Chirac, chaque pays a ses propres contraintes et ses propres exigences en politique étrangère.

Le cas le plus flagrant est celui de la République fédérale d'Allemagne, où M. Genscher a reçu, avec tous les honneurs, M. Velayati, le ministre iranien des affaires étrangères, alors que la rupture était consommée depuis plusieurs jours entre Paris et Téhéran. L'habile ministre ouest-allemand des affaires étrangères a déployé des trésors de diplomatie pour amadouer son hôte, mais ce fut en vain qu'il alla jusqu'à rappeler une évidence qu'il n'est pas toujours de bon ton de mentionner : même si c'est l'Iran qui s'oppose aujourd'hui à un règlement de la guerre du Golfe, le conflit a bel et bien été déclenché par l'Irak.

Que n'aurait pas dit M. Genscher, qui cherche bien évidemment à récupérer les deux oranges ouest-allemandes capturées au début de l'année à Bayrouth pour servir de monnaie d'échange avec deux terroristes libanais détenus en RFA ? Bagdad fit aussitôt les gros yeux, menaçant clairement de suspendre ses relations commerciales avec Bonn. Il n'en fallut pas plus pour que le chef de la diplomatie ouest-allemande se précipite mercredi à Paris pour tenter de réparer les choses avec M. Tarek Aziz, le ministre irakien des affaires étrangères.

Les laborieux efforts de M. Genscher ont quelque peu fait sourire en France, où l'on n'a guère apprécié l'attitude réservée de Bonn depuis le début de la crise avec Téhéran. Et il est vrai que les prudences ouest-allemandes tranchent avec l'envol du porte-avions « Clemenceau » dans l'océan Indien dans l'espoir - pour reprendre l'expression de M. Chirac - « d'être respecté » et pour signifier à l'Iran que Paris « n'est pas disposé à accepter le moindre chantage ».

Les responsables français auraient tort cependant de trop s'émouvoir des fausses notes du concert européen. Il y a fort peu de temps encore, lorsqu'elle ne s'était pas convertie à la fermeté et à l'intransigeance, la France n'hésitait pas à faire la sourde oreille à certains appels à la solidarité. Le président Reagan en sait quelque chose, lui qui s'est vu refuser le droit de survol du territoire français pour les appareils américains qui allaient bombarder Tripoli et tenter de tuer le colonel Kadhafi.

Mme Thatcher, elle aussi, a quelques mauvais souvenirs : ils remontent à l'épreuve de force de l'an dernier avec la Syrie, soupçonnée, sur la base de très forts indices, d'avoir tenté de faire sauter un appareil d'El Al en partance de Grande-Bretagne. La « dame de fer », qui rompit alors les relations diplomatiques avec Damas, a eu beaucoup de mal à obtenir quelques gestes de solidarité significatifs de la part de ses alliés européens : ceux-ci viennent d'ailleurs d'annuler la plupart de ces pseudo-sanctions pour pouvoir repartir au plus haut niveau avec les dirigeants syriens.

Ces exemples - on pourrait en citer bien d'autres - illustrent une évidence : la difficulté qu'il y a à harmoniser, sans la « pasteuriser » totalement, la politique étrangère des Douze. Malheureusement, c'est lorsque la solidarité serait la plus nécessaire que la tâche, bien souvent, est la plus ardue.

La France veut affirmer sa « fermeté » sans s'immiscer dans le conflit du Golfe

Le groupe aéronaval de la Méditerranée devait quitter Toulon le jeudi 30 juillet au début de l'après-midi pour l'océan Indien et, plus précisément, la mer d'Oman, devant le détroit d'Ormuz, où stationnent déjà d'autres navires de guerre français. M. Chirac a déclaré, mercredi : « Nous n'avons aucune intention agressive, mais nous exigeons d'être respectés, et nous ferons en sorte de l'être. » Le premier

ministre entendait ainsi témoigner de la « fermeté » de son gouvernement, mais aussi de son souci de ne pas s'immiscer dans le conflit du Golfe.

Le pétrolier français « Athos », en provenance d'Arabie saoudite, a franchi, mercredi, le détroit d'Ormuz sans incident, sous la surveillance, à distance, des avions escorteurs « Victor-Schaeffer » et « Protet ».

Un porte-avions à tout faire

On peut tout faire avec un porte-avions. Donner un bal à son bord, en l'honneur des notables du pays qui l'accueille, pour sceller l'amitié entre deux peuples. Récupérer, en catastrophe, des « nationaux » contrainsts d'évacuer une terre étrangère qui leur est soudain devenue hostile. Etendre ses ailes protectrices au-dessus du trafic marchand qui bat le même pavillon. Lancer des raids d'intimidation ou de rétorsion qui sont supposés décourager ou neutraliser les responsables du pays devant lequel il patrouille.

C'est ce que tous les marins du monde, du moins ceux dont le

pays dispose d'une force aéronavale, répondent lorsqu'on leur demande de justifier l'intérêt du porte-avions, un bâtiment de combat que ses détracteurs trouvent toujours trop cher, à la construction et à l'entretien, ou trop vulnérable pour les services rendus.

Le porte-avions est tout cela à la fois : un outil diplomatique, dans les mains d'un gouvernement, lorsque la situation est grise, entre la paix et l'affrontement armé, et un instrument de guerre, prêt à frapper sur ordre supérieur. Ce peut être un ami secourable, une épée de Damoclès

ou un camion à bombes. Depuis son départ de sa base de Toulon, le « Clemenceau » offre tous ces visages en même temps, avec ses deux chiens de garde, les frégates « Duquesne » et « Suffren », et sa nourrice, le pétrolier-ravitailleur d'escadre la « Meuse ».

A petite vitesse, environ 13 nœuds, soit 24 kilomètres à l'heure, le porte-avions français doit gagner Port-Saïd, à l'entrée du canal de Suez, comme s'il voulait donner encore le temps à la négociation de se nouer efficacement entre Paris et Téhéran.

JACQUES IGNARD.
(Lire la suite page 4.)

L'accord sur le conflit tamoul

Des troupes indiennes dans le nord de Sri-Lanka pour en contrôler l'application.

PAGE 3

Prix : + 0,2 % en juin

La sagesse relative des services.

PAGE 22

Giovanni Gorla président du conseil italien

L'inconnu du palais Chigi.

PAGE 6

La fin des travaux de la CNUCED

Le fonds commun des produits de base est en mesure de fonctionner

PAGE 21

La grève des transports aériens

Difficile reprise des négociations.

PAGE 20

Concordances des temps

Anarchistes et terroristes.

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 24

L'accord entre M. Balladur et M. Léotard

Horizon 2000 pour le Grand Louvre

Le communiqué commun signé le mercredi 29 juillet par MM. Balladur et Léotard semble sceller le sort du « plus grand musée du monde ». Ce dernier ouvrira ses portes vers l'an 2000, si le calendrier des travaux et des déménagements, particulièrement complexe, est respecté.

Tout le monde est content. M. Léotard, ravi de voir « le projet retenu dans sa totalité », M. Balladur, qui n'ira pas à Bercy. M. Pei, l'architecte, dont la pyramide ne débouchera pas sur un cul-de-sac. M. Mitterrand, enfin, qui verra son « grand dessein » achevé. Achevé, mais quand ? Et à quel prix ? Il était inéluctable que l'opération Grand Louvre lancée, le ministère des finances quitte, tôt ou tard, la rue de Rivoli, et que le musée récupère la totalité du palais.

Aussi le communiqué chèvre et chou, signé par les deux ministres laisse-t-il sur sa faim. Aucun calendrier précis n'est fixé. On parle vaguement d'une « dizaine d'années » pour l'achèvement des travaux. En réalité, la décision appartient au ministre d'Etat, qui tient également les cordons de la bourse. L'avancement du chantier est donc suspendu à son désir « sincère » de quitter rapidement la rue de Rivoli avant la fin du septennat en cours.

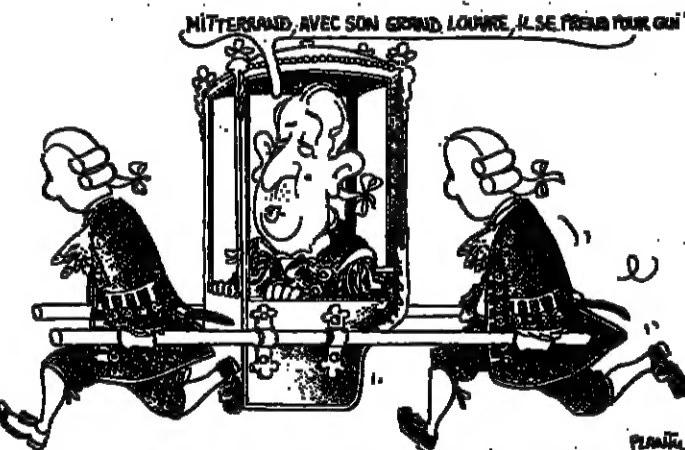
S'il devait rester en place, il lui faudrait trouver avant de déménager, au centre de Paris, un local pouvant l'accueillir, lui, son ministre délégué et les mille deux cents personnes de sa suite immédiate. On parle du boulevard Saint-Germain ou du quai Branly. Mais, là, il faudra construire. Ce qui alourdira encore l'addition.

Le montant de la deuxième tranche des travaux est estimée à 2,7 milliards de francs. Cette enveloppe sera-t-elle suffisante ? On peut se poser la question, puisque rien n'a été chiffré avec précision en l'absence de calendrier et d'aménagements certains. Mais il semble difficile de ne pas voir que la somme n'augmente pas au fil des mois. Les atterrissements de M. Balladur ont déjà coûté une centaine de millions de francs. L'éventuelle valse-hésitation de son successeur pourrait être beaucoup plus onéreuse. A moins que ce dernier ne se décide à aller occuper les bureaux futuristes qui l'attendent à Bercy. Autant d'incertitudes que l'accord signé

entre les deux ministres ne résout en rien.

L'achèvement du Grand Louvre va donc traîner pour le plus grand malheur des visiteurs et des collections. Encore heureux si le « plus grand musée du monde » voit le jour en même temps que le troisième millénaire. Ce sera peut-être un gage de son succès futur. Et il en aura vraiment besoin. Car, soyons-en sûrs, le coût de fonctionnement de ce mastodonte culturel n'aura rien à voir avec celui de l'actuel établissement. Il serait temps d'y songer dès maintenant.

EMMANUEL DE ROUX.
(Lire nos informations page 15.)



E T E

CHRISTOPHE COLOMB

avec la complétude de Stephen Martowe

S E U I L

La solution des problèmes de société

Profession médiateur

Le conflit des aiguilleurs du ciel ressemble à une caricature. Caricature d'une société bloquée où chacun campe sur ses positions sans être capable d'en sortir. Dans ces cas-là, il n'est sans doute pas inutile de « passer de deux à trois », de faire appel à un tiers, de s'offrir une médiation. Le pouvoir politique n'a-t-il pas pris l'habitude, depuis quelque temps, de s'adresser à des « sages » pour dénouer des situations moins urgentes mais plus complexes ?

« Quand on veut enterrer un problème », disait Clemenceau, on crée une commission. La formule a été vérifiée sous toutes les Républiques. Mais rien n'oblige à l'appliquer aux « comités de sages », qui sont constitués, en dehors du Parlement, pour tenter de résoudre des questions aussi difficiles que le déficit de la Sécurité sociale ou la réforme du code de la nationalité.

Épargnons les « sages » : ils ne se confondent pas avec les commissions techniques de jadis. En allant chercher des personnes d'expérience, libres de s'exprimer, le pouvoir politique reconnaît, d'une certaine manière, qu'il n'a pas la science infuse. Et, surtout, il admet - fût-ce avec beaucoup de retard, comme pour le code de la nationalité - que certaines réformes exigent un minimum de

consensus national. Les débats politiques ne prennent-ils pas de plus en plus une dimension éthique en touchant à des domaines nouveaux comme l'identité culturelle, la procréation artificielle et le SIDA ?

Les « sages » sont en quelque sorte des médiateurs. D'autres ont surgi spontanément, comme Coluche, Montand ou Tapie. Des médiateurs... médiatisés répondant à une attente.

« Notre société a désespérément besoin d'artisans de médiation », souligne Jean-François Six, prêtre et écrivain, qui anime depuis sept ans un réseau original d'associations, Droits de l'homme et solidarité. C'est à son initiative qu'avait été fait un geste historique en novembre 1985, après neuf mois de négociations : pour la première fois en France, des Eglises et des loges maçonniques s'associaient dans un appel commun (contre le racisme).

Dans le même esprit, Droits de l'homme et solidarité ouvrira, à la rentrée prochaine, un Institut de formation à la médiation (1).

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 8.)

(1) 127, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

Anarchistes et terroristes

Aux attentats commis par les militants d'Action directe ou des terroristes venus du Proche-Orient font écho les bombes lancées par les anarchistes à la fin du dix-neuvième siècle. Cibles symboliques, violences aveugles, psychose collective... la logique est la même.

par Jean-Noël Jeanneney

Le mot est désuet, la chose est d'aujourd'hui : c'est bien de « propagande par le fait » qu'Action directe et les terroristes de l'automne 1986 ont renouvelé la pratique. L'expression appartenait à la pensée anarchiste et a trouvé tout son éclat au moment de la vague des attentats qui culmina en France en 1892, 1893 et 1894.

L'évolution des techniques de destruction et de mort est, en somme, assez limitée d'un siècle à l'autre et ne mérite guère qu'on s'y attarde, mais, en revanche, la typologie des crimes anarchistes, selon leurs ressorts et selon leurs buts, appelle par comparaison quelque attention : l'histoire précise qu'en a donnée Jean Maitron (1) permet de la dresser assez aisément.

Les cibles varient de la plus symbolique à la plus abstraite. Pour le symbole : l'assassinat, en 1884, de la supérieure d'un couvent de la banlieue de Marseille ou, en mars 1886, l'attentat de Gallo, qui jette une bouteille d'acide prussique et tire plusieurs balles au hasard dans l'enceinte de la Bourse de Paris. Et voici encore le fameux Emile Henry qui, le 8 novembre 1892, dépose un engin explosif devant la Compagnie des mines de Carmaux et provoque un carnage dans un commissariat de police voisin. Ou la bombe avait été transportée. Symbolique aussi le crime de Vaillant qui, le 9 décembre 1893, lance une sorte de machine infernale dans la salle des séances du Palais Bourbon et blesse plusieurs députés : il visait indistinctement, expliqua-t-il, « les bouffe-galettes de l'Aquarium ». Symbolique, enfin, l'assassinat du président de la République Sadi-Carnot par Caserio, à Lyon, le 24 juin 1894.

A l'aveugle, les coups de revolver tirés le 20 octobre 1881 par un ouvrier tisserand anarchiste contre un docteur de Neuilly lui ont causé dans une rue, ou le terrible coup de tranchet asséné dans un restaurant de l'avenue de l'Opéra au ministre de Serbie, Georgevitch, par Léon-Jules Léautaud, qui affirma qu'il « ne frappait pas un innocent en frappant le premier bourgeois venu ». A l'aveugle encore, la bombe lancée au café Terminus de la gare Saint-Lazare, le 12 février 1893, par le même Emile Henry, qui causa parmi la foule un mort et une vingtaine de blessés.

De Fauchon au CNPF, de l'OCDE à Tati, les catégories en cent ans n'ont guère changé. Ni non plus une troisième, celle où s'inscrivent les attentats d'Action directe contre la brigade de répression du banditisme, ou la tentative d'attentat organisée au début de 1987 contre le juge Bruguière : violences dirigées contre les magistrats mêlés à la répression dite « bourgeoise », et qu'il s'agit soit d'intimider, soit de punir. L'« épidémie terroriste » commença en mars 1892, quand Ravachol déposa une bombe qui causa de graves dommages à un immeuble situé 136, boulevard Saint-Germain à Paris : habitait là le président Benoît, qui avait dirigé avec vigueur les débats d'un procès d'anarchistes l'année précédente. (Il s'agissait d'une échauffourée survenue à Clichy le 1^{er} mai 1891 ; les inculpés avaient été violemment passés à tabac au commissariat, et le chef de la Sûreté s'était, dans une interview, flatté de l'énergie déployée par les policiers sous ses ordres...).

Ravachol récidiva quelques jours plus tard en s'en prenant à l'immeuble de la rue de Clichy, où vivait le substitut Bulot, avocat général au même procès. L'explosion causa plus de dégâts encore. Ainsi le terrorisme se nourrissait lui-même, la répression entraînant la vengeance et réciproquement selon un

mouvement familier de balançoire. D'où l'attentat meurtrier commis plus tard contre le restaurant Véry, boulevard de Magenta, où Ravachol avait été repéré par un garçon, dénoncé et arrêté.

Au surplus les terroristes isolés sont encouragés par la psychose collective qui se crée aux moments les plus chauds des attentats, et qui est entretenue par une presse populaire à sensation. Celle-ci tient sa rubrique quotidienne de la peur collective. « Je n'ai jamais vu une pareille terreur à Paris », note Dabot dans son *Journal d'un bourgeois de Paris*, le 28 mars 1892, au lendemain de l'explosion de la rue de Clichy. Et le chroniqueur judiciaire H. Varennes, dans son livre de notes d'audiences intitulé *De Ravachol à Caserio* et publié en 1895, raconte : « L'imagination excitée voyait partout des bombes. La moindre boîte à sardines jetée au tas d'ordures était prise pour un engin explosif et envoyée au laboratoire municipal qui l'ouvrait avec mille précautions (2) ».

Il faut dire que la presse anarchiste en développant sans relâche, au cours des années précédentes, ses suggestions pour toutes les actions les plus violentes, non sans de fréquentes rododromades, fournissait aisément de la copie et des arguments aux tempéraments les plus répressifs. Ainsi, en mai 1885, pour prendre un exemple parmi les plus farfelus, cette suggestion de la feuille intitulée *Le Droit social* : « Dans chaque ville où se trouvent des entrepôts un bon moyen d'en faire un feu de joie, c'est de se munir de quatre ou cinq rats ou souris, de les tremper dans du pétrole ou de l'essence minérale, d'y mettre le feu et de les lancer dans le bâtiment à détruire. Les bêtes, folles de douleur, s'élancent, bondissent et allument le feu en vingt endroits à la fois... (3) ». Même si ce type de littérature se fit plus rare à partir de 1886 dans les feuilles anarchistes, elle n'en fut pas moins citée jusqu'à plus soif, comme bien l'on pense, à la tribune des deux Chambres entre 1892 et 1894.

Tout cela aboutit à de vrais mouvements de panique, tandis que le commissaire de police Dresch, qui vient d'arrêter Ravachol, reçoit aussitôt congé de sa propriétaire par crainte de représailles, et à toutes les peines du monde à trouver un autre logis. Notre actualité a connu de semblables mouvements, l'attitude des voisins de Chapour Bakhtiar, réclamant son expulsion de leur immeuble, ayant frappé, voici quelques années, l'attention.

Une législation répressive : les « lois scélérates »

Au demeurant, le rapprochement prend-il plus de prix si, montant d'un cran, on s'arrête sur les comportements politiques qui résultèrent de ces événements tragiques et sur la genèse d'une législation très répressive que le gouvernement fit voter à la fin de 1893 et en juillet 1894 sous le coup de l'émotion ? Il s'agit, pour reprendre un vocable dont la gauche les souffleta, des fameuses « lois scélérates » : ce qui s'agit alors est de longue portée.

D'emblée, les pouvoirs publics posèrent le problème en termes martiaux : « Nous sommes en guerre contre le terrorisme », dit Jacques Chirac, premier ministre, à l'automne de 1986 : exclamation qui fait comme un écho lointain aux propos du président du Sénat des années 1890, Challemeil-Lacour, qui s'écriait après la bombe du Palais-Bourbon : « Il ne s'agit plus seulement



Le Restaurant Véry
APRÈS L'EXPLOSION

de rendre impossible ou du moins plus difficile un système de crime qui a déjà souvent épouvanté et d'en assurer la répression, il s'agit d'exterminer une secte abominable en guerre ouverte avec la société (...), qui s'est placée elle-même hors de toutes les lois du monde entier... ».

Sans délai fleurit la tentation de priver du bénéfice des libertés publiques ceux qui refusent la règle du jeu de base, ou qui paraissent menacer de le faire. Et, de fait, les trois « lois scélérates » de 1893-1894 sont exorbitantes par rapport à la tradition et à la doctrine républicaines.

La loi du 12 décembre 1893 apporte de graves exceptions à la législation libérale du 29 juillet 1881 sur la presse et renoue avec les lois les plus sévères de la Restauration. Elle frappe de peines de prison tous ceux qui, par leurs écrits, même dans les termes les plus généraux, incitent au vol, au meurtre, à l'incendie ou à la désobéissance militaire, ou qui présentent l'apologie de ces mêmes actes (notion dangereusement floue). La loi du 18 décembre 1893 punit de la fabrication et de la détention illégale de matières explosives, quelles qu'elles soient, de produits propres à les fabriquer, et des travaux forcés ceux qui se rapprocheraient en vue de commettre des attentats contre les personnes ou les propriétés. La loi du 28 juillet 1894, enfin, incrimine également la propagande anarchiste non publique, par exemple dans une conversation ou une correspondance privée (ainsi fait-on virtuellement de la seule opinion anarchiste un délit de droit commun), tout en transférant ces cas du jury à la juridiction correctionnelle, qu'on escompte à la fois plus rapide et plus rigoureuse.

Un article de Léon Blum dans la *Revue blanche*, publié anonymement en juin 1986 et qui demeure aujourd'hui encore la plus pertinente analyse critique des débats, aide à y regarder de plus près (4).

On est frappé, d'abord, par la célérité extrême avec laquelle furent votés ces textes si lourds : la loi du 12 décembre sur la presse fut adoptée en une seule séance, tant à la Chambre qu'au Sénat, malgré de nombreuses protestations émanant des bancs de la gauche, le gouvernement de Charles Dupuy ayant mis tout son poids dans la balance pour affirmer l'urgence extrême, et elle ne fut pas sérieusement discutée. Les députés durent se prononcer sans même que le texte ait été imprimé ou distribué : le seulement par le garde des sceaux à la tribune (alors que la grande loi du 1^{er} juillet 1881 avait demandé deux jours d'élaboration...). Le vote intervint quarante-huit heures après la bombe de Vaillant, lancée dans l'hémicycle du Palais-Bourbon. La loi du 18 décembre fut à peine plus longuement débattue et celle de juillet 1894 fut adoptée en quelques jours aussi,

dans l'émotion qui suivit l'assassinat de Sadi Carnot.

Ces diverses occurrences étaient peu propices à la sérénité d'âme nécessaire à l'élaboration de textes destinés à n'être pas seulement circonstanciels, et le compte rendu des débats n'est guère à l'honneur du monde parlementaire. Stochement, le chef du gouvernement, Charles Dupuy, disait le 23 juillet à ses contradicteurs de la gauche : « Le gouvernement et la commission se sont mis d'accord sur un texte que nous considérons comme définitif ; nous vous déclarons qu'il est impossible d'accepter aucun amendement... ». Il ne disposait pas à l'époque de l'arme du « 49-3 » mais n'en fut pas moins entendu... Et le résultat fut une belle illustration des inconvénients de toute législation de circonstance, adoptée dans la hâte, non sans de nombreuses incohérences de rédaction et sous la pression d'émotions collectives.

La tentation de l'amalgame

L'inquiétude républicaine ne concerne pas seulement la restauration du délit d'opinion, dont la suppression était l'une des plus nobles conquêtes de l'esprit issu des Lumières au long du dix-neuvième siècle (bien des journaux du temps, à droite et au centre, jusqu'au rapporteur général de la loi à la Chambre, n'hésitant pas à parler tout de go de « délit d'anarchisme ») : elle s'aggrave de la mise en cause du principe fondamental de la responsabilité individuelle. Les débats qui précédèrent le vote de la « loi anticasseurs » du 4 juin 1970, au temps où Raymond Marcellin était le ministre de l'Intérieur de l'après-68, tournèrent autour de cette même grande question quand il s'agit de faire condamner, en cas de manifestation provoquant des déprédations, non pas les « casseurs » avérés, mais les participants au défilé, quels qu'ils fussent : législation abrogée après 1981. La deuxième « loi scélérates », celle du 18 décembre 1893 sur les associations de malfaiteurs, était construite sur la condamnation de l'entente, expression très floue, et sur la remise en cause du principe selon lequel le fait coupable ne peut être puni que quand il s'est manifesté par un acte précis d'entente. En condamnant « l'entente en vue de commettre des attentats contre les personnes et les propriétés », la loi permettait les plus périlleux amalgames.

L'amalgame... La tentation, si dangereuse en démocratie, s'élargit aisément dans le champ du politique. Il fut défi-

Demain : Quand des enfants deviennent des enjeux

bérément pratiqué par les républicains modérés au pouvoir, non seulement pour attaquer les théoriciens mêmes de l'anarchie qui condamnaient explicitement la « reprise individuelle » ou la « propagande par le fait », mais aussi pour assiéger socialisme et anarchisme, à une époque où le socialisme français, à peu près anéanti après la Commune, retrouvait une vigueur nouvelle.

« On était si résolu, écrit Léon Blum, à confondre le socialisme et l'anarchie que M. Deschanel, répondant à M. Jules Guesde, l'accusait explicitement, grâce à des citations qui naturellement furent reconnues faussées, d'être l'auteur responsable des crimes de Vaillant et de Caserio... ». Et Blum fait un sort aux commentaires ultérieurs d'un éminent magistrat, le procureur général Fabreguettes, qui observait, après le vote de la loi : « On sait combien il est difficile de distinguer (...). On n'aura pas toujours la ressource de trouver dans les antécédents la preuve que le coupable est affilié à l'anarchie. Du reste, les criminels sortent presque tous du socialisme révolutionnaire (...). La nature du propos, du discours, de l'acte ne donnera presque jamais une clarté suffisante. On pourra les attribuer indifféremment à un anarchiste ou à un socialiste révolutionnaire... ». Sait-on qu'après la guerre de 1914-1918 la loi du 28 juillet 1894 fut utilisée pour réprimer la propagande communiste ?

LES gouvernements de 1893-1894, du reste, s'en justifient en disant aux socialistes et à certains radicaux de gauche que leur seule complaisance les rend complices de la barbarie. Pratique politicienne ancienne dont Jacques Toubon, secrétaire général du RPF, nous a donné récemment, quand il s'en est pris à François Mitterrand après l'arrestation des dirigeants d'Action directe, un exemple qui est demeuré présent dans les mémoires. Un inconvénient dérivé peut-être du développement, dans la gauche républicaine, d'un penchant à faire de la surenchère répressive, quitte à perdre de vue son propre équilibre. Car, dans ce camp, on se sent crasselement pris en tenaille entre les indignations intéressées de la droite et les défis du terrorisme d'extrême gauche, celui-ci ayant été peut-être encouragé par le glissement progressif du socialisme vers un réformisme plus ou moins avoué. Au lendemain de l'attentat de Vaillant, Jules Guesde se hâta d'écrire dans le *Journal* : « Monstrueux, tout simplement. C'est l'acte d'un fou. Ceux qui font cela ne sont plus hors la loi, ils sont hors de l'humanité (...). La violence en toutes circonstances est odieuse. Le socialisme ne triomphera que par le droit et la volonté pacifiquement exprimée de tous les peuples... ». Ce qui, observe sévèrement Jean Maitron, [est] « à proprement parler anti-marxiste... » (5).

Les attentats terroristes de l'automne 1896 ont trouvé une opinion publique gardant mieux son sang-froid que celle d'il y a un siècle. Ce n'est pas seulement l'effet d'une plus grande maturité politique. C'est aussi parce que la menace, paraissant venir en grande partie de l'étranger, n'était pas faite pour soulever les mêmes passions que les crimes anarchistes des années 1890, et parce que « l'ennemi de l'extérieur » se prête mieux à des solidarités civiques contre lui. Du reste ceci tient probablement à cela, les lois « sécuritaires » élaborées entre juin et août 1886 à l'initiative du gouvernement Chirac, en dépit des réserves formulées à gauche, demeurent fort en force, au regard des libertés publiques, des dispositions des « lois scélérates ».

Le péril n'en subsiste pas moins, que, par des glissements progressifs, le système politique ne consente, sous le coup de telle ou telle émotion collective, à des atteintes graves portées aux principes mêmes de la démocratie, au nom de sa défense même. Souci ancien, débat de toujours.

- (1) Jean Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France*, t. 1, Des origines à 1914, Paris, François Maspéro, 2^e éd., 1963. Sur les aspects juridiques de l'affaire, l'ouvrage fondamental est celui de Jean-Pierre Machélon, *La République contre les libertés*, Paris, FNSP, 1976 (p. 401-447).
- (2) Cité par Jean-Pierre Machélon, *op. cit.*, p. 404.
- (3) Jean Maitron, *op. cit.*, p. 207.
- (4) Texte repris dans l'*Essai de Léon Blum*, t. 1, Paris, Albin Michel, p. 359-390.
- (5) Jean Maitron, *op. cit.*, p. 236.

L'OU

Haras
sanctions

temps

Etranger

... Le Monde • Vendredi 31 juillet 1987 3

SRI-LANKA : la signature de l'accord sur le conflit tamoul

L'Inde envoie une « force de paix » dans la péninsule de Jaffna

COLOMBO
de notre envoyé spécial

Au moment de quitter Colombo, après y avoir signé l'accord entre Sri-Lanka et son pays pour le règlement du conflit tamoul, M. Rajiv Gandhi a été, le jeudi 30 juillet, l'objet d'une agression de la part d'un des soldats de la garde d'honneur sri-lankaise, qui illustre les difficultés que les autorités de l'ancienne Ceylan vont devoir affronter dans les prochains jours afin de faire appliquer le cessez-le-feu par leurs forces armées.

L'incident s'est produit devant la résidence présidentielle alors que le premier ministre passait rapidement en revue une garde d'honneur avant son départ pour l'aéroport. Un marin de la garde saisis son fusil par le canon et l'abattit avec force sur la tête de M. Gandhi. Celui-ci eut heureusement un mouvement de recul, et le coup l'atteignit à la base du cou et de l'épaule. Sans le gilet pare-balles que le premier ministre porte en toutes circonstances, « son épaulement aurait probablement été fracturé », a confié un membre de son entourage. Le chef du gouvernement indien a simplement chancelé sous le choc, et il a déclaré un peu plus tard qu'il allait « parfaitement bien ». Son hôte, le président sri-lankais, a mis l'agression du marin sous le compte d'un « coup de soleil ». Le départ du visiteur indien

a été avancé de dix minutes sur l'horaire prévu. Mille sept cents soldats indiens chargés de « superviser » l'accord signé la veille entre le président Jayewardene et M. Rajiv Gandhi ont débarqué dans la matinée du jeudi 30 juillet, à l'aéroport militaire de Jaffna, bastion du séparatisme tamoul. L'opération aéroportée a été déclenchée à l'invitation personnelle du chef de l'Etat sri-lankais, conformément à l'une des clauses du compromis conclu la veille et qui prévoit notamment la « cessation des hostilités » entre les rebelles tamouls et les soldats cinghalais avant vendredi soir, puis le désarmement des maquisards avant le mardi suivant.

L'article qui a permis l'intervention indienne engage New-Delhi à offrir au gouvernement sri-lankais toute l'assistance militaire « que celui-ci jugera nécessaire à la mise en œuvre de l'accord ». Après quatre ans d'affrontements et plus de 6 000 morts, la nécessité d'une intervention indienne immédiate est donc apparue.

Les troupes de New-Delhi agissent officiellement comme « une force de paix » dont la mission est de « coopérer » avec l'armée sri-lankaise « pour assurer la sécurité physique de toutes les communautés des provinces du Nord et de l'Est ». M. Gandhi prend ainsi virtuellement en charge le problème ethnique de l'île, et il n'est pas exclu que ses soldats soient contraints de faire le coup de feu contre les séparatistes tamouls. Comment réagiraient alors les cinquante millions de Tamouls indiens de l'autre côté du

détroit de Palk ? C'est l'un des risques considérables acceptés par le dernier des Nehru-Gandhi pour le succès d'une spectaculaire initiative diplomatique dont il a politiquement bien besoin. A New-Delhi, où le premier ministre est rentré jeudi après-midi,

rebelles) hésitent à déposer les armes parce qu'ils craignent pour leur sécurité. Je pense, j'espère que nous parviendrons à les convaincre. Les combats auront cessé le week-end prochain si les choses se déroulent comme prévu, c'est-à-dire si l'armée cinghalaise accepte

la session parlementaire a été ajournée pour la seconde fois à la suite des troubles déclenchés en pleine assemblée par l'opposition. Celle-ci réclame notamment la constitution d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur l'origine et la destination des poisons présumés remis par l'entourage du premier ministre avant la signature avec le Suède d'un contrat de défense. Nul ne peut dire si la pression exercée sur M. Gandhi diminuerait en cas de succès à Sri-Lanka, mais on n'en est pas là. Les conversations entre le chef de gouvernement et les principaux leaders séparatistes tamouls, qui rejaillaient encore le compromis mardi soir, devaient reprendre jeudi à New-Delhi. La veille, lors d'une conférence de presse tenue conjointement à Colombo avec le chef de l'Etat sri-lankais, le premier ministre avait paru confiant : « Les Tigres tamouls (le plus important des groupes

d'abord d'obéir aux ordres de son chef suprême, ce que le vieux président n'a pas été en mesure de garantir mercredi. « Nous verrons bien », a-t-il dit en réponse à cette question.

Les troupes gouvernementales se sont retirées avant mardi sur les positions antérieures à l'offensive lancée contre le bastion tamoul le 26 mai, qui leur avait permis de reprendre aux rebelles le contrôle du tiers de la péninsule de Jaffna. L'état d'urgence imposé dans les provinces du Nord et de l'Est depuis plusieurs années devrait être levé « avant le 15 août prochain ». Puis le président sri-lankais offrira, à une date indéterminée, une amnistie générale à tous les combattants et à tous les prisonniers détenus aux termes des lois antiterroristes. Les élections aux conseils de province, phase initiale du processus de fusion administrative des régions Nord et Est de l'île, devront être organisées, « dans tous

les cas de figure », selon l'accord, « avant le 31 décembre 1987 » et sous la surveillance d'« observateurs » indiens. Sera ensuite constitué un gouvernement local unique pour les deux régions, conformément à l'exigence tamoule. Enfin, un référendum aura lieu un an plus tard dans l'Est pour connaître la réaction des populations cinghalaises et musulmanes des districts concernés.

Pour calmer l'opinion publique cinghalaise (majoritaire à 73 % dans l'ancienne Ceylan), qui voit dans cet accord « une tromperie et une trahison » de ses intérêts, le vieux chef d'Etat a annoncé mercredi qu'il ferait personnellement campagne pour le « non » à la réunion des deux provinces. M. Rajiv Gandhi a réagi par un sourire. On murmure, il est vrai, dans son entourage que ce référendum dont les séparatistes tamouls ne veulent pas pourrait être retardé... indéfiniment. La question n'est pas pour l'instant à l'ordre du jour.

Près de quarante personnes tuées

La tâche de M. Junius Richard Jayewardene, dont le leader indien a tout « l'immense courage et les qualités d'homme d'Etat », consiste d'abord à rétablir son autorité sur le pays et sur son armée. Les émeutes déclenchées contre lui mardi matin se sont poursuivies toute la journée suivante. Au total, près de quarante personnes ont été tuées par les forces de l'ordre. Le couvre-feu sur l'ensemble du pays est maintenu. Le président de la République a mis l'agitation sur le compte de l'« ignorance » dans laquelle a été tenue l'opinion publique. Pathétique et rusé, le vieil autocrate (quarante-huit ans) a également reconnu « le manque d'intelligence et de vision » dont il aurait lui-même fait preuve depuis quatre ans. Il a cependant refusé d'en tirer les conséquences : « Je ne démissionnerai pas (...). Mon mandat est valable jusqu'à fin 1988. Si le Parlement refuse d'entériner cet accord, je le dissoudrai ».

L'atmosphère dans la capitale restait tendue jeudi matin. Plusieurs journalistes ont pu voir, mercredi, des soldats refuser de tirer sur des émeutiers qui incendiaient un bâtiment public. En clair, l'armée ne semble pas avoir unanimement accepté l'accord, et les premiers ministres sri-lankais lui-même, M. Premadasa, opposant déclaré à l'intervention indienne, l'a purement et simplement rejeté. Sa résidence officielle est parsemée de banderoles noires identiques aux brassards portés par les manifestants opposés à l'accord. Plusieurs politiciens d'opposition, ainsi que certains

députés du parti gouvernemental, jugent déjà que le compromis signé mercredi « équivaut à une capitulation totale » de leur Etat « face au diktat d'une superpuissance régionale ». L'accord reconnaît en effet implicitement la domination de l'Inde sur les affaires de la région. La République sri-lankaise, qui s'était considérablement rapprochée de l'Occident ces dernières années, est fermement invitée à regagner le camp des non-alignés.

« Fondateurs des non-alignés »

« Nous sommes tous deux fondateurs du mouvement des non-alignés », a déclaré mercredi soir à la télévision sri-lankaise M. Gandhi. La paix dans la région dépend de manière cruciale, de ce que nous le restons. Première conséquence de ce retour forcé dans le bercail non aligné dont M. Jayewardene se moquait encore il y a quelques semaines (1) : l'accord fait obligation à Colombo d'« interdire à tout pays étranger l'utilisation militaire du port de Trincomalee et des autres installations portuaires de l'île ». Les travaux de restauration du dépôt pétrolier de Trincomalee seront, en revanche, « repris conjointement par l'Inde et Sri-Lanka ».

D'autre part, une révision « de la présence et de l'utilisation dans l'île de services de renseignements étrangers » sera mise en œuvre « pour veiller à ce qu'elles ne nuisent pas aux relations indo-sri-lankaises ». La rumeur court à Colombo que la section d'intérêt israélienne ouverte l'an dernier dans la capitale serait fermée et que les conseillers militaires pakistanais seraient renvoyés chez eux. Sri-Lanka s'est également engagé à « réviser » ses accords de collaboration avec les stations étrangères de radio et à « veiller à ce que ces installations ne soient pas utilisées pour des tâches militaires ou de renseignements ». Les Indiens ont souvent laissé entendre dans le passé que la station locale de la Voix de l'Amérique ne se limitait pas à la diffusion radiophonique...

Le compte à rebours a commencé. L'histoire dira si, malgré ses défauts et ses allures de diktat, l'accord de mercredi constitue ou non la meilleure chance offerte jusqu'ici à « l'île d'émeraude » pour qu'elle puisse retrouver un jour la paix qui faisait autrefois sa réputation de « paradis tropical »...

PATRICE CLAUDE.

(1) Le président Jayewardene avait notamment déclaré au monde qu'il n'avait pas sur la planète « une seule puissance authentiquement non alignée, les Etats-Unis et l'Union soviétique ».

JACQUES DE BARRIN.

Afrique

La fin de la conférence d'Addis-Abeba

L'OUA décide de consacrer en septembre un sommet économique à la dette

NAIROBI
de notre correspondant en Afrique orientale

Des résolutions par dizaines : la conférence annuelle des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui a achevé ses travaux, le mercredi 29 juillet à Addis-Abeba, n'a pas manqué de se répéter sur les grands sujets de l'heure, qui, de près ou de

loin, la préoccupent, qu'il s'agisse notamment de la situation en Afrique australe qualifiée « d'extrême-ment sérieuse et explosive », des relations avec Israël ou du remboursement de la dette extérieure. Pour « coller » à l'actualité, ce sommet de l'OUA a retouché quelques-unes de ses prises de position antérieures. C'est ainsi qu'à la liste des têtes de Turc - Grande-Bretagne, Etats-Unis, - fustigées pour leurs relations coupables avec le régime de Pretoria, a été ajoutée, cette année, l'Allemagne fédérale, accusée, en outre, de vouloir enterrer des déchets radioactifs dans le désert namibien.

En matière de dette extérieure, dont le montant, pour l'Afrique entière, est d'environ 200 milliards de dollars, les recommandations des chefs d'Etat sont plus précises. La conférence a, en effet, proposé qu'au rééchelonnement de cette dette participent tous les bailleurs de fonds, y compris les institutions internationales comme la Banque mondiale et le FMI. Elle a, d'autre part, décidé de convoquer, début septembre, un nouveau sommet économique.

L'OUA a constaté, une fois encore, son impuissance à trouver

une solution à des conflits régionaux qui s'aggravent. Les délégués de la République arabe saoudienne démocratique (RASD) ont assuré que « l'intransigeance du Maroc » était, seule, responsable de « l'impasse » actuelle. Quant aux autorités tchadiennes et libyennes, elles ont répété que la « bande d'Aouzou » - objet du litige - faisait partie intégrante de leur territoire respectif.

Double effet de surprise, à cet égard, sans conséquences sur le fond de l'affaire : la participation de M. Hissène Habré, le chef de l'Etat tchadien, à son premier sommet de l'OUA et la démission de M. Omar Bongo, son homologue gabonais, de la présidence du comité ad hoc sur le Tchad. Si la Libye n'est pas sortie grande de cette épreuve, d'autre part, le camp des « radicaux », se sont, cependant, employés à éviter qu'elle ne soit humiliée. Le capitaine Thomas Sankara, le président burkinabé, a abrégé son séjour à Addis-Abeba pour se rendre à Tripoli et y jouer les entremetteurs, étant donné, a-t-il dit, les « excellentes relations » qu'il entretient avec le colonel Kadhafi.

Il reste qu'en marge de ces conférences, dont il y a peu à attendre, des contacts se nouent, en coulisses,

au plus haut niveau. Cette année, le projecteur a été braqué sur les deux rencontres qu'ont eues M. Hosni Moubarak, le président égyptien, et M. Yasser Arafat, le chef de l'O.L.P., trois mois après que la centrale palestinienne eut été contrainte de fermer ses bureaux au Caire. A en croire M. Arafat, cette dispute n'était « qu'une affaire de famille ». Ce n'est peut-être pas le moindre des mérites de l'OUA, qui fêtera, en mai 1988, son vingt-cinquième anniversaire, de contribuer ainsi à lever pareils « malentendus ».

ZIMBABWE

Harare s'apprête à prendre des sanctions commerciales contre Pretoria

Le Zimbabwe se prépare à prendre des sanctions commerciales contre l'Afrique du Sud. Selon les milieux d'affaires à Harare, le gouvernement envisage de refuser les demandes d'allocations en devises aux importateurs pour certains articles, dont la liste n'est pas encore connue, si ceux-ci doivent être importés d'Afrique du Sud. Cette mesure, qui entrerait en vigueur au 1^{er} janvier prochain, concernerait aussi les importations de trois autres pays : Israël, la Corée du Sud et Taiwan.

Le premier ministre, M. Robert Mugabe, s'est fait depuis longtemps l'avocat de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, qu'il considère comme un moyen de hâter la disparition de l'apartheid. Le 1^{er} avril dernier, il avait réaffirmé

devant le Parlement sa détermination de prendre des sanctions, et averti les milieux d'affaires de se préparer aux conséquences négatives de ces mesures. Le Zimbabwe est très étroitement lié sur le plan économique à l'Afrique du Sud. Les neuf dixièmes de ses échanges commerciaux transitent par des ports sud-africains.

D'autre part, à la veille de la disparition des sièges réservés aux Blancs au Parlement du Zimbabwe, trois députés d'origine européenne jouent la réconciliation et rejoignent le parti africain dirigeant de la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe). MM. John Landau et John Kay, du Groupe des indépendants du Zimbabwe (IZG) et M. Tony Read, indépendant, sont

considérés comme des modérés au sein des parlementaires non africains, par opposition au parti blanc dominant, l'Alliance conservatrice du Zimbabwe (CAZ) créée par l'ancien premier ministre rhodésien Ian Smith. Leur entrée dans les rangs de la majorité, rendue publique mercredi 29 juillet n'en est pas moins spectaculaire : si les tensions raciales sont peu évidentes au Zimbabwe, la communauté blanche est nettement hostile aux projets politiques de M. Robert Mugabe : parti unique et Etat socialiste.

MM. Landau, Kay et Read, qui n'avaient fait aucune déclaration mercredi matin, rejoignent sur les bancs de la ZANU Charles Dake, premier député blanc à avoir fait le saut, l'an dernier. - (AFP, Reuters.)

LE CINÉMA A LIVRES OUVERTS.

FELLINI PAR FELLINI



Champs Contre-Champs Flammarion

TRUFFAUT

LES FILMS DE MA VIE



Champs Contre-Champs Flammarion

Apostrophes le 31 juillet.
Passion et mémoire du cinéma : Mastroianni raconte Fellini, Truffaut raconte Truffaut.

Champs Contre-Champs Flammarion

هكذا من الاصل

حکومت ایران

Proche-Orient

La crise entre Paris et Téhéran et la guerre du Golfe

M. Chirac : « Nous n'avons aucune intention agressive mais nous exigeons d'être respectés »

L'ordre de faire appareiller le groupe aéronaval de Toulon pour protéger les intérêts français en Méditerranée et dans l'océan Indien « n'a rien de dramatique », mais constitue « une épreuve de fermeté », a déclaré mercredi 29 juillet le premier ministre M. Jacques Chirac à l'issue d'un entretien d'une heure trente avec M^{me} Margaret Thatcher. « Nous n'avons, a-t-il dit, aucune intention agressive, mais nous exigeons d'être respectés et nous ferons en sorte de l'être », a affirmé le premier ministre en soulignant que « le porte-avions Clémenceau et les trois bateaux qui l'accompagnent ont pour mission d'aller en direction de l'océan Indien pour protéger, le cas échéant, les intérêts français ». M. Chirac a, d'autre part, affirmé qu'il souhaitait une solution au « conflit » franco-iranien sans pour autant « être disposé à accepter le moindre changement ». « Nous avons toujours souhaité, a-t-il dit, des relations aussi cordiales, aussi défaites, aussi normales que possible avec tous les États, y compris l'Iran, à condition que ces États acceptent et respectent les règles du droit international ».

Interrogé sur la réponse de Londres à la demande de l'Irak de réunir de nouveau le Conseil de sécurité pour décider des sanctions contre l'Iran, M^{me} Thatcher a indiqué que « le moment n'était pas venu » pour une telle démarche, rappelant que M. Javier Perez de Cuellar était en route pour la région afin de tenter de faire accepter un cessez-le-feu. « C'est seulement si cette mission échoue et si le cessez-le-feu était spécifiquement rejeté qu'il faudrait envisager de retourner devant le Conseil de sécurité », M. Chirac a abondé dans le même sens en soulignant que le gouvernement français « n'avait pas l'intention de laisser cette procédure s'enliser ». Interrogé sur le manque apparent de solidarité européenne dans ce conflit, il a affirmé que « chacun avait ses propres contraintes et ses propres exigences en politique étrangère ». « Il est certain, a-t-il dit, que la coo-

opération politique et la cohésion de la Communauté doivent être en toute occasion aussi renforcées que possible, ce qui n'implique par un alignement ».

Les États-Unis ont décidé d'envoyer huit hélicoptères détachés de la 1^{re} flotte à partir du golfe, mais ceux-ci devraient arriver après le voyage retour du premier convoi de pétroliers koweïtiens. Ce dernier, qui comprend le pétrolier *Bridgeton*, le méthanier *Gas Prince* et trois navires de guerre américains, pourrait quitter les eaux koweïtiennes dès vendredi voire jeudi, le déminage du chenal de navigation où le *Bridgeton* a été endommagé vendredi dernier près de l'île iranienne de Farsiyah étant en cours.

Selon le plan retenu par le secrétaire à la défense, M. Casper Weinberger, les huit hélicoptères opéreraient dans le golfe à partir du navire amphibie porte-hélicoptères *Guadalcanal*, détaché de la flotte de l'océan Indien. Cette solution a été choisie à la suite du refus de l'Arabie Saoudite et du Koweït de laisser ces appareils opérer à partir de leurs territoires. Depuis l'explosion d'une mine sous le *Bridgeton* vendredi dernier au moins sept mines ont été découvertes dans les mêmes eaux, mais ont été neutralisées ou sont en passe de l'être.

Les réticences koweïtiennes n'ont pas été bien accueillies au Congrès, qui avait déjà souhaité une suspension de la ré-immatriculation des pétroliers aux États-Unis et des opérations d'escorte. « Il est intolérable

que les États-Unis protègent les pétroliers si le Koweït n'aide pas à protéger l'escorte américaine », a déclaré M. Robert Torricelli, membre de la Chambre des représentants.

Mercredi, des volontaires iraniens ont organisé une manifestation dans le port de Jask, proche du détroit d'Ormuz. Ces volontaires, que la télévision « présentait comme des jeunes « recherchant le martyre » et entraînés à des attaques suicides contre les navires de guerre américains, ont défilé dans les rues du petit port en scandant : « Nous sommes la nation du Coran, nous défendrons Rasgoun » et en tirant des rafales avec de grosses mitrailleuses montées sur des vedettes rapides. — (AFP, Reuters.)

Trois catégories pour le personnel des ambassades

Le ministère des affaires étrangères donne des précisions, mercredi 29 juillet, sur les différents statuts qui s'appliquent, selon la convention de Vienne de 1961, au personnel travaillant dans les ambassades. Ces précisions permettent d'éclaircir la situation de M. Wahid Gerdji, qui faisait fonction de numéro deux à l'ambassade d'Iran sans que Téhéran ait jamais demandé pour lui un statut correspondant.

Selon cette convention, a expliqué le porte-parole du Quai d'Orsay, les personnes qui travaillent dans les ambassades appartiennent à trois catégories :

- 1) Les agents diplomatiques, qui jouissent de tous les privilèges et immunités diplomatiques (de même que les membres de leur famille) et qui figurent sur la liste diplomatique publiée par le ministère des affaires étrangères ;
- 2) Les membres du personnel administratif et technique, qui bénéficient de certains privilèges

et immunités « pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants de l'État accrédité ou n'y aient pas leur résidence permanente ». Ces personnes reçoivent une « attestation d'occupation » fournie par le ministère des affaires étrangères avec la mention « AT » (administratif technique) ;

- 3) Les personnes ayant leur résidence permanente dans l'État accrédité (qui peuvent être aussi bien des ressortissants de cet État que des étrangers de toute nationalité) et qui disposent d'une attestation, également délivrée par le ministère des affaires étrangères, avec la mention « AR » (administratif résident). L'article 38, alinéa 2, de la convention de Vienne stipule qu'elles « ne bénéficient des privilèges et immunités que dans la mesure où l'État accrédité les reconnaît » (ce qui n'est pas le cas de la France).

Or, a précisé le porte-parole du Quai d'Orsay, dans tous les États

de personnel envoyés par l'ambassade d'Iran au Quai d'Orsay depuis 1984 — époque à laquelle les Français ont indiqué que M. Gerdji travaillait dans l'ambassade — celui-ci était présenté comme un « AR », et il n'a jamais cessé depuis lors d'être considéré comme tel. La qualité de « résident », telle qu'elle ressort de la convention de Vienne, a dit encore le porte-parole, est reconnue de manière discrétionnaire par le ministère des affaires étrangères sur le base de cette attestation. Elle est distincte de la « carte de résident » fournie depuis 1984 aux étrangers et qui est une donnée de droit interne purement française relevant du ministère de l'intérieur.

Le porte-parole a rappelé, d'autre part, que le « passeport de service » n'était rien d'autre qu'un titre de voyage, fourni en l'occurrence par l'Iran, et non pas un élément de statut des personnes qui en sont titulaires.

M. Genscher a voulu apaiser Bagdad en rencontrant à Paris M. Aziz

BONN
De notre correspondant

Mission accomplie pour M. Hans-Dietrich Genscher. En se rendant, mercredi 29 juillet, à Paris (*Le Monde* du 30 juillet) pour une rencontre surprise avec son homologue irakien, M. Tarek Aziz, le « Vieux Renard » — cela fait treize ans qu'il dirige la diplomatie ouest-allemande, — a réparé les pots qu'il avait lui-même cassés avec Bagdad.

Le ministre ouest-allemand s'est engagé à aller en Irak à l'automne, les entretiens ont eu lieu dans une « atmosphère amicale », a indiqué à Bonn, son porte-parole, M. Jürgen Chrobog. On a, dans la « maison Genscher », le soulagement modeste mais on est convaincu que c'est suffisant pour dissiper la colère de Bagdad.

entre l'Irak et l'Irak. Il n'a pas plus fait d'ouverture en direction de la France, murant bien plutôt les impasses de la guerre des ambassades.

Die Welt (groupe Springer) représentait le lendemain M. Genscher en ayatollah complaisant, assurant M. Velayati de son aide.

Mais le ministre irakien a promis à la RFA de l'aider dans la mesure du possible « à récupérer ses deux otages, détenus à Beyrouth depuis janvier par des extrémistes chiites pro-iraniens. Et cela valait peut-être un geste en direction de la dénonciation de Bagdad comme l'agresseur dans le conflit du Golfe, bien que M. Genscher se défende d'en avoir fait autant. « Commencer la guerre ce n'est pas en être responsable », argumentait-on dans son entourage.

Stricte neutralité

M. Genscher l'avait provoqué en déclarant, le vendredi 24 juillet, jour même de la visite à Bonn du ministre irakien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, que l'Irak « a commencé la terrible guerre » du Golfe.

En RFA même, on se demandait si M. Genscher, critiqué à l'étranger pour avoir reçu M. Velayati une semaine après la rupture par Paris de ses relations diplomatiques avec Téhéran et en pleine épreuve de force américaine-iranienne dans le Golfe, n'avait pas commis un impaire. Beaucoup estimaient qu'il en avait fait un peu trop pour plaire à un hôte irakien qui ne lui a rien concédé. M. Velayati, contrairement aux attentes de M. Genscher, est, en effet, demeuré intransigeant sur son refus d'accepter la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies ordonnant l'arrêt des hostilités.

La réaction de Bagdad ne s'est pas fait attendre, mortifante pour plusieurs industriels ouest-allemands dont le géant Mannesmann qui espère décrocher un gros contrat de construction de l'oléoduc entre l'Irak et l'Arabie saoudite. En signe de protestation contre la déclaration du chef de la diplomatie allemande, Bagdad a annulé une réunion prévue de la commission économique mixte germano-irakienne et suspendu plusieurs négociations avec des firmes de RFA.

L'Irak demeure malgré un net recul des échanges dû à ses efforts de guerre, un des partenaires économiques les plus importants de la RFA dans le monde arabe. Les firmes allemandes y ont exporté en 1986 pour 1,4 milliard de marks de biens.

Mais M. Genscher avait surtout besoin de rétablir le contact avec Bagdad pour pouvoir espérer réaliser ses ambitions sur la scène moyen-orientale. Il est en effet convaincu que la RFA, parce qu'elle a su maintenir de « bonnes relations » avec Bagdad et avec Téhéran, est seule dans le camp occidental, en mesure de promouvoir un processus de paix dans la région.

Il voudrait le démontrer durant la présidence par la RFA du Conseil de sécurité des Nations unies. Elle commence le 1^{er} août. Il y avait donc urgence à réaligner Bonn sur sa position de stricte neutralité face au conflit entre l'Irak et l'Irak.

La RFA a aussi répété hier que, selon l'expression du chancelier Kohl, « la marine ouest-allemande n'avait rien à faire dans la région du Golfe ». Elle a rejeté les appels réitérés de Washington lui demandant, comme à ses autres alliés, de l'aider à déminer le Golfe. Les dragueurs de mines allemands sont réputés pour être les meilleurs. Bonn argue cependant de ce que sa Constitution lui interdit toute intervention militaire hors de la région couverte par l'OTAN.

La RFA est cependant dite prête, si nécessaire, à « soulager » la marine américaine dans d'autres tâches et dans d'autres régions. Le ministre ouest-allemand de la défense, M. Manfred Wörner, en parlera avec son homologue américain Caspar Weinberger lundi prochain à Washington.

(Interim.)

La CFDT demande une réunion sur la sécurité des équipages français

Le syndicat des marins CFDT, dont le siège est au Havre, a demandé au secrétaire d'Etat à la mer, M. Ambrise Guédel, et aux dirigeants patrons du Comité central des armateurs de France (CCAF) une entrevue pour évoquer la sécurité des équipages des navires français qui fréquentent le Golfe.

En effet, la marine nationale accepte d'accompagner les navires qui battent pavillon français mais, jusqu'à ce jour, elle n'a pas affiché la même attitude vis-à-vis de navires appartenant à des groupes français (ou à leur filiales) mais battant pavillon étranger pour des raisons d'économie. M. Gilbert Bredel, secrétaire des marins CFDT, cite par exemple le cas du pétrolier *Chenonceau* de BP naviguant sous pavillon de Vanuatu, qui a un équipage français et fait route vers le Golfe. Le groupe Worms, pour sa part, exploite plusieurs navires pétroliers sous pavillon des Bahamas, avec des équipages français.

M. Lajoinie : gesticulation

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, s'est interrogé, le jeudi 30 juillet au micro de RTL, sur l'utilité de l'envoi du porte-avions *Clemenceau* en direction de la mer d'Oman. Il s'est déclaré « réservé » devant cette gesticulation militaire : « Je ne pense pas que l'envoi de l'escadre puisse régler aucun problème ». M. Lajoinie a dénoncé « une manœuvre » du gouvernement, constatant que, à la faveur de cette actualité militaire, « on ne parlait pas du chômage et de la politique économique et sociale ».

« Trois passagers d'un avion militaire libyen s'étant posé en Égypte ont été autorisés à regagner Tripoli. — Trois des cinq passagers du Hercules C-130 de l'armée libyenne qui s'était posé début mars sur l'aéroport d'Abou-Simbel, en Haute-Égypte, ont été autorisés à regagner la Libye, a confirmé mercredi 29 juillet à l'AFP le porte-parole de l'armée égyptienne, le colonel Nagui Touhami. Le colonel Touhami a cependant souligné que les trois personnes en question étaient des civils qui n'ont pas demandé l'asile politique, alors que les autres passagers, ainsi que les membres de l'équipage — tous militaires — de deux autres appareils qui se sont posés en Égypte l'ont fait et ont obtenu ce droit. — (AFP.)

Un porte-avions à tout faire

(Suite de la première page.)

A sa sortie de la mer Rouge, Djibouti, sa prochaine escale, là où se commande, en temps normal, la flotte française de l'océan Indien aux ordres du contre-amiral Jacques Lanxade. Le *Clemenceau* peut encore y demeurer si la situation entre la France et l'Irak s'est décaisée. Sinon, il continuera sa route en portant sa vitesse à 17 nœuds, soit 31 kilomètres à l'heure, pour arriver en mer d'Oman treize jours après son départ de Toulon.

Dans cette zone, le groupe aéronaval de la Méditerranée retrouvera les trois avions escorteurs *Victor-Schälicher*, le corvette anti-sous-marin *Georges-Leygues* et le pétrolier-ravitailleur *la Marse* qui sert de PC à l'ensemble. Ces bâtiments croisent devant le détroit d'Ormuz depuis l'attaque par des vedettes iraniennes du porte-avions français *Ville-d'Amers*. Périodiquement, un ou deux de ces avions escorteurs entrent dans le Golfe pour accompagner le trafic marchand français.

Comme le porte-avions américain *Constellation* qui est déjà sur place, avec une quinzaine d'autres navires de guerre américains dans les parages, le *Clemenceau* n'a pas reçu d'ordre pour pénétrer dans le Golfe. Pour des raisons stratégiques et techniques.

D'abord, l'incident survenu récemment au pétrolier koweïtien *Bridgeton*, qui bat désormais pavillon américain, a montré que des chenaux de la navigation civile dans le Golfe sont minés. Depuis mars dernier, cinq navires de commerce ont été victimes, tous dans le chenal d'accès au Koweït. Ni les États-Unis ni la France n'ont déployé là-bas des chasseurs ou des dragueurs de mines. Les Américains disposent bien de quelques hélicoptères Sea Stallion, embarqués sur le porte-hélicoptères *Guadalcanal* pour la recherche des mines, mais il leur faudrait avoir l'hospitalité d'une puissance locale alliée pour les stationner. Les pays riverains du Golfe qui aideraient les États-Unis ont été prévenus par l'Iran qu'ils pourraient en subir les conséquences. Seule l'Arabie saoudite possède quelques dragueurs côtiers, aux performances insuffisantes, et elle n'a pas l'intention de les prêter.

Ensuite, le porte-avions a besoin d'espace pour évoluer. Du volume aérien, au-dessus, et des étendues d'eau, au-dessous. Le Golfe ne permet pas de telles manœuvres en toute sécurité. Espace clos ou, à tout le moins, fermé par le détroit

d'Ormuz, il est une nasse dont la seule échappée mesure 21 milles nautiques (soit 40 kilomètres) de large. Un véritable guet-apens.

Un dispositif incomplet

La prudence dicte donc que le *Clemenceau* demeure en mer d'Oman, devant le détroit d'Ormuz. A l'affût de cibles à la portée de la quarantaine d'avions, de tous les modèles, qu'il peut embarquer. Pour des missions de reconnaissance tous azimuts, des opérations de surveillance du trafic

international ou pour des tâches ponctuelles d'attaque d'objectifs préalablement identifiés. Ce qui laisse, du reste, supposer que le dispositif français, tel qu'il est aujourd'hui présenté, n'est ni définitif ni complet. Sans doute lui manque-t-il encore, par exemple, des avions de surveillance maritime, comme les Breguet-Atlantique, qui « éclairent » les mouvements d'une flotte, c'est-à-dire la renseignent très en avant.



par les Chinois), qui menacent le détroit d'Ormuz.

On mesure là toute l'ambiguïté et, du même coup, les limites de ce que, jadis, on appelait la « politique de la canonniers » face à un interlocuteur dont les règles du jeu se sont pas les mêmes.

Le chemin des écoles

« Nous voulons », a expliqué le ministre de la défense, M. André Giraud, être, à titre de précaution, capables de protéger en toutes circonstances notre trafic maritime. Une telle politique est plus aisée à formuler qu'à conduire, sans risques de « bavures », dans la pratique quotidienne des relations internationales. Elle suppose que chacun des partenaires en cause s'en tienne aux usages établis ou consacrés par le droit maritime. Or de nombreux pays, comme l'Irak ou l'Irak dans le Golfe, s'affranchissent de ces règles et, toutes

comparaisons gardées, s'inspirent, sur mer, des méthodes brutales des terroristes internationaux sur la terre ferme.

Face à de telles agressions, les grandes puissances sont relativement démunies et elles comptent trop souvent, pour s'en sortir, sur les solutions militaires auxquelles on veut les accoler.

En 1980, déjà, les États-Unis voulaient récupérer leurs diplomates retenus en otages à Téhéran. L'expédition s'acheva pitoyablement dans les sables du désert de Tabas. En 1983, le même *Clemenceau* lança ses Super-Etendard sur Bealbek, au Liban. La France n'en dut pas moins évacuer ses « soldats de la paix ».

En 1986, des bombardiers américains F-111 firent chanceler le régime libyen, et il fallut attendre les Tchadiens, aidés par les Français, pour porter des coups plus ajustés contre l'armée du colonel Kadhafi.

Dans une quinzaine de jours, si tout marche comme prévu, le groupe aéronaval de la Méditerranée sera à pied d'œuvre. Et, du même coup, le face-à-face franco-iranien prendra une autre dimension. A moins que, d'ici là, pour ménager du temps supplémentaire à la négociation, le *Clemenceau* ne choisisse de prendre le chemin des écoles. M^{me} Margaret Thatcher n'avait pas agi autrement avant de se résoudre à laisser tonner le canon aux Malouines.

JACQUES ISNARD.

Les organisations palestiniennes opposées à M. Arafat envisageraient de réintégrer l'OLP

Alger. — Les organisations palestiniennes opposées à M. Yasser Arafat se réuniront le 1^{er} septembre prochain à Tripoli et envisagent de réintégrer l'OLP, parachevant ainsi la réification entamée lors du Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil), qui s'était réuni en avril dernier à Alger.

Un communiqué signé des membres du Front du salut national palestinien (FSNP, coalition syrienne hostile à M. Yasser Arafat), du Fatah-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal et de « personnalités indépendantes », affirme que la réunion dans la capitale libyenne aura pour objectif de « jeter les bases adéquates en vue de résoudre, dans le cadre de l'OLP, la crise dans laquelle se trouve l'action nationale palestinienne, afin que l'OLP puisse assumer son

rôle et ses responsabilités dans la lutte de libération ».

Cette annonce vient à la suite d'un appel en ce sens lancé samedi dernier par le chef de la révolution libyenne, le colonel Kadhafi, a précisé le communiqué. D'autre part, le secrétaire général du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), M. Nayef Hawatmeh, avait annoncé la semaine dernière qu'une commission avait été constituée pour poursuivre les contacts avec les mouvements qui n'avaient pas encore rejoint l'OLP, en vue de leur réintégration au sein de la centrale palestinienne. Les mouvements qui n'avaient pas assisté au CNP d'Alger seraient notamment invités à participer à la prochaine réunion du Conseil central de l'OLP, prévue durant la deuxième moitié d'août, avait alors indiqué M. Hawatmeh. — (AFP.)

-Journal-



l'info

*Le monde tourne 24 heures par jour.
Nous aussi.*

Passion du spectacle, passion du cinéma, passion de l'information et du reportage,
passion de la musique et de la chanson. Sur Antenne 2, nous faisons ce que nous
aimons, et quand on aime vraiment ce que l'on fait, on le fait bien, avec passion.

Opigny & Muller



Antenne 2. Profession Passion.

هكذا من الأهل

Amériques

HAÏTI : huit nouveaux morts à Port-au-Prince

Les violences creusent le fossé entre l'opposition et le régime

Haïti s'enfonce un peu plus chaque jour dans la crise. Les morts s'ajoutent aux morts, les massacres aux massacres, et on ne voit pas pour le moment le moindre signe indiquant comment le pays pourrait trouver une issue politique aux troubles qui le déchirent depuis bientôt deux mois. Jamais en tout cas depuis le départ de Jean-Claude Duvalier, le 7 février 1986, cette île désertée des Caraïbes n'avait vécu des journées aussi dramatiques.

Mercredi 29 juillet, huit nouveaux cadavres ont été enlevés dans les rues de Port-au-Prince à la suite d'une manifestation antigouvernementale qui s'était pourtant déroulée de façon pacifique. Les syndicats et les partis d'opposition avaient choisi cette date symbolique — le 29 juillet était célébré, sous la dictature duvaliériste, la fête des « tons macoutins » — pour appeler la population à manifester son refus du « macoutisme » sous toutes ses formes. L'opposition accuse notamment l'armée d'avoir intégré dans ses rangs d'anciens membres de cette milice tant redoutée sous l'ancien régime.

Selon des témoignages concordants, à l'issue du rassemblement

qui avait réuni quelque cinq mille personnes, des militaires en tenue de combat qu'apparemment rien ne menaçait ont ouvert le feu sur des manifestants. Les soldats paraissent surexcités. Plusieurs journalistes haïtiens et étrangers ont essuyé des coups de feu, certains ont été blessés.

A la suite de ces sanglants incidents, le comité de coordination, qui regroupe 57 organisations hostiles au Conseil national de gouvernement (CNG), a appelé à une grève générale. D'ailleurs le ton à l'égard de la junte au pouvoir, qualifiée de « terroriste et fasciste », le comité des 57 demande à la population d'observer cette grève « jusqu'à nouvel ordre », autrement dit de façon illimitée.

De son côté, Mgr Romelus, évêque de Jérémie, l'un des prêtres les plus engagés en faveur d'une démocratisation, a accusé, dans un message diffusé sur les ondes de Radio-Soleil (la station de l'Eglise catholique), « les pays étrangers » qui entraînent et aident l'armée haïtienne d'être responsables des « assassinats » commis dans le pays. Depuis le début des troubles, le mois

dernier, les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants ont fait environ trente-cinq morts, sans compter plusieurs dizaines de blessés dans la bourgade de Jean-Rabel, dans le nord-ouest du pays.

Dans cette localité, qui a été le théâtre, ces derniers jours, d'événements particulièrement atroces, l'horreur n'en finit pas. Selon des témoignages recueillis mercredi par Radio-Soleil, dix autres paysans auraient été tués lundi, alors qu'ils regagnaient leurs foyers après avoir été soignés à l'hôpital des blessures de la semaine dernière. D'autres meurtres de ce genre auraient été commis. C'est un véritable appel « au secours » qu'ont lancé les responsables de l'organisation Tête ensemble (Tous ensemble), à laquelle appartiennent les victimes, pour que soient sauvés cent vingt paysans menacés de mort par un groupe à la solde de l'oligarchie locale et appuyés par d'anciens « macoutes ».

Ces événements ne peuvent qu'approfondir le fossé entre l'opposition et un CNG de plus en plus figé dans un immobilisme terrifiant.

M. L.

PANAMA

Les Etats-Unis semblent se résigner au maintien au pouvoir du général Noriega

PANAMA de notre envoyé spécial

Pour le troisième jour consécutif, les partisans du général Manuel Antonio Noriega, « l'homme fort » du Panama, sont descendus dans la rue, mercredi 29 juillet, pour manifester leur appui au commandant des forces armées du pays, accusé par l'opposition de fraude électorale, de trafic de drogue et de meurtre. Sans doute encouragées par les succès des manifestations des deux jours précédents et le désarroi de l'opposition, qui éprouve des difficultés à s'organiser, à la suite de l'occupation par l'armée de ses trois quotidiens, les autorités ont repris l'initiative en appelant le peuple à fêter dans la rue la fin de la grève de deux jours décrétée par les adversaires du général. Plusieurs milliers de personnes, pour la plupart des fonctionnaires, fermement attachés au régime, ont participé au « carnaval », ont occupé toute la journée la Cinquième Rue, dans le quartier des banques, narguant ainsi l'opposition qui a fait de cette artère le symbole de sa lutte contre le régime.

Le courroux contre les manifestations de l'opposition, interdites depuis le 7 juillet, était salissant. Les partisans du gouvernement ont bénéficié de la protection de la police qui a interrompu la circulation toute la journée dans ladite rue. Les organisateurs (le gouvernement et la coalition des partis au pouvoir) ont fourni orchestres, repas et boissons à volonté. Tous les participants recevront, bien sûr, leur salaire normal pour cette journée « chômée ».

Au même moment, à quelques rues de là, la police anti-émeutes réprimait brutalement une manifestation d'étudiants opposés au régime, faisant une vingtaine de blessés. A la suite de ces incidents, le recteur a ordonné la fermeture de l'université pendant trois jours.

Inquiétude des milieux financiers

Les banques situées le long de la Cinquième Rue, dont les baies vitrées sont recouvertes de contre-plaqué depuis plusieurs semaines, n'ont pas pu exercer leur activité normale pour le troisième jour consécutif, ce qui ne laisse pas d'inquiéter les milieux financiers, très sensibles à l'instabilité politique. Les milieux d'affaires, qui ont

● **NICARAGUA** : protestation américaine. — Les Etats-Unis ont protesté, mercredi 29 juillet, auprès du gouvernement nicaraguayen à la suite d'un incident survenu la veille à l'ambassade américaine à Managua. Un Nicaraguayen identifié par la Croix-Rouge comme étant M. Roger Kems, vingt et un ans — a été grièvement blessé par un policier en faction devant l'ambassade, alors que, selon le département d'Etat, « il se trouvait dans l'enceinte de la représentation diplomatique et qu'il s'apprêtait à en sortir ». Selon les autorités nicaraguayennes, l'incident s'est produit en dehors de l'enceinte de l'ambassade, où l'homme tentait d'entrer. — (AFP.)

● **PORTO-RICO** : le plus ancien journal disparaît. — *El Mundo*, le plus ancien journal de Porto-Rico, va prochainement cesser sa parution, a annoncé mercredi 29 juillet le président de son conseil d'administration, *El Mundo*, fondé il y a soixante-neuf ans, et pratiquement toujours dirigé par la même famille. Le journal, qui avait une diffusion — cent mille exemplaires — déclinait régulièrement. — (AFP.)

pris la tête du mouvement de protestation déclenché contre le régime au début de juin, commencent à trouver le temps long. Ils ont refusé, malgré les recommandations de certains dirigeants politiques de l'opposition, de prolonger la grève qui a paralysé le pays lundi et mardi. La Croisade civique, qui regroupe plus d'une centaine d'organisations patronales, syndicales, politiques et religieuses opposées au régime, donne aujourd'hui l'impression d'être victime de son propre succès. Elle a prouvé qu'elle bénéficiait d'un large appui populaire, mais elle n'a pas réussi, pour l'instant, à exploiter cet avantage sur le plan politique faute d'un leader capable de mobiliser toutes les composantes de l'opposition.

Le seul dirigeant répondant à ce critère, M. Arnulfo Arias, a quatre-vingt-six ans. De plus, et c'est un facteur important dans les circonstances, M. Arias est un candidat inacceptable pour les Etats-Unis à cause de son nationalisme intransigeant. Les divisions de l'opposition panaméenne et son incapacité à se trouver un chef seraient à l'origine du changement d'attitude des Etats-Unis au cours des derniers jours. Après avoir ouvertement appuyé

l'opposition pendant plusieurs semaines, Washington semble maintenant reculer. Selon une source très proche de l'ambassade américaine à Panama, « les Etats-Unis se sont faits à l'idée que le général Noriega serait encore là dans un an ».

Washington estimait aujourd'hui qu'un plus grand engagement de sa part en faveur d'un changement de régime risquerait d'avoir l'effet inverse et de renforcer la position du général Noriega. Celui-ci, selon la même source, aurait réussi à marquer des points en se présentant comme « le défenseur de la patrie face à une puissance étrangère diabolique qui cherche à détruire le Panama ».

Après une légère socialisation dans les relations entre les deux gouvernements, les hostilités ont repris cette semaine à la suite de la publication par les Etats-Unis d'un communiqué condamnant la fermeture des trois journaux d'opposition. Le gouvernement panaméen a réagi vigoureusement mercredi en dénonçant l'ingérence de Washington dans les affaires intérieures du pays. « La poursuite de telles pratiques, ajoute le communiqué, sera considérée comme un acte hostile au gouvernement panaméen ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

Diplomatie

Les Américains rejettent de nouvelles propositions soviétiques tendant à bloquer le programme IDS

Genève (AFP). — L'Union soviétique a présenté, mercredi 29 juillet, aux Américains de nouvelles propositions pour le renforcement du traité ABM (sur les missiles antibalistiques) afin de prévenir la course aux armements dans l'espace. Le chef adjoint de la délégation soviétique pour les négociations sur le désarmement à Genève, M. Alexandre Oboukhov, a déclaré que si les Américains réagissaient positivement à ces propositions et montraient « une volonté d'aller vers », il serait possible de parvenir à « un langage commun » et à une réduction de 50 % des armements stratégiques, dont le principe avait été retenu au sommet de Reykjavik. Quelques heures plus tard, M. Henry Cooper, de la délégation américaine, rejetait ces propositions.

L'initiative soviétique va en effet à l'encontre du programme IDS

américain. M. Oboukhov a réaffirmé qu'il y avait « un lien objectif » entre le problème des armes spatiales et celui des armes stratégiques et qu'il n'était pas possible de les dissocier, ce que les Américains contestent. Pour les Soviétiques, d'éventuels accords sur les deux questions devraient entrer en vigueur simultanément. Les Américains insistent sur le fait que les deux questions doivent être dissociées si l'on veut rapidement concrétiser ce qui a été convenu au sommet de Reykjavik.

Répondant à M. Oboukhov, M. Henry Cooper a estimé que l'URSS cherchait en fait à « annuler le traité ABM pour enlever l'IDS ».

Cette proposition, a-t-il dit, ne comporte rien de nouveau, si l'on excepte quelques détails, et « le panorama général n'a pas

changé ». L'Union soviétique continue de faire d'un accord de réduction de 50 % des armes stratégiques (dont le principe avait été arrêté au sommet de Reykjavik) « l'otage » d'un abandon du programme américain IDS.

Pour M. Cooper, l'initiative de défense stratégique est conforme au traité ABM, qui n'a nul besoin d'être renforcé. D'ailleurs, a-t-il souligné, l'URSS procède à des recherches semblables depuis plusieurs années et a fait d'énormes investissements pour ses systèmes de défense.

M. Cooper a enfin clairement signifié que les Etats-Unis prendraient l'engagement de ne pas se retirer du traité ABM jusqu'en 1994, seulement si un accord intervenait sur une réduction de 50 % de l'arsenal stratégique.

En ce qui concerne les négociations sur les missiles intermédiaires (INF), M. Oboukhov avait confirmé dans la matinée que l'URSS restait « inébranlable » sur la question des Pershing-1A, stationnés en RFA, qu'elle veut voir inclus dans un éventuel accord. Il a estimé que l'attitude américaine sur cette question n'était pas constructive et qu'il n'avait « malheureusement relevé aucun compromis » dans les déclarations faites mardi par les Américains, signifiant leur acceptation de la « double option zéro », à l'exception des Pershing-1A. Peut-être faudra-t-il étudier les propositions américaines « de manière plus profonde », a cependant ajouté M. Oboukhov.

Le Monde
LE DOSSIER BARBIE
Un procès pour l'histoire
Un numéro spécial hors-série : 25 F

Europe

ITALIE : le gouvernement de M. Gorla a prêté serment

L'inconnu du palais Chigi

Le nouveau gouvernement italien, que préside le démocrate-chrétien Giovanni Gorla, a prêté serment mercredi 29 juillet devant le président de la République M. Francesco Cossiga. Il devrait recevoir l'aval du Parlement au milieu de la semaine prochaine.

ROME de notre correspondant

« Je me défie des gens jeunes et barbus », s'était exclamé le chef du Parti socialiste, M. Bettino Craxi, en apprenant que le démocrate-chrétien Giovanni Gorla venait d'être présenté pour former le gouvernement. De la part d'un admirateur de Garibaldi (le plus célèbre pilote de l'histoire italienne récente), l'observation ne peut pas être prise à la légère ! Manière d'assomoir un concurrent virtuel par un de ces mots dont il a le secret ? Crainte réelle que M. Gorla puisse jeter sur la scène publique une lumière nouvelle — et une ombre sur celui qui avait été jusqu'ici la seule révélation politique de la décennie ? Quel qu'il en soit, M. Gorla, qui fête jeudi son quarante-quatrième anniversaire, ce qui fait de lui le plus jeune président du conseil de l'histoire républicaine, « est beau » et « plaît aux femmes », si l'on en croit les journaux. Ces considérations escapistes en partie le débat public, dans l'Italie fascinée par l'apparence physique. Plusieurs commentateurs affirment même que si M. Gorla s'était rasé, sa carrière aurait périé.

Il a l'allure un peu « yuppie » à l'américaine, mais sans arrogance, avec un calme que ses adversaires déjà nombreux disent sportif ; de fait, un ton posé et un peu monocorde. Mais si l'apparence n'était mise en avant que faute de pouvoir encore rien dire sur le fond ? Le nouveau président du conseil est un peu l'inconnu dans la maison. Que de reporters ont été expédiés depuis le 13 juillet pour qu'il se présente, dans sa ville natale d'Asie en Piémont, surtout connue pour ses vins. Ils cherchent des péripéties. Ils n'ont guère rapporté que des pièces. Une famille de minuscule bourgeoisie, père fonctionnaire municipal, mère chère, un bon élève, très consciencieux, un peu « séquoie », selon une expression dont on use volontiers ici pour désigner les écoliers trop bien vus de la maîtrise. Des études modestes de comptabilité, dont il est fier. « Je suis un comp-

table qui fait de la politique », aime-t-il répéter.

Après des débuts comme petit comptable de province, on lui demande de créer un bureau d'études économiques à la chambre de commerce d'Asie, où il rencontre évidemment des personnalités régionales influentes de la démocratie chrétienne, à laquelle il a adhéré à l'âge de dix-sept ans. En 1976, il est élu député et ne cessera plus de l'être depuis.

En 1978, M. Giulio Andreotti, premier ministre démocrate-chrétien, en phase de « compromis historique » avec les communistes, l'appelle à ses côtés comme conseiller économique. Est-il si vite devenu un maître dans son domaine ? « Je n'ai pas lu beaucoup de traités, dit-il lui-même, je suis un expert en piémont ».



M. Giovanni Gorla est ainsi considérablement servi par la quasi-carence en économistes de son parti. En juin 1981, il devient secrétaire d'Etat au budget et au plan, dans le gouvernement du républicain Giovanni Spadolini. Le budget est son domaine de prédilection, et il adore piocher des dossiers qu'il aille plus qu'ailleurs, sont considérés comme sacrés. Quant au plan, il y croit, mais sans dogmatisme.

Son expérience au gouvernement tourne court, mais pour une raison pour lui excellente. Le tout nouveau secrétaire de la DC, M. Ciriaco De Mita, en quête d'hommes jeunes et pressés pour rénover un parti dont l'image, au fil des scandales, est devenue exécrable, appelle M. Gorla pour diriger le département « économie » de la DC. Là non plus, il ne s'écroule pas : en décembre 1982, le vieil Amintore Fanfani, de retour à la présidence du conseil après un quart de siècle

de fait de lui son ministre du Trésor. Un peu de chance ne nuit pas ; M. Gorla perçoit, au printemps 1983, après une déception tragique pour l'Italie, les premiers frémissements de la reprise. Son parti le propose de nouveau pour le même poste lorsque M. Ciriaco constitue son nouveau gouvernement, au milieu de l'été 1983.

Il pourrait lui aussi s'attribuer le mérite du « miracle » économique italien. En réalité, il s'est contenté — ce n'est déjà pas si mal — de ne pas se mettre en travers d'une reprise qui était venue, mais bloquée par divers obstacles, à commencer par le terrorisme et la longue saison d'irréalisme syndical.

Un langage libéral

M. Gorla laisse à M. Craxi (ce qui est d'ailleurs normal) le plaisir de se présenter dans le combat contre les communistes, pour le « refroidissement » de l'échelle mobile des salaires. Lui, pilote la déflation, de l'inflation, et la reprise de vigueur de la lire, non sans un raté monumental, le 19 juillet 1985, quand une spéculation de l'ENI (Office national des hydrocarbures) oblige à opérer dans des conditions péloponnésiennes une forte dévaluation (8 %), il est vrai irréversible. Le gouverneur de la Banque centrale d'Italie, M. Amleto Scialoja, est mis en cause. M. Gorla offre sa démission par solidarité. On vérifie qu'il n'y a pas eu de faute grossière dans cette opération, qu'il est, donne un sérieux coup de pouce aux exportations italiennes. Le ministre du Trésor continue.

Il tient dès lors un langage considéré comme trop « libéral » par certains compagnons de parti qui lui collent aujourd'hui une étiquette d'« insensibilité sociale ». C'est à l'époque, en 1985, un discours nouveau mais parfaitement adapté à l'air du temps dans une Italie qui encaisse l'entreprise après avoir fait l'effort. Malgré ses affirmations réitérées, il ne sera pas, loin de là, le ministre qui aura réduit l'atmosphère de l'Etat public. On lui reproche aussi d'avoir institué un impôt sur les bons du Trésor, après avoir juré ses grands dieux, peu avant, qu'il n'en ferait rien.

Ce sont là des vagues, en compensation des difficultés qui l'attendent. On est sûr que l'homme est souple. Il n'a pas encore eu à prouver sa force de caractère. Pour résister aux bourrasques socialistes conjuguées aux tentatives démocratiques-chrétiennes, veut-il mieux être chère ou roseau ?

JEAN-PIERRE CLERC.

URSS

Trois anciens responsables de Tchernobyl condamnés à dix ans de camp

Tchernobyl (AFP). — L'ancien directeur de la centrale nucléaire de Tchernobyl, M. Viktor Brioukhov, et deux de ses adjoints ont été condamnés à dix ans de camp chaque, mercredi 29 juillet, par un tribunal de la Cour suprême d'URSS siégeant dans la ville.

Les trois inculpés ont été déclarés coupables de violation des règles de sécurité. M. Brioukhov a également été condamné à cinq ans de camp pour abus de pouvoir, mais il a bénéficié d'une confusion de peines.

Les trois autres accusés se sont vu infliger des peines de cinq, trois et deux ans de prison. Les trois principaux accusés ont plaidé partiellement coupable, les trois autres non coupable. Le juge s'est livré à un réquisitoire des plus sévères contre « l'incurie et le laisser-aller » régnant à Tchernobyl avant la plus grave des catastrophes nucléaires.

Selon lui, la centrale était mal gérée, la discipline laissait beaucoup à désirer, les employés allant jusqu'à jouer aux cartes ou aux dominos durant leurs heures de travail. Une quarantaine de témoins ont été entendus, dont une dizaine de victimes de radiations.

Quatre autres procès auront lieu « prochainement », a révélé un officiel, sans préciser le nombre de personnes à comparaître. Ces procès devront juger les responsables présumés des erreurs techniques commises lors de l'expérience en cours au moment de l'explosion, des manquements à la sécurité, des éventuels défauts de construction et de conception de la centrale et de la mauvaise organisation des secours.

Le procès, qui avait débuté le 7 juillet, s'est déroulé à huis clos, dans un secret quasi total, qui contraste avec la politique de transparence de M. Mikhail Gorbatchev. Seul un groupe d'une dizaine de journalistes étrangers avait été auto-

risé à assister à l'ouverture, et us

autre à l'ultime séance.

Pas un mot n'a filtré des trois semaines d'audience. Le public soviétique — et étranger — ignore donc tout sur l'instant de la manière dont se sont déroulés les six accusés, des dépositions des témoins, des interrogatoires des magistrats.

La condamnation des responsables de la centrale intervient un an après le rapport de la commission d'enquête officielle qui, endossé par le bureau politique, avait conclu à l'erreur humaine, provoquée par « l'irresponsabilité, l'incurie et l'indiscipline ». Cette explication a été mise en doute par certains experts occidentaux qui jugeaient la sécurité insuffisante dans ce type de centrale nucléaire (RBMK), dont la construction a d'ailleurs été abandonnée.

Outre les trente morts officiellement recensés, la catastrophe avait fait deux cent trente-cinq blessés. Des cent soixante-dix-neuf villages (soit cent trente-cinq mille habitants) évacués dans un rayon de 30 kilomètres, seuls seize sont de nouveaux habitats et au moins vingt-sept ne seront jamais repeuplés, selon des indications fournies le mois dernier par les autorités.

● **PORTUGAL** : trois sièges de plus au PSD. — Le Parti social-démocrate du premier ministre António Cavaco Silva a gagné trois sièges supplémentaires après le dépouillement des bulletins de vote des Portugais vivants à l'étranger. La répartition définitive des sièges à l'Assemblée, après les élections du 19 juillet dernier, est donc la suivante : PSD, 148 ; socialistes, 60 ; Alliance communiste, 31 ; Parti du renouveau démocratique, 7 ; chrétiens-démocrates, 4.



Le monde...
L'Europe...
Le monde...
L'Europe...
Le monde...
L'Europe...

Le monde...
L'Europe...
Le monde...
L'Europe...
Le monde...
L'Europe...

Le monde...
L'Europe...
Le monde...
L'Europe...
Le monde...
L'Europe...

Le monde...
L'Europe...
Le monde...
L'Europe...
Le monde...
L'Europe...

Le monde...
L'Europe...
Le monde...
L'Europe...
Le monde...
L'Europe...

Politique

Le Monde • Vendredi 31 juillet 1987 • 7

La politique au creux de la vague

Météo marine

Tous les marins du Clemenceau et autres le savent : il ne faut pas confondre le pot au noir et la bouillotte à l'arrière. Exemple : la météo politique de cet été ne relève pas du pot au noir parce qu'elle n'est pas assimilable à cette zone des grands calmes équitables qui effrayait tant les bouillottes de jadis. Bien au contraire, le climat politique se caractérise en ce moment par des vents tourbillonnants, si l'on en juge par les derniers sondages. Voilà que M. François Mitterrand, dont le baromètre était au beau fixe depuis très longtemps, perd soudain une grande partie de l'avantage qu'il avait sur les principaux prétendants de la droite à sa succession, en particulier sur M. Raymond Barre. Et au même instant, comme si le vent basculait, les intentions de vote aux législatives, donnent - selon le dernier sondage de BVA, publié par Paris-Match - un avantage de huit points à l'ensemble de la droite et de la gauche droite (52 % contre 44 % à l'ensemble de la gauche et de la gauche gauche), alors qu'au deuxième trimestre c'était la gauche qui avait le vent en poupe.

La situation politique s'apparente donc bien, en revanche, à la bouillotte à l'arrière : rien ne permet de prévoir qui sera l'an prochain le président de la République et qui disposera de la majorité à l'Assemblée nationale en cas d'élections législatives anticipées.

Ce n'est pas un « vieux loup de mer » comme M. Mitterrand qui pourrait s'émouvoir de ces incertitudes. Si les sondages effectués avant les grandes échéances avaient valeur de prédiction, de Gaulle, qui était crédité de 66 % d'intentions de vote en novembre 1955, n'aurait pas été mis en ballottage un mois plus tard au premier tour de la première élection présidentielle au suffrage uni-

versel, et M. Valéry Giscard d'Estaing, qui bénéficiait de 58 % d'intentions de vote en mai 1980, n'aurait pas été battu en mai 1981.

Il n'en reste pas moins que le brouillard qui entoure les intentions des électeurs ne paraît pas de nature à pousser M. Mitterrand à se départir de son attentisme, malgré les incertitudes qui se manifestent au sein du Parti socialiste.

M. Michel Rocard, qui s'emploie actuellement à ramener à contre-courant de son propre parti dans la controverse provoquée par la grève des algueslures du ciel, affirmait dimanche dernier, à La Baule, qu'il n'accorderait lui aussi qu'une importance relative aux sondages : « Il est déraisonnable, disait-il, de faire des hypothèses météorologiques stables, et le radar de survie est d'ailleurs réglementaire. » Sage réflexion si l'on se réfère au même sondage de BVA qui indique que M. Rocard serait loin à la traîne, derrière M. Mitterrand, au premier tour de scrutin (avec 9 % d'intentions de vote contre 24 % pour ce dernier), s'il prenait le risque personnel d'aller vraiment au bout de sa candidature.

Une nouvelle idée de M. Giscard d'Estaing

Tout le monde est en droit de savoir si l'ancien ministre de l'Agriculture, qui a le pied marin, éprouve également les superstitions des gens de mer. Si tel est le cas, il n'aura pas manqué de méditer la mésaventure survenue, lors du départ du Tour de France à la voile, au volier qui porte les couleurs de sa ville, Corbières-Sainte-Hippolyte, dimanche, à La Baule, pour avoir volé le départ de la course après être parti trop vite.

Homme de certitudes, M. Jean-Marie Le Pen, lui, se moque évi-

demment des intempéries. N'est-il pas soutenu, comme il l'a dit, par « les forces immatérielles » ? « Je suis devenu, en quelques sortes, le centre de la vie politique », affirme-t-il dans sa Lettre de la mi-juillet. Et cette assurance lui réussit assez bien, en dépit du maigre succès de sa tournée des plages. Lesdits sondages confirment que son discours plaît, surtout, à beaucoup de commerçants et artisans, et d'une façon générale aux travailleurs indépendants en délicatesse avec l'administration et de plus en plus portés, en réaction aux difficultés économiques et sociales, à adhérer non seulement aux thèses rituelles du Front national, mais à ses pratiques. Cela revient à leur dire que les autres n'osent pas faire et qui doit être fait pour le redressement de la France. Lui est porteur d'un projet, lui a les capacités de gouverner.

Dans l'hypothèse où M. Le Pen serait un jour en mesure de réaliser ses ambitions, les amateurs de sensations fortes risqueraient, un effet, d'être servis, si l'on se réfère aux inclinations politiques des jeunes du Front national qui viennent d'annoncer, à Rome, la création d'une « confédération européenne de la jeunesse », scellant l'alliance de leur parti avec les néo-fascistes du Mouvement social italien (MSI) et de l'EPEN, ce parti nationaliste qui pléide en Grèce la cause des colonels empressés pour la dictature.

Du côté de MM. Jacques Chirac et Raymond Barre, en revanche, aucune incertitude. Même si le second demeure apparemment le mieux placé pour l'emporter au second tour de l'élection présidentielle, tous deux restent bord à

bord dans la course au premier tour. Tout se jouera sans doute dans la dernière régate de la campagne.

Finalement, c'est à M. Valéry Giscard d'Estaing que revient le mérite de faire souffler une brise originale. Dans le récit d'un voyage aux Etats-Unis publié cette semaine par Paris-Match, l'ancien président de la République se livre à quelques extrapolations à partir du fonctionnement des institutions américaines. Il en conclut que l'élection présidentielle serait plus claire, en France, s'il y avait, comme aux Etats-Unis, des « primaires » : « Il n'est pas raisonnable de demander au même moment aux électeurs d'être un président de la République et de choisir entre les candidats qui se réclament d'un même camp. Cela revient à leur demander de voter, à quinze jours d'intervalle, pour deux présidents de la République différents, explique-t-il. Il faut séparer ces deux opérations dans le temps. Chacun des deux camps devra s'organiser pour sélectionner démocratiquement son candidat avant le début de la campagne officielle. »

Qui arbitrerait, à gauche, entre les socialistes et les communistes ? Comment, à droite, ne réglerait-il pas l'amiable les divergences entre les chiraquiens, les barristes, les lepénistes et éventuellement les giscardiens ? M. Valéry Giscard d'Estaing, qui s'est imposé le silence cet été (le Monde du 10 juillet) précisera sans doute sa pensée à l'automne. Météo marine ou pas, on a les vacances - et les boussoles - qu'on peut...

ALAIN ROLLAT.

Selon un sondage de BVA

Les intentions de vote en faveur de la gauche ont tendance à s'effriter

En cas d'élection présidentielle anticipée, les candidats de la gauche voient leur position s'effriter tant au premier tour qu'au second, selon les résultats du sondage réalisé par BVA et publié, le jeudi 30 juillet, dans Paris-Match (1). Au premier tour, les candidats de droite gagnent entre 2 et 3 points selon les hypothèses. S'ils réalisent leur meilleur score (60 % des suffrages exprimés) lorsque M. François Mitterrand est absent de la compétition, la gauche réussit à limiter au mieux les dégâts (avec 48 % des voix) lorsque M. Michel Rocard se présente face au président de la République.

En outre, M. Jean-Marie Le Pen, qui recueille 11 % des suffrages exprimés en moyenne, enregistre là son meilleur résultat depuis que cette question a été introduite dans le baromètre, en octobre 1986.

Au deuxième tour, MM. Mitterrand et Rocard cèdent tous deux du terrain lorsqu'ils sont opposés à MM. Raymond Barre et Jacques Chirac. Le chef de l'Etat est battu par le député du Rhône avec 51 % des voix, alors qu'il devançait ce dernier en juin avec 53 % des suffrages exprimés.

De plus, le président de la République l'emporte toujours face au premier ministre : il recueille 52 %

des voix au lieu de 58 % le mois dernier. M. Rocard est, pour sa part, devancé par M. Barre avec 53,5 % des suffrages exprimés (au lieu de 52 % en juin) et fait jeu égal avec M. Chirac, face à qui il l'emportait régulièrement depuis octobre 1986.

Enfin, si au sein de l'électorat de gauche le mouvement en faveur d'une candidature de M. Mitterrand s'accroît, les sympathisants de droite se renforcent dans leur indécision. 58 % des électeurs de gauche, interrogés (au lieu de 53 % en juin) estiment que le chef de l'Etat serait le meilleur candidat pour le représenter, alors que 20 % (au lieu de 21 %) penchent en faveur de M. Rocard. En février dernier, 45 % préféraient le président de la République et 29 % le député des Yvelines. Alors que depuis décembre, MM. Barre et Chirac occupent alternativement la première place au sein de leur électorat, ils font cette fois-ci jeu égal, avec 36 % de sympathisants en leur faveur. En juin, 37 % de leurs partisans penchaient en faveur du premier ministre, 33 % lui préférant le député du Rhône.

(1) Sondage effectué du 15 au 20 juillet auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

Le Conseil constitutionnel et les conséquences financières des grèves dans la fonction publique

Une décision « équilibrée » pour le RPR, « nulle » pour le PCF

M. Franck Borotra, secrétaire général adjoint et porte-parole du RPR, a indiqué le mercredi 29 juillet que son mouvement « prenait acte de la décision équilibrée du Conseil constitutionnel » rendue publique la veille à propos de l'application aux seuls fonctionnaires de l'Etat de la règle dite du trentième indivisible pour les retenues de traitement consécutives aux grèves courtes (le Monde du 30 juillet).

La décision du Conseil constitutionnel « confirme », a indiqué le secrétaire général adjoint du RPR, « le principe du trentième indivisible qui, avant 1982, avait prévalu pendant un siècle et reconnaît le droit au législateur de définir les conditions de l'exercice du droit de grève ». Enfin, ajoute M. Borotra, la décision « introduit une restriction pour les personnels des entreprises publiques sans contester pour eux le principe du trentième indivisible mais en demandant au législateur une décision spécifique compte tenu de la nature de ces entreprises ».

M. Alain Lamassouse, député (UDF-PR) des Pyrénées-Atlantiques, qui avait été à l'Assemblée nationale à l'origine du premier de la cascade d'amendements qui aboutissent à l'amendement gouvernemental contesté devant le Conseil constitutionnel, a accueilli par sa part avec « satisfaction » et « sans surprise » la décision du Conseil constitutionnel de leur pour lui « indubitablement une influence positive et préventive sur des mouvements qui auraient pu naître dans les secteurs publics, à la rentrée notamment ».

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a estimé au contraire que « cette décision dans la légalité est absolument nulle, car le Conseil constitutionnel n'avait aucune raison de déclarer légale cette mesure ». Le candidat communiste à l'élection présidentielle juge que cette décision laisse « une porte ouverte pour que le gouvernement revienne à la charge pour frapper les assimilés à la fonction publique ». « Ce n'est pas en taxant les salariés qu'on va régler les problèmes sociaux », a conclu M. Lajoinie.

Pour la CGT, la décision du Conseil constitutionnel « vise à permettre à l'offensive du pouvoir de se développer en limitant les moyens de défense des salariés ». Le Conseil constitutionnel, estime cette centrale syndicale, « a validé la démarche générale » du gouvernement et « va jusqu'à fournir le mode d'emploi au législateur » pour restreindre le droit de grève.

La CGT appelle les salariés à « préparer une mobilisation rapide pour la deuxième quinzaine d'août », avant la journée de grèves et de manifestations déjà prévue pour le 1^{er} octobre.

● **OBSCURITE ET OBSCURANTISME.** — Dans le commentaire consacré (le Monde du 30 juillet) à la décision du Conseil constitutionnel relative à l'article 89 de la loi portant diverses mesures d'ordre social, la rédaction de cet article de loi était qualifiée de « modèle d'obscurantisme vain propre à encourager n'importe quel citoyen à ignorer la loi ». Il s'agissait bien sûr d'obscurité vaine, inutile d'en ajouter une autre !

Au conseil des ministres

La fonction de chef de clinique assistant des hôpitaux est rétablie

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 29 juillet à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

● **Statut des personnels enseignants et hospitaliers des centres hospitaliers et universitaires.**

Sur proposition du ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, le conseil des ministres a adopté un décret relatif au statut des personnels enseignants et hospitaliers des centres hospitaliers et universitaires.

Ce décret, préparé en collaboration avec le ministre délégué chargé de la santé et de la famille, vise à améliorer le fonctionnement des centres hospitaliers et universitaires. Il rétablit la fonction de chef de clinique assistant des hôpitaux ; les chefs de clinique seront recrutés à la fin de leur cursus, au niveau de chaque centre hospitalier et universitaire, pour une période de deux ans renouvelable deux fois pour un an.

Il rend à nouveau possible le recrutement d'assistants hospitaliers-universitaires, pour une

même période et dans les mêmes conditions, parmi les anciens internes en médecine et en pharmacie, ainsi que parmi les candidats scientifiques remplissant les conditions de niveau de formation.

Il améliore la protection sociale de ces deux catégories de personnels.

Il simplifie les procédures de recrutement des professeurs et maîtres de conférence-praticiens hospitaliers, qui sont alignées sur celles qui retiennent le décret du 17 juillet 1987 pour les corps de l'enseignement supérieur des autres disciplines.

Nominations individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre de la culture et de la communication, M. Pierre-Yves Ligea, conseiller d'Etat, est nommé président du conseil d'administration de l'Établissement public du Grand Louvre.

Sur proposition du ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme, M. Jacques Bouvet est nommé président du conseil d'administration de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie.

Après le voyage du premier ministre à Périgueux

Le PS estime que M. Chirac a envahi... FR 3-Limoges

LIMOGES
de notre correspondant.

Les propos de M. Jacques Chirac à Périgueux (le Monde du 29 juillet) ont, plus précisément, l'effet que leur a donné la station régionale de FR 3-Limoges ont suscité, le mercredi 29 juillet, une vive réaction de la fédération de la Haute-Vienne du Parti socialiste. Les « Informations régionales » à Limoges, indique le PS, ont consacré plus d'une minute (une minute et vingt secondes précisément) aux propos du premier ministre, alors que ceux-ci « ne préoccuperont aucun électeur régional ». Que Périgueux n'est pas dans l'aire d'activité du BRI (bureau régional d'information) de Limoges et que le reportage avait d'ailleurs été effectué par le BRI de Bordeaux.

La direction régionale de FR 3 répond qu'une partie importante de la Dordogne, bien qu'administrativement rattachée à l'Aquitaine, est tournée culturellement - et télévisuellement - vers Limoges, et qu'il est de tradition pour le BRI de « couvrir » l'actualité périgourdine.

Ces réactions interviennent alors que la situation est déjà tendue au sein de la rédaction de la station régionale limousine. Après le remplacement à la rédaction en chef de M. Marc Wilmart par M^{me} Agnès Cordier (le Monde du 25 mars), le

rédauteur en chef adjoint, M. Jean-Jacques Théodore, a quitté son poste en considérant que le BRI retombait dans une conception « notabiliaire » de l'information. Il a été remplacé par M. Henri de Forgeac, qui avait auparavant la responsabilité du magazine agricole régional.

Mercredi soir, jour sur la troisième chaîne de la grève de solidarité avec la rédaction de FR 3-Corse, l'intersyndicale SNJ-CFDT a affirmé que le mouvement a été suivi à Limoges à 50 % et qu'il a été « masqué » à l'antenne par des commandes de reportages aux BRI des régions voisines.

GEORGES CHATAIN.

Décès d'un conseiller général du Nord

M. Albert Desmedt (div. d.), conseiller général du canton de Tourcoing-Nord, maire d'Halluin (Nord), est décédé, le samedi 25 juillet, des suites d'une longue maladie. En attendant la désignation du nouveau maire par le conseil municipal qui doit avoir lieu en septembre, M. Patrick Tierce (div. d.) assure l'intérim de M. Desmedt. En outre, une élection partielle sera organisée dans le canton de Tourcoing-Nord avant le 26 octobre.

[Né le 13 décembre 1916 à Bousbecque (Nord), Albert Desmedt, ancien résistant, est conseiller municipal de sa ville natale de 1945 à 1959. Journaliste, il entre à Nord-Eclair en 1945 avant d'ouvrir en 1959 le bureau d'Halluin de la Voix du Nord, où il demeure jusqu'en 1981. Aux élections municipales de 1983, la liste qu'il conduit à Halluin, soutenue par l'UDF et le RPR, l'emporte au deuxième tour face à la liste socialiste emmenée par le maire sortant. En 1985, il est élu conseiller général de Tourcoing-Nord en remplacement d'Albert Boeckels (RPR), décédé.]

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Le Monde
sur minitel

VACANCES : PARTIR DEMAIN...

Pour ceux qui s'y prennent à la dernière minute

3615 TAPÉZ LEMONDE puis VVF

UNE ENQUÊTE DE
TONIN MASSON
jean-claude vigne
EMBROUILLÉS
roman
un « nous de vipères »
au
cœur du vignoble
LIBRAIRIE SÉQUIER

سكرا من الامم

Un camp de vacances pour « surdoués »

Petits prodiges en colonie

NAUCELLE (Aveyron)
de notre envoyée spéciale

Leur gourde bien armée derrière leur sac à dos, les cent quinze enfants qui partent en excursion dans la chaleur écrasante de juillet semblent appartenir à une colonie de vacances ordinaire. La composition de la petite troupe ne doit pourtant rien au hasard : sélectionnés d'après leurs capacités intellectuelles, ces écoliers âgés de cinq à seize ans et basés pour trois semaines à Nauceille (Aveyron) sont appelés « précoces » par les adultes qui les accompagnent. Pourvus d'un quotient intellectuel (QI) supérieur à 130, alors que la moyenne française se situe aux environs de 100, ils participent à un camp de vacances conçu tout spécialement pour eux et unique en Europe.

Le sifflet en bandoulière, le geste large et le verbe haut, M. Paul Marchat est le père spirituel de cette petite communauté. Agé de quarante-six ans, cet enseignant de collège peut se prévaloir d'une longue expérience des enfants. Surveillant d'internat puis organisateur de colonies de vacances, il a vécu au contact des jeunes et sait ce qu'encadrer veut dire. En 1974, il découvre par hasard le problème des « surdoués » et s'efforce de « l'absence de structures spécifiques pour les précoces en France ». Désireux de pallier cette carence, il crée son premier centre de vacances pour enfants précoces en 1980 puis fonde une association qui prendra quelques années plus tard le nom d'Association de loisirs, de rencontres et d'éducation pour les enfants et adolescents précoces (ALREP).

Passionné pour ces enfants à l'intellect hypertrophié, M. Marchat s'ingénie à rassembler les bonnes volontés. Il s'acharne, contre vents et marées, à sensibiliser l'opinion au problème de ceux qui souffrent d'un « handicap par excès ». « Ce sont des enfants très forts dans leur domaine, souligne-t-il, mais souvent englobés et rejetés par les autres. Ils peuvent alors connaître des échecs scolaires graves ». D'où la nécessité, selon lui, de les regrouper en communauté spécifique. Moyennant 4 000 F pour trois semaines, les petits prodiges peuvent prendre l'été parmi leurs semblables et pratiquer des activités telles que l'informatique, la vidéo, l'électronique ou le dessin.

Le programme pédagogique n'est pas absolument novateur, mais l'encadrement est assez particulier. On ne badine pas avec la discipline et M. Marchat se montre d'autant plus strict que les enfants sont doués : les réveurs sont verbalement rappelés à l'ordre, les disciples doivent copier des lignes pour expier leurs fautes et les enfants ne peuvent prendre place à table avant d'avoir observé, debout derrière leur chaise, un silence absolu.

Cette rigueur s'applique aussi à la gestion de la colonie. « Nous arrivons tout juste à vivre grâce aux versements des parents, aux dons et aux emprunts », déclare M. Marchat qui se plaint amèrement de ne pas recevoir de subventions officielles alors que l'école expérimentale fondée par Cohn-Bendit a touché des millions de l'Etat. Le sens du devoir aidant, il poursuit cependant son œuvre pour secourir les enfants et leurs parents.

Des enfants épuisants

Car l'irruption d'un enfant « surdoué » dans une famille n'est pas toujours la bénédiction que l'on pourrait croire. « Ce sont des enfants épuisants », constate Anita, accompagnatrice bénévole de la « colo » et mère de trois enfants au QI très élevé. Ils acceptent mal l'autorité, ont une soif de connaissances insatiable, jugent pertinemment les adultes et les remettent constamment en question. Pour cette mère de famille, l'expérience de la colonie se révèle « sécurisante vis-à-vis de ses propres enfants ».

Pour d'autres parents, le centre de vacances permet surtout de compenser les carences du système éducatif « normal ». Ceux-ci estiment parfois que le fait de confier leurs enfants à des instituteurs équitables permet de donner de la confiance aux cochons. Ils soutiennent que l'école « nivelle par le bas » et n'est pas adaptée aux capacités de leurs enfants qui s'ennuient et subissent les brimades d'enseignants dépassés. « A l'âge de cinq ans, ma fille a expliqué de la décomposition de la lumière blanche à travers le prisme, se souvient une maman. Et bien la maîtresse lui a répondu que ce n'était pas vrai ».

Enfin, la colonie doit permettre aux enfants « précoces » de trou-

ver des interlocuteurs à leur pointure. « Cela me change de l'école, affirme gravement Natacha, treize ans, car, ici, les autres comprennent exactement ce que je veux dire alors que dans ma classe je ne peux discuter qu'avec les trois premiers ou avec les enseignants ».

L'idée de regrouper en cercle fermé des enfants qui souffrent de difficultés d'intégration peut paraître curieuse. Ces jeunes, trois semaines durant, d'autres « précoces » ayant le même genre de réflexes, de problèmes ou de centres d'intérêt qu'eux. Est-ce la solution idéale pour apprendre à vivre en société ?

Ce goût pour les structures fermées est encore accentué par le découpage de la colonie en groupes fixes. Les filles, réparties par classes d'âge, forment une petite société bien distincte de celle des garçons. Les enfants des deux sexes prennent ainsi leurs repas à des tables séparées, pratiquent les diverses activités dans les salles différentes et ne se trouvent réunis qu'aux heures de promenade ou de récréation. La « règle des 45 centimètres », établie par M. Marchat, prévoit même que garçons et filles ne doivent pas s'approcher trop près les uns des autres. Cette organisation très particulière constitue, selon le responsable de la colonie, « une réaction à l'importance qui est pratiquée dans les collèges en matière sexuelle ».

Mais ce rejet de la mixité a aussi des buts plus pragmatiques. « J'ai constaté, dit-il, que les bons élèves restent avec les enfants du même sexe qu'eux. Le fait de se mélanger altère leur personnalité et leur travail ».

Réunis sous le label « précoces », les enfants en viennent parfois à se considérer eux-mêmes comme une espèce à part. « Je suis ici parce que je suis plus intelligent que les autres », déclare mécaniquement Florian, neuf ans, sans lever les yeux de son ping-pong électronique. « T'es combien de QI ? », demande Geoffrey, dix ans, à son voisin de table. Et Elora-Julia pense, quant à elle, qu'être précoce c'est « être un peu anormal ». Difficile, est-il vrai, de se sentir normal dans un tel contexte.

RAPHAËLE RÉROLLE.

ALREP, 116, rue Edmond Carrière, 30000 Nîmes. Tél. : 66-23-52-25.

Une démarche qui ne s'improvise pas

Profession médiateur

(Suite de la première page.)

Objectif : former des médiateurs qualifiés susceptibles de réaliser des « prestations » pour des groupes, des entreprises ou même des couples qui en feront la demande. Pas forcément à titre bénévole : des sociétés sont prêtes à rémunérer les actes de médiation, comme elles le font pour des audits financiers. Aucune qualification particulière ne sera exigée à l'entrée de cet institut, dirigé par M. Régine Langendorff, psychanalyste. L'admission se fera après une lettre de candidature et un entretien oral. Mais on n'en sortira pas les mains vides : un « diplôme de médiateur » est prévu au bout de deux années de cours, séminaires et stages pratiques, conduits par des psychologues, des juristes, des enseignants ou des chefs d'entreprise ayant fait leurs preuves dans ce domaine.

L'instituteur et le curé

Des médiateurs existent déjà. Certains exercent discrètement leur activité, par exemple à l'appel de deux entreprises en conflit qui souhaitent un arbitrage sans passer par la justice. D'autres sont officiellement assermentés, comme le médiateur de la République, nommé pour six ans par le pouvoir exécutif pour résoudre des litiges entre des particuliers et l'administration. Le poste, créé en 1973, est actuellement occupé par M. Paul Legatte, qui a succédé à M. Robert Fabre. En principe, les réclamations ne peuvent être transmises au médiateur que par l'intermédiaire d'un député ou d'un sénateur. Il lui revient de régler le conflit à l'amiable, de faire des recommandations à l'organisme en cause, d'adresser des injonctions si une décision de justice n'est pas appliquée ou même de présenter des propositions de réforme. Mais son rôle reste très modeste par rapport à celui de l'ombudsman suédois qui est, lui, élu par le Parlement.

Quelques villes, dont Paris, se sont également dotées de médiateurs municipaux. De même ont été installés, depuis 1978, des conciliateurs chargés de régler à l'amiable de petits conflits entre particuliers et qui sont, en quelque sorte des juges non profes-

sionnels. Il faudrait citer également les « boutiques de droit » créées dans certaines villes comme Lyon et dont tous les consultants ne sont pas juristes. Ou encore les « Boîtes postales 5 000 » à la disposition des consommateurs.

Toutes ces initiatives, et quelques autres, illustrent les limites d'une justice jugée trop lente, trop lourde, trop chère ou traumatisante. Elles montrent aussi le besoin de remplacer les médiateurs spontanés d'autant qu'étaient l'instituteur, le curé ou la personne âgée dans la famille élargie.

Les médiateurs tels que les envisage Jean-François Six et Régine Langendorff, s'inspirent plutôt de ces modèles-là. Ils n'ont pas grand-chose à voir avec la justice. Ce ne sont « ni des juges ni des juges moraux ». Ils n'ont pas pour rôle d'arbitrer ou de trancher, encore moins de définir le bien et le mal, mais de comprendre deux points de vue, et de « montrer à chacun la part de vérité qui existe chez l'autre ».

Bref, de permettre à des groupes ou des personnes en difficulté de résoudre eux-mêmes leurs problèmes. En partant du principe que « les conflits sont une richesse » et que l'humour est parfois le meilleur moyen de dénouer un litige.

De l'entregent aux entre-gens

Il est intéressant de noter que la procédure de divorce en France tend, depuis quelques années, à s'approcher de cette philosophie. Choisissons la formule du « consentement mutuel », un certain nombre de couples réussissent effectivement à organiser et à « gérer » eux-mêmes leur rupture. Le juge fait surtout office de témoin. De même qu'en bonne théologie catholique un prêtre ne « marie » pas deux personnes, mais prend acte de leur engagement.

Un diplôme de médiateur s'imposait-il ? C'est surtout l'esprit de la démarche qui est intéressant. Car la médiation ne s'improvise pas, même s'il y a des médiateurs-nés. C'est une chose qu'apprend, en tout cas s'exprime, sans être réservée à quelques-uns. « Nous voulons sensibiliser le maximum de gens à leur capacité d'être médiateurs », dit Jean-François Six. Avoir de l'entregent, être des entre-gens. Il s'agit, en somme, de vivre la médiation là où l'on est, comme l'exercice d'un art, non comme l'application d'un savoir.

ROBERT SOLÉ.

Formation en Gestion d'Entreprise

3 ans, c'est trop,
9 mois, c'est assez!

Maintenant, les 9 mois du programme *Formation en Gestion d'Entreprise* suffisent pour acquérir une véritable formation de base et obtenir un diplôme de l'ECADE, l'une des plus anciennes business schools d'Europe.

Comment est-ce possible ?

Simplement parce que pour la première fois, l'ECADE applique à une première formation en gestion les mêmes principes que ceux utilisés dans ses programmes de management de haut niveau.

Formation en Gestion d'Entreprise, c'est donc :

- 9 mois d'études intensives, dans un milieu international, avec un suivi constant des connaissances et performances;
- un enseignement concret, portant sur tous les domaines fondamentaux de la gestion, basé sur la réalité du monde des affaires et dispensé principalement par des praticiens, conseils, cadres ou dirigeants;
- une préparation minutieuse et efficace à la vie active et à la recherche d'un premier emploi intéressant et motivant;
- une véritable formation méthodologique aux responsabilités d'encadrement;
- et, surtout, un gain de deux ans sur les filières traditionnelles!

En suivant une session *Formation en Gestion d'Entreprise*, vous serez donc assuré d'entrer

plus rapidement et mieux dans la carrière de votre choix.

Pour en savoir plus

et recevoir sans engagement un dossier d'information sur le programme *Formation en Gestion d'Entreprise*, retournez le coupon ci-dessous à :

ECADE

Ecole d'Administration
et de Direction
des EntreprisesRue du Bugnon 4
CH-1005 Lausanne (Suisse)
Tél. (021) 221 511

Faites-moi parvenir sans engagement un dossier d'information sur le programme *Formation en Gestion d'Entreprise*.

Nom _____
Prénom _____
Age _____
Niveau d'études _____
Adresse _____
Code postal _____
Localité _____
Pays _____

Dates du programme: 12 octobre 87 / 25 juin 88 - Coût du programme: FS 25'000.- - Admission des 18 ans sur dossier et entretien (min. niveau bac)

Au cours d'une conférence de presse

Le MRAP fait état de violences policières dans plusieurs commissariats parisiens

Trois histoires, la même couleur de peau : au cours d'une conférence de presse, mercredi 29 juillet, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) s'est déclaré « préoccupé » par le « nombre important » de personnes venues récemment se plaindre de « violences policières à connotation nettement raciste ».

« Nous ne mettons pas en cause le comportement général de la police », a précisé le président du MRAP, M. Georges Pau-Langevin, « mais nous demandons que le ménage soit fait ». Le MRAP réclame aux pouvoirs publics « une enquête dans les commissariats des 1^{er}, 11^e, 18^e et 20^e arrondissements (...) où se produisent la plupart des affaires « dont le mouvement est informé ». « Ce corps qui fait respecter l'ordre, a conclu M. Pau-Langevin, doit commencer par le faire respecter dans son sein ».

M. Mabiala, ressortissant tzaïrois, se promène, le dimanche 5 juillet, au marché aux puces de la porte de la Chapelle. Deux policiers lui réclament ses papiers. « J'ai demandé pourquoi j'étais le seul dans la foule à être contrôlé », raconte M. Mabiala. Gifles, insultes : « Ça se permet de poser des questions ! ». Le policier entraîne « sans ménagement » M. Mabiala vers le car où il le fait monter : « Sale négre ! ».

Des curieux s'approchent, s'indignent. A l'intérieur du car, les policiers tentent de calmer leur collègue, de plus en plus énervé : « Vous voyez ce sale négre, il se permet d'haranguer les gens et de les amener (...) Ça se crée des droits (...) Ce n'est pas possible, six ans de socialisme et on ne peut même plus contrôler un négre ! ».

Finalement amené au commissariat du 18^e, M. Mabiala se heurte au refus des policiers lorsqu'il demande à prévenir sa famille. On l'enferme

dans une cellule. A deux reprises, on lui demande de signer un procès-verbal l'accusant « d'outrage à agent et de rébellion », ce qu'il refuse. Il sortira du commissariat pourvu d'une contravention pour « émission d'un crachats sur la voie publique ». M. Mabiala a porté plainte avec constitution de partie civile.

Le samedi 11 juillet, c'est un Camerounais, M. Onambélé, qui est violemment interpellé par quatre hommes en civil criant « Police » alors qu'il allait entrer dans un magasin pour y acheter un costume. Affolé, M. Onambélé se débat. Mal lui en prend : coup de poing au foie, bras tordu, menottes et direction le commissariat du 11^e. Dans la voiture, on continue de le frapper et de l'insulter. M. Onambélé sera libéré au bout de plusieurs heures, avec une dent cassée et de nombreuses contusions.

M. Jérent, Français originaire de la Guadeloupe, regarde, le soir, du 14 juillet un groupe de danseuses africaines aux Halles. Des policiers donnent l'ordre de cesser le spectacle. M. Jérent demande ce qui se passe. Arrestation, menottes, commissariat. Injures, coups, au point d'en perdre connaissance. Lui signera le procès-verbal qu'on lui présente, l'accusant d'« outrage à agent ».

I. P.

● Les dons du sang dans l'Indre. — Le tribunal de grande instance de Châteauroux statuait en référé à rendu, le mercredi 29 juillet, son ordonnance dans l'affaire qui oppose le docteur Jean Klein, directeur du centre de transfusion sanguine du département de l'Indre, à l'association de gérance de ce centre (le Monde du 29 juillet). Le tribunal a ordonné le maintien du docteur Klein dans ses fonctions. Cette décision a provoqué l'arrêt du mouvement de grève des donneurs de sang dans le département.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPUB 690572 F
Télécopieur : (01) 45-53-91-71
Tél. : (01) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Benve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde ».

Société anonyme

des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Benve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

I. P.

● Les dons du sang dans

l'Indre. — Le tribunal de grande

instance de Châteauroux statuait

en référé à rendu, le mercredi 29

juillet, son ordonnance dans l'affaire

qui oppose le docteur Jean Klein,

directeur du centre de transfusion

sanguine du département de l'Indre,

à l'association de gérance de ce centre

(le Monde du 29 juillet). Le tribunal

a ordonné le maintien du docteur Klein

dans ses fonctions. Cette décision

a provoqué l'arrêt du mouvement de

grève des donneurs de sang dans le

département.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (01) 45-53-91-32 ou 45-53-91-71

Tél. MONDIPUB 286 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (01) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 982 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 009 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : les abonnés

ont droit à deux changements de

adresse par an. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitales

l'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Type LEMONDÉ

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications n° 57437

ISSN : 0395-2657

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 4.00 per year by Le Monde c/o Speedpost, 46-48 38 th street, L.C.I. N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost, 46-48 38 th street, L.C.I. N.Y. 11104.

Stevenson en Californie

Quelques années avant l'île au trésor, l'aventure américaine de Robert Louis Stevenson retracée dans la Route de Silverado.

ROBERT LOUIS STEVENSON est un jeune homme charmant. Il a vingt-neuf ans, il a écrit un joli livre sur son voyage dans les Cévennes avec un ami. Dans les cafés de Paris, dans les tavernes de Londres, tout le monde aime bien ce grand type maigre et élégant, ce dandy aux cheveux longs, un peu nerveux peut-être, car il a des crises de rire ou de larmes sans préavis, mais il porte une casquette d'indien et il est drôle, et il est heureux et gentil.

Le 7 août 1879, sur les quais de Broomielaw, à Glasgow, il s'embarque sur un steamer. Direction : l'Amérique, la Californie, les « portes d'or ». Que s'est-il passé, et pourquoi ce jeune bourgeois écossais rompt-il soudain avec une famille très convenable et d'excellents amis littéraires ? C'est qu'il a connu, peu d'années auparavant, dans le cercle des peintres de Fontainebleau, une femme plus âgée que lui, une Américaine, Fanny, et qu'il en est fou. Comme Fanny est retournée en Californie avec ses deux enfants, Stevenson court à la mer, de l'autre côté de la mer, pour l'épouser. Et il va épouser en même temps l'aventure, le romantisme, les grands ciels bleus de l'Eldorado.

Les Eldorados ont cette spécialité qu'ils ne sont pas mal quand on les contemple de loin, ou bien à travers les livres d'enfance dont s'est gorgé Stevenson, alors qu'ils ont des têtes patibulaires quand on a le nez sur eux. C'est la chronique de cette espérance et de sa déception que nous content les textes américains de Stevenson que les éditions Phébus, dans la Route de Silverado, nous offrent, avec une superbe présentation de

Michel Le Bris. Le volume est complet. On y lit l'émigrant amateur, les Squatters de Silverado, et aussi les lettres que Stevenson, depuis son exil, envoie aux amis ingrats qu'il a laissés en Angleterre.

Le voyage commence par le bateau, mais ce bateau ne ressemble guère aux goélettes de l'enfance. C'est une « cargaison de faillites », un « navire de ratés ». R. L. Stevenson prend des notes au jour le jour, non sans courage, du reste, car allez écrire quand vous êtes un émigrant de deuxième classe, entassé dans de funèbres cabines avec la population la plus misérable du monde, méprisé des officiers et des passagers de première classe, malade comme un chien et perdu dans les vomissements. Le glorieux voyage change de nom, c'est une débâcle.

Stevenson a l'âme chevillée au corps. Le cauchemar de New-York, même, ne l'abat pas. Avec ses compagnons de malheur, il va traverser l'Amérique, dans des chariots, des bateaux à roues, des chemins de fer, et tant pis s'il est de plus en plus malade : les noms de l'Amérique sont si beaux, il en composerait volontiers des poèmes. Dans les wagons désespérés qui filent vers les « portes d'or », il se répète les superbes syllabes, Wyoming et Delaware, et Florida, et Nebraska et Indiana — quel poète aurait jamais imaginé plus beau cantique que ces litamines ? L'ennui est que le dessous des mots est moins chatoyant. Le Nebraska propose des ciels vides, des terres vides, des horizons vides. Le Wyoming est une ruine de la géographie — des roches érodées, des falaises érodées, et pas un arbre et pas un gazon.



Robert Louis Stevenson en 1889 par A.G. Dew Smith.

Comme l'Angleterre est lointaine et comme elle est perdue ! Dieu ne doit même plus savoir où il a caché ces terres maudites ; en tout cas, il songe sûrement à autre chose, et l'Eldorado n'est pas de ce monde.

Les folies de Monterey

C'est la Californie qui va renouer le rêve. Enfin, on retrouve les « coins verts et habités » de la planète. Il y a du bonheur dans ces parages, le soleil est rieur et le ciel est peint en or. Stevenson entre en vainqueur à Monterey, l'ancienne ville des folies de l'or, et tant pis s'il a des quintes de toux de plus en plus dures, puisqu'il va retrouver sa chère âme, Fanny. Il est vrai que Fanny est mariée. Divorcer de son mari pour épouser quoi ? Un jeune homme séduisant mais qui est en train de mourir, et puis, il est si jeune. Stevenson est très triste. Il quitte Monterey pour aller camper dans la montagne de

Santa-Lucia. Il toussé de plus en plus. Il agonise. Par chance, un chasseur de grizzly passe par là, le soigne, le sauve, et lui parle du « wild », cette « force noire » qui est à l'œuvre dans le monde. Stevenson retrouve ses poumons et redescend sur Monterey. Fanny l'y attendait, Fanny qui a décidé, béni soit Dieu, de l'épouser.

Ensuite, il y a des hôtels minables, pas de lits, on dort sur le sol et, pour comble, les amis d'Angleterre et la famille de Stevenson sont beaucoup moins gentils que le vieux chasseur de grizzly. Les lettres qui arrivent à Monterey sont atroces. La famille déteste que Robert Louis écrive ces textes d'émigré, idiots et même obscènes. La tactique des amis littéraires de Londres est plus perverse encore. Comme ils tiennent que Stevenson, en se coupant de Londres, brise sa carrière, ils lui écrivent chichement ou bien ils lui disent que ses textes d'Amérique sont nuls et qu'il doit revenir.

GILLES LAPOUGE.

(Lire la suite p. 12.)

Sohravardî, le Platon de l'Iran

Le Livre de la sagesse orientale, œuvre maîtresse du grand philosophe iranien, est enfin disponible dans la traduction de Henry Corbin.

L'HISTOIRE a d'étranges tours. Près de huit siècles se sont écoulés avant que parvienne en notre langue l'œuvre majeure d'un grand philosophe de l'Islam iranien. Né en 1155 à Sohravardî, ville du nord-ouest de l'Iran, aujourd'hui effacée de la carte, celui que l'on connaît sous le surnom de Sohravardî fut à la fois, et indissociablement, mystique et philosophe. Ascète, solitaire instruit auprès des soufis, il est familier de l'héritage de Platon et d'Aristote. Auteur d'une cinquantaine d'ouvrages, il ne quittera pas la région ; il y fut déclaré infidèle comme Socrate et ne chercha pas à se dérober à une mort injuste. Il est exécuté le 29 juillet 1191, à trente-six ans.

Son œuvre eut une vaste influence et suscita des commentaires pendant plusieurs siècles. Elle constitue un moment de tension incomparable où tentent de se conjurer le monothéisme islamique et le dualisme gnostique. Henry Corbin, à qui l'Europe doit de l'avoir découverte, lui a consacré bien des pages (1), a mené à bien l'édition critique de ses textes (2), en a traduit bon nombre (3). Mais il n'a pu achever avant sa mort, en 1978, la traduction du Livre de la sagesse orientale. Représentant tous les matériaux accumulés par le maître depuis 1940, et notamment les notes rédigées pour ses cours de 1956 à 1961 à l'Ecole pratique des hautes études, Christian Jambet a reconstruit ligne à ligne la traduction que Henry Corbin n'a cessé de méditer tout au long de sa vie. Le texte qu'il nous livre, accompagné de la traduction de deux commentateurs de Sohravardî, Qotboddin Shirazi et Molla Shirazi, est d'une rare puissance philosophique.

C'est dire qu'on aurait tort de n'y voir qu'une curieuse antiquité. Lire ainsi Sohravardî reviendrait à le manquer. Sa pensée est certes à mille lieues de Galilée et de Descartes. Elle est menée aux antipodes du déjà moderne Averroès. Encore faut-il ne pas vouloir comparer ce qui est sans rapport : la gnose sohravardienne n'a rien de commun avec la démarche scientifique. A ce titre, elle n'entre en aucune façon en concurrence avec elle. Nous pouvons au contraire y entrevoir un monde tout à fait autre que le nôtre : l'infini chez Sohravardî ne

cesse de transparaître — il sourd de partout.

On ne saurait évoquer ici avec exactitude cette pensée d'une complexité et d'une beauté extrêmes. Ce qui en fait la portée, c'est la subversion interne qu'elle introduit dans les schémas de l'ontologie. Sohravardî appelle « Lumière » l'origine intérieure de l'acte de présence au monde. La Lumière, au-delà de l'essence et de l'existence, les engendre l'une et l'autre. Elle est bien, en un sens, l'être. Mais elle est également au-delà de l'être comme l'Un ineffable des néoplatoniciens. En outre, il n'y a pas une Lumière mais une infinité, chacune est source, en même temps que reflet, dépendant plus ou moins directement de la « Lumière des Lumières ».

D'étranges tours

Le problème de Sohravardî est finalement de rendre compte de la Ténacité — matière, corps ou « Occident ». Car sa fidélité au platonisme comme à l'Islam lui impose d'éviter toute solution de continuité et de maintenir la cohésion d'un monde déployé à partir d'un unique principe. Mais, d'autre part, son intuition gnostique l'incite à privilégier la rupture, le partage de la dualité. Cette double contrainte fait la force unique de son œuvre.

« Les jours s'annoncent où nous lisons Sohravardî comme nous lisons Hegel », écrit Christian Jambet. Nul ne sait si telle prophétie se réalisera. Mais il est vrai qu'on commence ici ou là à saisir que le repli de la philosophie sur sa seule tradition grecque n'est pas éternel. Il se pourrait qu'au terme d'étranges tours l'histoire de la pensée soit en voie de mutation. Une lecture attentive de ce texte devrait y contribuer. Pourvoir en disposer est un important acquis.

ROGER-POL DROIT.

★ SOHRAVARDÎ, LE LIVRE DE LA SAGESSE ORIENTALE. Traduction et notes par Henry Corbin, établies et introduites par Christian Jambet. Ed. Verdier, coll. « Islam spirituel », 696 p., 245 F.

- (1) Voir notamment *En Islam iranien*, t. II, Sohravardî et les néoplatoniciens de Perse, Gallimard, 1971.
- (2) Sohravardî, *Opera metaphysica et mystica*, Istanbul 1945. (Œuvres philosophiques et mystiques. Maisonneuve, t. I 1952, t. II 1969.)
- (3) *L'Archange empourpré*, Fayard, 1976.

Luchino Visconti. Les Feux de la passion, de Laurence Schifano.

Le « Comte rouge », terrible et magnifique

SANS aucun doute possible, voici la biographie définitive de Luchino Visconti. Certes, des détails pourraient encore, un jour, apporter plus de lumière ou de piment, mais, telle quelle, elle est la carte dépliée d'une existence, et, par moments, jusqu'à l'irréparable.

Il s'accumule autour de chaque vie une telle masse de renseignements si disparates, si contradictoires, si difficiles à saisir, à relier par une quelconque cohérence, que le rassemblement en est gradué, tortueux, l'unification de tous les éléments et des multiples perspectives qu'ils ouvrent exigeant un don particulier, un flair supérieur, une infinie patience et de la pondération. Telles sont les qualités que doit posséder le biographe. C'est au plus haut point que Laurence Schifano les possède.

Au fait, une bonne biographie n'appartient-elle pas au genre épique, puisqu'elle inclut l'histoire ? C'est bien le cas ici, car, les projecteurs étant braqués sur l'étonnant Luchino, les comparses qui se tiennent adossés à la toile de fond, et qui, de temps en temps, se détachent pour murmurer quelque secret à l'oreille du lecteur ou présenter à contre-jour leur profil de revenants, comptent parmi les plus importants du siècle. Et il y en a eu d'autres.

De Visconti, une image prédomine, qui le séduit : il est celui qui a contracté, de façon inguérissable, le « mal rouge et or », comme disait Cocteau du théâtre ; celui qui connaît le tombé précis d'un tissu et son bruissement, la silhouette d'une époque et les manières ; celui qui aime les divas et leurs abandons calculés à l'emphase. Mais on a tendance à oublier, en l'enfermant dans des serres proustiennes, voire d'annunziennes, en le noyant dans des linéaires de brocart, le côté réaliste et, à proprement parler, néoréaliste de son œuvre, car le mot prit l'air d'une esthétique à la sortie d'« Ossessione », le premier film, en 1943. Par conséquent, soutenir qu'il revenait au réalisme quand il tournait *Rocco et ses frères* serait nier le réalisme de *Sanso* et, notamment, de son chef-d'œuvre, *Le Guépard*.

« Je suis venu au monde le jour des morts (...) et cette date s'est attachée à moi tout au long de ma vie comme un mauvais signe », écrivait-il en 1939. Mais, trente ans plus tard, il modifia sa notice biographique en disant qu'il était né le 2 novembre 1906, à l'heure où le rideau de la Scala allait se lever pour une dernière représentation de *la Traviata*. C'était un mensonge, car la Scala n'ouvre que le 7 décembre, et, cette année-là, c'était avec Car-

men. Mais le mensonge est, ici, poétique : c'est la vie qui est maudite, qui n'a pas de style et, moins encore, le sens du roman.

Le biographe a beau avoir méticuleusement ordonné sa récolte d'observations, le lecteur retient des détails qui l'éclairent ou l'amusent, et sa mémoire les livre dans le désordre, car elle ignore les hiérarchies. Ainsi se souviendra-t-on, en l'occurrence, que Luchino Visconti était l'un des sept enfants du couple le plus en vue de Milan. Celui qui formait avec Carla Erbe — roturière mais richissime héritière — et le comte Giuseppe Visconti di Modrone. Comme sa femme, il était d'une beauté stupéfiante, et les femmes ne furent pas les seules à céder au charme de cet homme qui se mettait de la poudre et du mascara pour aller à la Scala.

Carla et Giuseppe n'aiment que l'art, ils font du théâtre avec leurs amis (le palais Visconti possède une charmante petite salle), de la musique, de la peinture, et s'ils incitent leurs enfants, en marge de l'école, à exercer un art, ils leur inculquent aussi le goût d'entreprendre, ce qui les pousse à ne pas devenir, disait Visconti, des *mirabiles aristocrates du genre de certains princes romains qui n'ont jamais rien eu envie de faire*. A bien y penser, il n'y a pas que les Romains qui barbotent dans l'ignorance : le degré d'inculture où agonise, en jactant, l'aristocratie européenne équivaut sans mal à la barbarie douce des Américains du Nord.

LUCHINO joue à merveille du violoncelle, mais le théâtre prend vite le dessus, et ses frères et sœurs se soumettent à ses ordres. D'une mélancolie précoce (son rôle préféré est celui de Hamlet), il aime aussi les farces — plus dans la vie, il est vrai, que sur la scène : dans la villa de sa mère, à Cernobbio, au bord du lac, dans le grand parc peuplé de statues, il aime à déloger les marbres pour prendre leur place après s'être roulés dans la farine, afin de surprendre les touristes du vaporetto qui longe la rive en se jetant à l'eau à leur passage.

Ce sera dans cette villa de l'enfance que, à soixante-six ans, après l'attaque cérébrale qui l'a paralysé, il passera sa convalescence et finira le montage de *Luchino* — coupé, défiguré par le producteur, dont la faillite ultérieure permettra aux amis de Visconti, Suso Cecchi d'Amico, ex scénariste, en tête, de racheter le matériel et de procéder au montage du film prévu par le cinéaste.

HECTOR BIANCIOTTI.

(Lire la suite p. 12.)

Sébastien Japrisot

Écrit par Jean-Baptiste Rossi

Le plus jeune écrivain de l'année.

Denoël
Robert Laffont

سكتة من الالهي

ROMANS

La vraie vie de Monsieur Teste

Dans l'intervalle, de Daniel Oster : la biographie d'un personnage imaginaire.

« *Quel nous a mis dans la tête que la littérature avait quelque chose à voir avec le vrai ?* » Cette question dénonce le vertige qui saisit à la lecture de *Dans l'intervalle*. Bien qu'il possède sa lumière propre, le nouveau livre de Daniel Oster repoit, de ses deux précédents ouvrages, quelques rayons fort éclairants. L'auteur de *Monsieur Valéry* (1) emprunte à son modèle un héros de roman inattendu, Edmond Teste, qu'il dote d'une épaisseur charnelle que son créateur ne concevait guère. Quant à son essai *Passages de Zénon* (1), il procure la notion d'écart et d'intervalle (entre les mots et les choses, entre soi et soi), qu'une formule condense dans le roman : « *Se retirer des siens, dans l'enfermement et le silence, pour se rapprocher d'eux par des voies aussi détournées, lui paraissait parfois le comble de l'humanité.* »

Dans l'intervalle combine les ambitions du *Monsieur Teste* de Valéry et de la *Vraie Vie de Sebastian Knight*, de Nabokov : il tente d'accomplir la biographie vraie d'un personnage imaginaire. Donc voici Edmond Teste, tel qu'en lui-même, avec ses amours, ses obsessions, ses contemporains de tous les siècles. La vie très plate du bureaucrate, le charme quotidien de la conjugalité, tels sont ses atouts, avec en prime le sentiment aigu de l'impossibilité de faire œuvre littéraire : « (...) il faut pour écrire se lever de bonne heure parce que la langue des autres, qui est aussi la nôtre, est encore plus matinale. »



Daniel Oster.

Avant de rencontrer Valéry en 1894 et Oster en 1987, Teste, en compagnie de son épouse Emilie, fréquente les artistes et leurs créations : Huysmans, Manet, Mallarmé, Schwob, Proust (et Swann, et Bergotte), et surtout Ettore Schmitz, plus connu sous le nom d'Italo Svevo, avec qui il entretient une correspondance amicale et désabusée sur le drame sans pathos de la condition d'écrivain et d'homme tout court. Pour Oster, Teste, qui pèse dix ou quinze lignes quotidiennes en face de l'acte d'amour ou de la relation avec l'enfant ?

Exigences et pesanteurs

Le livre de Daniel Oster naît de cet écartèlement entre des exigences et des pesanteurs, dans un va-et-vient perpétuel entre l'irréalité existentielle de Monsieur Teste et son irrésistible insertion dans la contingence de l'écriture. Troisième dimension de Teste : il est la conscience par où transitent les grands débats idéologiques de

l'époque et il les restitue avec un sens de la dérision que résume cette phrase : « *Alors, remarqué que je n'ai pas d'opinion sur la tour Eiffel.* »

Ecrite dans la discontinuité, au jour le jour, cette biographie faussement fictive se construit et se construit sur la base du fragment : maximes, lettres, citations, lapsus, journaux intimes, tout devient peu à peu cohérent et nous fait atteindre à l'énigme perverse des vies réfléchies par le miroir truqué de l'œuvre en cours. Nabokov et Borges ne sont pas loin. Pourtant, on aurait tort de croire que *Dans l'intervalle* se contente de faire un sort au programme assigné par Valéry au poème : être « *une fête de l'intellect* », ce qui ne serait pas peu. Cette autobiographie d'un autre est aussi la vraie vie inachevée de quelqu'un, et une émotion rare traverse ces pages.

SERGE KOSTER.

★ DANS L'INTERVALLE, de Daniel Oster, POL, 180 p., 39 F.

(1) Editions du Seuil, 1981 et 1983.

LETTRES ÉTRANGÈRES

Le paradis

perdu

de Luis Cernuda

Recueil des proses poétiques composées en exil par Luis Cernuda. *Ocnos* est un livre qui possède le fort pouvoir d'envoûtement des réveries solaires. Pour ce Sévillan réfugié à Glasgow au sortir de la guerre d'Espagne et qui n'est pas loin de considérer l'Écosse comme un enfer brumeux, la célébration des instants éblouis de son enfance semble un exercice de survie.

Mais un exercice où la volonté laisse la place au songe, où les éléments biographiques ouvrent le champ au mythe du paradis perdu. « *Là, dans l'absolu silence estival souligné par la rumeur de l'eau, les yeux ouverts sur une claire pénombre qui mettait en relief la vie mystérieuse des choses, j'ai vu les heures rester immobiles, tel le nuage qui dissimule un dieu, purs et sévères, sans s'écouler.* »

Le passé magnifié efface les affres du présent. Le souvenir restitue un halo de sensations, de sentiments, de nonchances heureuses. C'est un scintillement sur la mer, une musique, une odeur d'amande et de miel. C'est, au creux des heures oisives, l'irruption d'un désir voué à la simple splendeur des corps adolescents : « *Pourquoi l'enseignait-on à courber la tête devant la souffrance divine, alors qu'en d'autres temps les hommes furent heureux au point d'adorer, dans sa plénitude tragique, la beauté ?* »

« *A-t-on vu un enfant essayant de saisir dans sa main un rayon de soleil ?* », demande ailleurs Luis Cernuda. Avec *Ocnos*, on voit un immense poète qui se trouve les mains au soleil de sa mémoire et dit la douceur envivante, fugace, désempérée d'aussi précieuses blessures.

ANDRÉ VELTER.

★ OCNOS, de Luis Cernuda, traduit de l'espagnol et préfacé par Jacques Anet, Les Cahiers des Indes, 122 p., 90 F.

EN POCHES

● Le triomphe du classicisme a longtemps occulté le foisonnement poétique de la première moitié du dix-septième siècle français. Avec son anthologie, Jean-Pierre Chauveau rend hommage à la variété des théories et des œuvres issues d'une époque trop souvent négligée. Même s'ils restent attachés à l'art poétique de Malherbe, la plupart de ces poètes manifestent une recherche esthétique qui parvient non sans mal à se dégager des contraintes de la tradition et de la rhétorique.

Alors que l'érudition mythologique s'épuise, l'essor de la vie mondaine suscite une poésie de salon (Voiture), tandis que s'épanouissent les thèmes chrétiens (La Cappede, par exemple), ceux de l'amour, de la nature et de la vie (Théophile de Viau, Tristan l'Herminette, Saint-Amant...). Riche en contrastes, discordant le réel au profit du burlesque, de l'affinement précieux ou de l'outrance satirique, cette poésie, malgré ses limites, touche encore son but : donner à l'esprit du plaisir (*Anthologie de la poésie française du XVII^e siècle*, Gallimard, « Poésie »).

● Inédit en version française, *Pas de pitié pour les neveux*, Jeeves présente une nouvelle face du anobisme anglais tourné en dérision par P.G. Wodehouse à travers l'éternel et impitoyable Jeeves, traduit de l'anglais par Claude Alengry (Christian Bourgois « 10/18 », n° 1864).

● Au-delà du conte moral et policier cher à Leonardo Sciascia, *Todo modo* (paru en 1974 en Italie) est un témoignage sur les activités de la Mafia. Traduit de l'italien par René Daillie (Gallimard, « Folio », n° 1848).

● Inspiré par l'émission « Téléchat » diffusée sur Antenne 2, Roland Topor et Henri Xhonneux signent *A rebrousse-poil, le tour du monde de Groucho en 80 jours*, dans la série « Point-virgule », au Seuil. Pourquoi le tour du monde ? Parce que, « *quand on tourne en rond, on a au moins une chance de revenir à son point de départ.* » Dans la même collection, *Comment faire son alyah en 20 leçons*, par Moshe Gassah. Un gynécologue parisien décide de « tout plaquer » et de partir en Israël. Une aventure qu'il souhaite à ses meilleurs amis comme... à ses pires ennemis (n° 54 et n° 53).

● « Nouvelle approche » des classiques dans la *Librairie de poche* : les livres VI et VII de la *Guerre des Gaules*, de César, sont précédés d'une préface de Pierre Grimal. Traduction de Charles Louandre mise à jour par Luc Durst (n° 4264). On peut aussi relire les *Contes de Grimm*, traduits par Pierre Durand, annotés et commentés par Jean Bessière, préfacés par Janine Boissard (n° 4263).

● Comment les femmes parlent, comment elles se parlent, comment on leur parle... *Les Mots et les Femmes* d'approches sociolinguistiques de la condition féminine, écrit en 1978 par Marina Yaguello, est réédité chez Payot dans la collection « Primes ».

Machado de Assis

un maître brésilien

C'est un plaisir trop rare que de pouvoir lire en français des nouvelles de Machado de Assis, l'un des maîtres de la prose brésilienne de la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Après *Alfarrêta*, une longue nouvelle et deux romans, A. M. Métais publie onze autres nouvelles, sous le titre : *La Montre en or*. Elles sont superbes.

On a coutume d'écrire des parallèles entre les écrivains occidentaux et ceux nés dans d'autres continents — toujours au profit des premiers, dont les seconds ne peuvent, cela va de soi, que s'inspirer. A lire, à goûter le plaisir procuré par ce recueil, on se prend à imaginer un heureux renversement : et si, en lisant Proust ou Flaubert, on songeait à Machado de Assis ?

P. K.

★ LA MONTRE EN OR, de Machado de Assis, traduit de portugais par Meryse Laporte, A.M. Métais/UNESCO, 162 p., 80 F.

ÉCRITS INTIMES

Paul Léautaud entre deux amours

EN 1964, Marie Dormoy publiait dans un tirage confidentiel un petit livre auquel Léautaud tenait beaucoup et dont il lui avait dit : « *J'écris ces choses avec plaisir comme j'écris toujours quand je suis en état de désir.* » Le *Petit Ouvrage inachevé* réapparaît aujourd'hui par les soins d'Edith Sive et vient faire écho au *Journal particulier*, 1933, où elle nous avait fait découvrir les ultimes ardeurs d'un écrivain dont les « *plus grandes amours ont toujours été sensuelles* » (1). C'est à nouveau un carnet de bord intime où l'écriture analyse, sous forme de notes et d'observations, ses rapports avec ses dernières amours : Anne Cayssac et Marie Dormoy.

Quand Léautaud rencontre Anne Cayssac, il a quarante-deux ans, elle, quarante-cinq. Leurs soupirs pour les amours abandonnés ont facilité leurs premières relations. Et puis, un soir, dans un bureau du Mercure de France déserté, Anne, jouant d'audace, rend hommage, à genoux et « *sans quitter son chapeau* », à l'écrivain. Une liaison passionnée s'ensuit, et Léautaud va découvrir en Anne « *la partenaire amoureuse rêvée, créature faite pour l'amour comme je l'ai décrite, ayant au plus haut degré ce que j'appelle l'esprit de l'amour, c'est-à-dire dans l'intimité le libertinage le plus extrême en gestes, en attitudes et en paroles, si agréable chez la femme qu'on aime...* ».

Mais, au fil des ans, Anne va beaucoup gâcher de ce plaisir par les effets d'un caractère porté à l'exos, d'où le nom de « *Réa* » que lui donnera l'écrivain. Elle ira même jusqu'à lui extorquer, à force de cajoleries, les pages du *Journal* concernant Jean Belson, qu'elle ne lui rendra jamais. Au reste, si ces rapports ont pu combler les appétits sensuels de Léautaud, ils n'ont fait que souligner cette vérité qu'il confie sur le ton du désaveu :

« *Je n'ai jamais pensé une seule fois dans ma vie que je puisse être aimé, si évidentes que fussent les preuves qui m'en étaient offertes.* »

Complicités érotiques

Avec Marie Dormoy il va, alors qu'il a soixante et un ans et elle quarante-six, passer de la brune à la rousse et à un tout autre registre amoureux. Certaines complicités érotiques les lient sans que Léautaud se cache les défaillances et les imperfections de cette nouvelle amoureuse. La lecture du *Journal particulier* est à cet égard édifiante, comme l'est cette note du *Journal*, en date de janvier 1940 : « *Comment ai-je pu aimer à ce point une créature aussi fade, aussi terne, qui m'a donné de si médiocres plaisirs amoureux... Et avoir eu — pour la première fois de ma vie — la jalousie que j'ai eue ?* »

Le *Petit Ouvrage inachevé* reflète dans son style même l'évolution de ces dispositions amoureuses, d'une femme à l'autre. Au style habituel, lapidaire, libérin et ironique, s'ajoute une écriture plus lente et contournée, plus incertaine. Au total, cette confession ambiguë et précise, récit impudique et alerte, réfléchi et parfois un peu morose, séduit à la fois par les traits vifs d'un moraliste sage et égaré et les nuances qu'un Léautaud étonné de lui-même lui apporte.

PIERRE KYRIA.

★ LE PETIT OUVRAGE INACHEVÉ, de Paul Léautaud, présenté par Edith Sive, éditions Arléa, 178 pages, 35 F.

(1) Mercure de France, 1964. Edith Sive a fondé l'Association pour l'étude de Paul Léautaud et des revues littéraires de son époque, qui publiera des Cahiers consacrés à l'écrivain (4, impasse Erard, 75012 Paris).

Romantisme évidemment

Un nouveau mouvement littéraire, qui se réclame de la littérature « à l'essence de tarabenthine » vient de créer une revue. *Albatroz* invoque « l'hypersurréalisme néo-subconscientiel ultra-féminin, anti-binarité décadent ». Ces cahiers, qui se veulent « un nouveau débouché pour la littérature de carnavale », se situent « dans la saine pratique des bras d'honneur populaires ».

Publiée en trois langues, le français, le portugais et l'espagnol, la revue est l'organe de diffusion d'une culture alternative « bien évidemment romantique ». Le premier numéro, dédié à la mémoire de Malik Ousselina, a pour thème le voyage : « *un bien curieux pèlerinage à Lisbonne, Paris, Bruxelles, sur les pas de Lawrence Ferlinghetti, André Laude, Ruy Simoes, Jaime Rocha et quelques autres.* » (Boite postale 458, 75161 Paris Cedex 04.)

FRANCIS GOUGE.

Les Indes anglaises

Deux nouvelles de Rudyard Kipling — *Naboth et Bessie* — trente-deux photos de Christine Morel des maisons décorées du Rajahstan (1830-1930), deux cultures en une : les Indes anglaises ; voilà le matériel du quarante-sixième numéro de la revue *Double Page*. « *Et la vérité qui s'en dégage est aussi une allégorie de l'Empire* » : une phrase de Kipling, né à Bombay, qui accompagne et décrit merveilleusement les photos de Christine Morel : entre 1883 et 1885, elle photographia le « *trésor architectural et pictural* » des Indes indiennes : l'Inde traditionnelle — éléphants, érotisme, sorcellerie — se mêle étroitement, et pour cause, à l'Angleterre victorienne — voitures, avions, photographes, portrait de Victoria. Si le *Karna-Sutra* et le *partenariat* n'ont pas fait bon mariage, il n'en est pas de même du couple Morel-Kipling : une très belle revue, étonnante.

EMMANUELLE PEYRET.
★ DOUBLE PAGE, n° 46, Maisons décorées de Rajahstan.

LA VIE LITTÉRAIRE



Les « libéraux » éditent

ENTOURÉ de pas mal de visages des lettres et de l'audiovisuel, sans parler de six ou sept membres du gouvernement, le ministre de la culture et de la communication a lancé récemment à Paris la collection « Rue de la Liberté », que publieront les Editions républicaines, responsables jusqu'ici de la publication du *Journal des républicains*. Pour ce lancement, M. Léotard avait choisi la Maison des écrivains, installée, à l'initiative de son prédécesseur, M. Lang, dans un vieux hôtel du faubourg Saint-Germain, mais, dès septembre, la nouvelle collection aura, dans le même quartier, une vitrine à elle, sous forme d'une librairie en cours d'installation. On y trouvera « *tous les livres des éditeurs francophones sur les thèmes du libéralisme politique ou économique, des droits humains, de la liberté, etc.* »

Le premier auteur de la « Rue de la Liberté », dont l'ouvrage *55 millions d'actionnaires* est sorti ces jours-ci, est Claude

Hurtheux, PDG de l'entreprise Anguste Thouard et « *apôtre d'un authentique capitalisme populaire* ». Viendra ensuite une étude de M. Alain Griotteray, député PR du Val-de-Marne, *Les Privatisations, brudage ou plébiscite*. Trois ministres en exercice, MM. Léotard, Madelin (Industrie) et Malhuret (droits de l'homme) tireront, chacun en septembre, leur épée de papier. Le premier sous forme d'un portrait d'entretien avec Hugues Dewavrin (directeur des Editions républicaines) et Antoine Cassan (directeur de la collection) ; le second, d'un exposé de la méthode libérale ; le troisième, d'un plaidoyer en faveur du combat pour les droits de l'homme. Plus tard viendront le député Alain Lamassoure, qui retracera l'histoire de la dernière réforme audiovisuelle, et le journaliste Patrick Weisman, animateur de la revue *Politique internationale*, qui démontrera que « *le courage en politique étrangère, ça paie* », comme le titre l'indique.

J.-P. P.-H.

EN BREF

● Les prix littéraires France-Amérique destinés à récompenser des écrivains pour leur contribution à l'amitié franco-américaine et à l'information sur les États-Unis ont été remis à Julien Green, pour les Pays latins (Seuil), et au professeur André Kertel, pour les Américains (Seuil).

● Le prix du PEN-Club de France 1987 a été décerné à Georges Labrie, qui a été depuis des années la correspondance de Georges Sand « *Chénier* ». Une mention a par ailleurs été attribuée à l'Américain Philip Roth pour son édition de la correspondance de Marcel Proust (Plon).

● Une exposition de dessins de Francis Picabia se tient jusqu'au 28 septembre à Saint-Germain-le-Désert (Région).

● Un spectacle François Villon sera joué du 7 au 23 août, dans le cadre du Festival du livre vivant, dans les ruines de la forteresse de Châteaudeux (Isère).

● Les « Poésies 1987 », concours national subventionné par la Ville de Paris, s'adressent aux poètes classiques ou libres sans restriction de genre ou de sujet. Les candidatures seront reçues jusqu'au 15 septembre. Renseignements : Institut académique de Paris, 104, rue Amiel, 75011 Paris.

● Le prix du roman de la ville de Cannes a été attribué à Louis Nucera pour son livre *Mes rayons de soleil*, publié chez Grasset (voir « le Monde des livres » du 15 mai).

VENDEZ
TOUTE L'ANNÉE
LIVRES, DISQUES
SACFIP, société d'achat
de la LIBRAIRIE
JOSEPH GIBERT
2, rue de l'École-de-Médecine
angle 26, Boulevard Saint-Michel
Tél. : 40-45-02-45, 75006 Paris
M. Odéon - RER Luxembourg

● HISTOIRE

L'itinéraire du sacré

De la croisade aux pèlerinages : un livre passionnant, agaçant parfois, d'un maître de la Sorbonne des années 60 : Alphonse Dupront.

La « Bibliothèque des histoires » mérite bien son nom, qui nous fait visiter aujourd'hui l'œuvre d'un maître trop peu connu du public, dont les étudiants ont éprouvé la fascination dans la Sorbonne surpeuplée des années 60. Et c'est Alphonse Dupront lui-même qui, dans sa langue incomparable, trace son itinéraire et guide le lecteur à travers son œuvre.

Au commencement était la croisade et celui qui en révèle toute l'épaisseur, Paul Alphandéry, « qu'on ne laisse pas s'égarer du sens ». De cette rencontre féconde naît l'orientation de l'historien vers le sacré. Car l'histoire des guerres et des conquêtes, l'analyse des substrats économiques et sociaux, les lectures colonisatrices des croisades rendent compte du comment, et ce n'est pas rien. Mais la croisade ne peut se laisser réduire et enfermer. « Non-sens pour les uns, sens pour les autres, ce dichotomisme brut serait désespérance de connaître ; pire encore, appauvrissement et mutilation d'exister. »

Le passage du signe au vécu

Car la croisade est tissu de signes : son pourquoi est du côté du mythe. Comme tout mythe, elle est déchiffrable puisqu'elle est récit écrit avec les mots du quotidien. Mais son déchiffrement court aussi le risque de la réduction. « Le mythe est toujours plus qu'il ne réussit à dire. Le vécu dépasse le mythe. Il est langage de l'âme collective, irréductible à l'imaginaire. »

En creusant de la pulsion de la croisade à l'ère des sociétés de fin des temps, de conquêtes d'éternité, de cette éternité où il n'y a plus d'inégalité, mais plénitude et certitude. Jusque dans ses résurgences contemporaines banalisées, « croisade antipollution » ou « croisade pour le tiers-monde », le mot a conservé une valeur de déplacement, de recherche d'un monde meilleur et de salut commun.

Du laboratoire de la croisade, où sont apparus tous les éléments de la réflexion historique et anthropologique de l'auteur, on passe à la leçon de méthode à propos du pèlerinage et du fait religieux. Il y a là un matériau immense à collecter et à exploiter

comme autant de signes pour une approche phénoménologique la plus précise possible. Mais en sachant que cette approche ne peut ni ne veut ignorer l'essentiel : l'acte surnaturel. Au contraire même : elle le libère et permet donc de pressentir le vécu.

Tenter le passage du signe au vécu, c'est justement le travail scientifique, en l'occurrence l'opération de l'anthropologie du religieux, qui montre, dans le pèlerinage, la marche physique vers l'ailleurs, la quête d'un terme soigneusement fixé dans l'espace, et la conscience de l'accomplissement d'un acte extraordinaire.

Et parmi les signes, en est-il de plus riches que les mots. *Peregrinus* (le pèlerin), c'est l'étranger, celui qui se fait étranger, pour découvrir l'étranger (l'Autre) en lui-même. L'historien ne l'a bien compris qu'à travers une ethnologie des pèlerinages contemporains, ce qui le conduit à généraliser la proposition d'une ethno-histoire débouchant sur une anthropologie religieuse. Attentive au « vivre » religieux d'une société déterminée dans la longue durée, cette ethno-histoire permet de découvrir, sous les évolutions et les ruptures, une culture religieuse traditionnelle (souvent si mal nommée « religion populaire »), culture enracinée, pratiques existentielles plus que vision du monde, pétrie de correspondances entre ciel et terre, sécurisante pulque consacrée par un consensus « depuis toujours ».

Le moteur de cette recherche n'est pas la nostalgie d'un bon vieux temps, mais une nécessité scientifique. Contre toutes les complaisances remises en cause des sciences humaines, Alphonse Dupront affirme leur vocation à marquer une étape majeure dans la culture de l'Occident à condition qu'elles gardent pour finalité l'unité d'un savoir orienté vers un meilleur accomplissement de la condition humaine.

Tous ces signes, tous ces phénomènes, situés aux confins de la vie psychique et biologique, « où la faiblesse et l'espérance humaine cherchent, d'une tension existentielle contraignante, la certitude de la toute puissance, ou plus dramatiquement le courage de vivre », Alphonse Dupront les appelle *sacralités*, avec une sensibilité particulière pour les lieux *sacraux* (et non *sacrés* car

Dupront préfère, pour le religieux, cette consonance moins rude). La sacralisation de l'espace, c'est d'une certaine façon sa maîtrise par l'homme, qui le balise de sanctuaires qui prennent les noms des saints qui rythment le calendrier. C'est le cosmos entier qui ainsi s'humanise.

« Découverte des secrets de l'âme »

Les lieux sacrés sont aussi porteurs d'images, essentielles comme enseignement sans doute, mais plus encore comme support et comme cadre de la vie religieuse de l'Occident chrétien. Immense stock qui appelle une iconologie historique, qui se révèle dans sa massivité quantitative « découverte impudique des secrets de l'âme ». C'est la dernière étape, la plus neuve, d'un itinéraire commencé avec la croisade.

Tout au long, le lecteur a été guidé, intrigué, agacé parfois, subjugué le plus souvent par les mots. Cherchant à carner le sacré comme son maître Alphandéry, cernait le mythe, « avec un scrupule de visionnaire et une extrême sensibilité à l'humain ». Alphonse Dupront nous entraîne à la suite « des forces tumultueuses du pèlerinage paroxystique », « dans l'irrational de sa forme la plus panique », « poussé par l'Esprit, présence mystérieuse au tréfonds de l'existence humaine ». Mais trêve d'humour, il y a aussi et d'abord dans sa langue une force qui permet d'approcher l'indicible et l'absente.

Ni traité de méthode, bien que la méthode soit présente à toutes les pages, ni synthèse sur les phénomènes sacrés, éloigné de tout esprit de système et résolument empirique, ce livre est un livre dont on s'imprègne. Une extraordinaire somme d'expériences qui se noue autour de la recherche inlassable, sinon du secret des âmes, du moins « des pulsions silencieuses de l'existence collective ». « Confession d'ouvrier en besogne de son matériau », dit trop modestement l'auteur. Bien plutôt, et au sens fort, une initiation.

MICHEL SOT.

★ DU SACRÉ, CROISADE ET PÈLERINAGES. IMAGES ET LANGAGES d'Alphonse Dupront, Gallimard, 544 p., 160 F.

Le séminaire et la communion

Le « rite de passage » des chrétiens, la première communion, analysé sur quatre siècles.

Le séminaire, c'est celui de Jean Delumeau, au Collège de France, une docte équipe qui s'est attaquée à un objet familier au grand public mais paradoxalement inédit pour la recherche historique, la première communion, de ses origines à nos jours. Le livre qui en est sorti confronte, selon une règle maintenant canonique en histoire des mentalités, le prescrit (par les clercs et leurs textes normatifs) et le vécu, reconstitué par les sources les plus variées, y compris les témoignages littéraires, nombreux, et, bien sûr, les images de première communion, humble matériau iconographique, mais dont la massive consommation requiert maintenant l'attention des chercheurs. Autre règle bien solidement établie dans les publications récentes, le contrepoint des spécialistes du protestantisme, luthériens comme réformés. Cela permet de souligner de remarquables parallèles, qu'il s'agisse de la chronologie, assez courte, inscrite entre le XVI^e et le XX^e siècle, avec partout un apogée au XIX^e, ou qu'il s'agisse de l'indissociable trio : instruction religieuse, renouvellement du baptême, participation au repas eucharistique.

Crainte et tremblement

D'un ouvrage riche en perspectives tout en restant modeste dans ses ambitions (des professionnels qui veulent fournir au public un dossier pour la réflexion), on retiendra trois acquis principaux. Aux origines, en un temps, le début du XVII^e siècle, où l'église parisienne de Saint-Nicolas du Chardonnet était à la pointe de l'innovation ecclésiastique, avec le P. Bourdoise, se situe la mutation profonde de l'époque moderne, qui consiste à accorder un rôle déterminant, en matière religieuse, au savoir et au contrôle des connaissances. Ce qui est vrai pour les pasteurs et les fidèles l'est aussi pour les enfants. Le baptême ne suffit plus pour être chrétien, et la communion doit se mériter, fût-ce dans la crainte et le tremblement si bien évoqués par Chateaubriand dans les *Mémoires d'outre-tombe*.

De là procèdent la formalisation croissante de l'initiation religieuse dans le catéchisme et la liaison de plus en plus étroite avec les rythmes de la scolarité. Il faut y ajouter, chez les catholiques, le renforcement de la piété eucharistique dans le contexte baroque qui transparaît aussi à travers le culte du Saint-Sacrement, les retables, etc. Cela aboutit à la cérémonie « touchante », conçue également



pour édifier les adultes, le « plus beau jour de la vie », celui qui fait écarquer une lame même à l'assistant le plus éloigné, l'ouvrier anticlérical de Zola ou la prostituée de Maupassant.

C'est que la première communion était devenue un authentique fait de société. C'est devenu un lieu commun de souligner les dégâts irréversibles commis dans les cultures populaires traditionnelles par les réformes religieuses de l'époque moderne, destructrices de rituels séculaires, de représentations lointainement enracinées. A l'inverse, les instigateurs de la première communion réussirent un coup de maître culturel en créant une authentique et durable fête populaire, un véritable « rite de passage » chez les Blancs, qui trouve ici sa première description anthropologique, après tant de pages, depuis des décennies, sur les initiations dans les sociétés primitives et exotiques. L'impact considérable de la fête très au-delà des milieux fervents tient pour une bonne part à son association avec l'âge de la puberté, à la réunion une fois n'est pas coutume des deux sexes à égalité (la robe blanche des filles, le costume des garçons, les cadeaux de plus en plus profanes, évoquent bien le mariage), enfin aux retrouvailles familiales, dont la valeur augmente avec le brassage géographique des populations.

Cela explique les difficultés apparues avec la nouvelle vague de réformes, du XX^e siècle. L'intervention pontificale en 1910 pour abaisser l'âge, des douze à quatorze ans de rigueur chez les catholiques français (le même

que chez les protestants, d'ailleurs) à sept ou huit ans, allait contre trop d'habitudes, rigoristes dans la clergie, ethnographiques dans les familles, et la première communion « privée », pas généralisée avant les années 50, ne tua pas la communion « solennelle », celle avec décorum et gneuleton. De même, après 1960, de multiples réaménagements sémantiques chez les catholiques (« profession de foi », « fête de la foi », non sans parfois une connotation néo-janséniste) — le

Sacrement contre le « folklore », — ont moins contribué que l'érosion générale des pratiques affinitaires à affaiblir la tradition.

Pourtant le statut de cette fête révèle, et ce dès la fin du XVIII^e siècle, une ambiguïté fondamentale, où se retrouve une fois de plus la dialectique du prescrit et du vécu. La communion prescrite par les clercs et par le catéchisme balise théoriquement l'entrée dans une vie chrétienne adulte, avec ses opportunités (le contact personnel et responsable avec Dieu) et avec ses dangers (les « passions », la perte d'innocence).

Or l'étude, maintenant bien avancée jusqu'à des époques assez hautes, de la pratique religieuse catholique après la première communion montre que pour la grande majorité des Français elle fut vécue comme une fin de parcours, le terme d'un temps sacrifié « aux curés » avant ceux de l'apprentissage et de la vie professionnelle. Excepté les régions « pratiquantes », les efforts polymorphes du clergé à l'époque contemporaine (mouvements de jeunesse, etc.) ne purent empêcher la première communion obscure, certifiée de fin d'études religieuses. C'est finalement peut-être sur ce point qu'apparaît la véritable différence entre les confessions, alors que nos auteurs ont surtout débarrassés les ressemblances formelles.

MICHEL LAGRÉE.

★ LA PREMIÈRE COMMUNION. QUATRE SIÈCLES D'HISTOIRE, sous la direction de Jean Delumeau, éd. Descartes de Brouwer, 315 p., 220 F.

Eglise et société au Moyen Âge : la clé de l'histoire européenne

Au Moyen Âge, « l'Eglise et la société ne faisaient qu'un : l'une ne pouvait changer sans que l'autre subisse une transformation similaire. Une bonne part de l'histoire européenne, qu'elle soit séculière ou ecclésiastique, trouve là la clé de son explication ». Telle est la conviction de R. W. Southern, naguère encore professeur à Oxford, qui publie en 1970 ce livre aujourd'hui traduit en français. Il n'est jamais trop tard pour bien faire, et la politique des éditeurs français en matière de traduction est souvent surprenante. On pouvait craindre en effet que ce travail de vulgarisation conçu il y a vingt ans à l'usage du public anglo-saxon ait perdu de sa pertinence.

En fait, il résiste bien à l'usure du temps. L'érudition discrète de son auteur, sa hauteur de vue, son goût très britannique de la formule — bien servi par le traducteur —, son sens des exemples significatifs, font de ce livre un fort bon manuel. Tout à fait classique dans son plan, il est original par son angle d'attaque : pour l'auteur, l'Eglise ne peut être isolée qu'artificiellement du reste de la société, tant elle lui est intimement liée.

Sans doute Southern, dans une perspective un peu vieillie, met sous le mot « Eglise »

essentiellement le clergé, et non le peuple chrétien. Mais, s'intéressant aux institutions (le pape, les évêques et les ordres religieux, reconnus ou non), il montre à la fois comment elles animent le corps social et comment elles sont façonnées par lui.

Conduire au salut

L'Eglise, affirme-t-il tranquillement, quand elle atteint son troisième siècle le sommet de sa puissance, est l'Etat par excellence. Un Etat reconnu par les fidèles qui lui demandent, parfois jusqu'à la contestation, d'accomplir correctement le « service public » de prière et de les conduire au salut. Mais cet Etat-Eglise est moins puissant qu'on ne le croit souvent, faute d'une force de coercition efficace : il dépend pour cela de l'appui des autorités laïques.

A mesure qu'apparaissent, à la fin du Moyen Âge, des Etats laïcs organisés, l'institution Eglise change de nature, pour devenir une association volontaire dont les objectifs sont d'ordre religieux. On entre dans le monde moderne.

Mais dans le même temps la papauté, qui avait été du onzième au treizième siècle une force dynamique, encourageant

souvent les idées nouvelles, les réformes, la création d'ordres religieux ou d'institutions originales comme les universités, se replie sur elle-même à partir du quatorzième siècle. Les condamnations se multiplient à l'égard des spirituels, des béguines, des flagellants et autres mystiques déviantes. Et c'est aux marges de l'institution que s'expriment les forces de renouveau, sans qu'elles puissent dynamiser suffisamment une Eglise bloquée. Les conséquences de cette situation seront graves au seizième siècle.

La méthode de Southern consiste toujours à confronter les formes de la vie religieuse aux structures sociales pour dégager une dialectique de leurs rapports. Mais, ce faisant, Southern entend bien se défendre de toute accusation de réductionnisme : il rappelle fermement qu'il n'est pas une forme extérieure, « étape préliminaire dans la compréhension de l'énergie interne » qui anime l'Eglise médiévale.

M. S. ★ L'ÉGLISE ET LA SOCIÉTÉ DANS L'OCCIDENT MÉDIÉVAL, de R. W. Southern, Flammarion, Nouvelle Bibliothèque scientifique, 314 p., 175 F.



صلى الله عليه وسلم

D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Lawrence et Monteil d'Arabies

★ LAWRENCE D'ARABIE - LE LÉVIER FATAL (1888-1935), par Vincent-Mansour Monteil. Hachette-Littérature, 332 p. (avec index des lieux et des personnes), 149 F.

LAWRENCE D'ARABIE... Ce titre « nobiliaire » de celui qu'on appelait « le faiseur de rois », « le roi sans couronne » déplaît à tous : Anglais, Français, Turcs, Syriens, musulmans, islamistes radicaux ou non... Le personnage demeure tellement ambigu que, cinquante ans après sa mort, il continue à intriguer spécialistes et simples admirateurs de la *Matrice* et que, surtout, sa mémoire ne cesse d'être très douloureuse pour les Arabes.

Dans son ouvrage *Songe et mensonge de Lawrence*, (Sindbad 1973 épuisé), l'historien jordanien Souleiman Moussa aura été le premier Arabe à publier un ouvrage afin de prendre le contre-pied de l'histoire officielle et de faire l'inventaire des « mensonges » — privés et politiques — de celui qui avait osé se présenter comme le champion des Arabes. « Sans la Révolte arabe », écrit en conclusion Souleiman Moussa, *Lawrence et sa légende n'auraient pas existé. Il faut donc considérer la Révolte arabe comme la racine et Lawrence comme le rejeton, alors que l'imaginaire des écrivains occidentaux a ravivé cette image et donné la Révolte comme l'œuvre de Lawrence.*

Vincent Monteil, un des grands arabisants français, d'une immense érudition, ancien officier des affaires indigènes, linguiste hors pair, résistant, gauchiste de gauche, membre actif du Comité France-Maghreb, puis administrateur de l'imam Khomeini, a toujours été fasciné par la personnalité et le destin du colonel Lawrence — « depuis le jour, écrit-il, où, à Saint-Cyr, j'apprenais la nouvelle de sa mort, le 13 mai 1935 ». Il vient de faire paraître une biographie tout à fait personnelle intitulée *Lawrence d'Arabie, le levier fatal* (pourquoi donc est-il qualifié par son éditeur de « Lawrence d'Arabie française » ?). C'était lui qui avait écrit pour l'édition française du livre de Moussa une préface judicieuse intitulée « Lawrence vu par les Arabes » : « Il manquait à notre connaissance de la Révolte arabe un point de vue qui ne fût pas uniquement celui qui puise son inspiration dans les récits d'un des acteurs étrangers, si remarquable fût-il, écrit Vincent Monteil en 1973. Le livre de Souleiman Moussa vient heureusement combler cette lacune, et il faut se féliciter de le voir enfin traduit et mis à la portée de tous ceux qui se passionnent pour

ce qui fut d'abord une grande aventure nationale arabe.

Monteil tint alors à réfuter les thèses de l'auteur jordanien, qui voit en Lawrence : « un aventurier plein d'imaginaire que ses recherches historiques inclinaient à résumer quelque remarquable entreprise qui deviendrait un sujet de conversation », « un homme sensible et cultivé, qui redoutait le jugement sans appel que l'histoire réserve aux imposteurs et aux menteurs... », un mythomane « traître aux Arabes » et, par sa présence au traité de Versailles, complice de tous les accords qui ruinaient les espoirs de se débarrasser non seulement des Turcs mais de toutes les sujétions étrangères ; et, finalement, de proche en proche, un pro-juif et un sioniste. « Il n'en reste pas moins », écrit-il alors Monteil, « que chacun reconnaît la part prise par T. E. Lawrence à la victoire finale » et qu'on lui « son courage, son habileté à choisir les chefs de tribu et sa contribution essentielle à l'ouvrage bien fait ». Tout cela, lui-même ne l'a jamais caché, « pour la grandeur de l'Angleterre ».

QUATORZE ans plus tard, converti à l'islam depuis 1977 sous le nom de Mansour Cheif, Monteil revient une fois encore au colonel Lawrence pour « tenter d'éclaircir les zones d'ombre qui subsistent et reprendre un à un les points contestés par Moussa ainsi que les contradictions et les exagérations clamées à grand bruit, pour le vingtième anniversaire de sa mort, par l'Anglais Richard Aldington dans un livre au titre d'ailleurs plus provocateur en français qu'en anglais : *Lawrence l'imposteur* (1)... Explorant toutes les sources disponibles, et notamment les récents travaux d'un psychiatre américain, spécialiste des « cauchemars », le docteur John E. Mack, qui a pu consulter des archives inédites (2), Vincent-



Portrait de T. E. Lawrence

Mansour Monteil a voulu dresser un bilan en s'efforçant « d'expliquer et de comprendre », « en refusant de réduire la biographie de Lawrence à la légende répandue par le film » (de David Lean) et par divers biographes.

Sous le titre *A Prince of Our Disorder* (Little Brown, Boston 1976), « qu'on pourrait traduire familièrement par le Roi des masses », ironise Monteil, Mack a étudié notamment le « péché original » de T. E., alias Ned, qui souffrira toute sa vie de sa bêtardise (pour échapper à sa femme, qu'il avait quittée, Thomas Chapman, le père, prendra le nom de Lawrence, sous lequel son fils connaîtra la gloire), et la volonté d'explosion — masochiste — pour la terrible « nuit de Dec'a » de novembre 1917 au cours de laquelle il fut torturé et violé par un gouverneur turc... Dans un article plus récent (3), un psychanalyste français montre un Lawrence qui n'aspire qu'à se perdre dans la foule, s'installer dans l'avalissement, dans un Tout qui équivaut

à la destruction de soi : s'arabiser, se fondre dans le monde arabe puis dans celui de la *Matrice*, dans le « broyeur », simple soldat sous un nom d'emprunt — Ross — et un matricule... « Toute biographie doit passer par nouveau et être notre propre histoire », prévient justement dans sa préface, Monteil, citant François Mauriac. On sent bien, à la lecture de ce livre, que Lawrence la hante depuis plus d'un demi-siècle. « Je suis passé de l'admiration sans réserve à l'interrogation, à la critique, à la mise en balance des points positifs (intelligence, courage, endurance, générosité) et des aspects négatifs de Lawrence (désintérêt pour la culture arabe, ignorance de l'islam, connaissance insuffisante de la langue arabe, refus des responsabilités, ambition plus ou moins dissimulée, traits sadomasochistes) », note-t-il encore, égrégant ce qu'il nomme les « affabulations lawrenciennes », s'attachant à brûler ce que visiblement il a longtemps adoré et le décrivant physiquement, sur un ton aussi agressif que passionné : moche, de petite taille, bâtarde, pas si cultivé qu'on l'a dit, efféminé (avec « un petit rire nerveux comme un gloussement de fille chatouillée »), pas doué pour les langues (avec un « déplorable accent en arabe qui le rend inintelligible »), homosexuel, mythomane, masochiste, pas si important pour l'histoire que sa légende a voulu le faire croire, pas si ami avec l'émir Fayçal qu'il veut le dire dans les *Sept piliers de la sagesse*...

D'ORDINAIRE un biographe éprouve à l'égard de son « biographé » une certaine dose de sympathie et de compréhension, et son but consiste à faire mieux comprendre, de l'intérieur, les ambiguïtés et les travers de son sujet. Avec le *levier fatal* (citation de Vaseline à propos de la mort d'un ami en 1888), Monteil ne cesse de

vouloir gourmander, « corriger » Lawrence. Grand connaisseur du monde arabo-islamique, il possède admirablement l'histoire et la personnalité de son « héros » et n'adopte jamais aucun sentiment de supériorité pour faire de l'orientalisme (voir l'ouvrage du professeur palestinien de New-York Edward Said, Seuil, 1980).

Pourtant, s'il passe en revue toutes les thèses, même les plus récentes, il donne toute son attention à celles qui visent à démolir son sujet et, emporté par une verve dévastatrice, il accorde, par exemple, une large place à la « Nuit de Dec'a » — autant qu'aux *Sept Piliers de la sagesse* ! — et néglige trop l'importance de la *Matrice*, ce maître livre de celui qu'Etiemble a appelé « un saint en salopette ». « Officier ou simple soldat, guerrier ou mécanicien, T.E. est avant tout un écrivain. Comme tant de ceux qui ont illustré les arts et la pensée des plus belles civilisations, cet écrivain était assurément un anormal », écrit Etiemble, admirateur éclairé qui fut le traducteur de tous les écrits de Lawrence (à l'exclusion des *Sept Piliers*, dont on nous annonce une nouvelle traduction dans la collection « Bouquins »).

Si l'on pouvait dire pourquoi tant de gens différents se sont intéressés à T.E. Lawrence, on toucherait au noyau non seulement de l'orientalisme, mais de l'âme humaine dans son besoin d'ascèse. Vincent-Mansour Monteil, lui, à soixante-quatorze ans comme à vingt, continue à être fasciné par ce Lawrence d'Arabie qu'il démolit. Ce qu'il lui reproche, par-dessus tout, c'est de ne pas s'être converti à l'islam.

Pour connaître T.E. Lawrence, lire : les *Sept Piliers de la sagesse* (Payot, 110 F) et, chez Gallimard, la *Matrice* (32 F), les *Textes essentiels de T.E. Lawrence* (28 F). L'extraordinaire volume de *Lettres* (paru en 1948 dans la traduction d'Etiemble et de Yassou Gaudier) est, hélas ! introuvable depuis longtemps.

V.M. Monteil vient également de publier une biographie de Louis Massignon le *Linceul de feu* (Vagabond, Paris).

(1) *A biographical enquiry* (Collins, 1955). Trad. fr. : *Lawrence l'imposteur* (Amiot-Dupont, 1955).

(2) Les archives déposées à la Bodley Library d'Oxford ne seront accessibles qu'en l'an 2000.

(3) Jean-Michel Hiri : *L'Uniforme du désert* in *L'Écrit du temps* n° 4, Autanoma 1983.

(4) Dans la *Quinzaine littéraire* du 1^{er} au 15 juin 1987 : *Le Soldat d'infortune*. Voir aussi Hygiène des lettres, par Etiemble (tome I et II, Gallimard, 1953 et 1958).

Nicole Zand reprendra sa chronique le 4 septembre

Miklos Szentkuthy, l'ogre alchimiste

Est-ce parce qu'il écrit en hongrois, langue « impossible », que Miklos Szentkuthy, soixante-dix-neuf ans, n'est pas traduit ?

En attendant qu'un éditeur français s'intéresse à lui, André Velter a rencontré ce créateur déraisonnable et démesuré.

UNE malédiction s'attache-t-elle aux écrivains hongrois du simple fait qu'ils usent d'une langue impossible ? Cette question vaut une réponse quand on considère le peu d'échos rencontrés en Europe par des œuvres, à l'évidence décisives, mais qu'aucun traducteur n'est venu transcrire en allemand, en anglais ou en français. Au premier rang des oubliés se tient Miklos Szentkuthy. Que ce nom ne soit pas associé à ceux des grands créateurs de récits, dynamiseurs de formes, archivistes de toutes les mémoires — Proust, Joyce, Borges, pour ne citer qu'eux — voilà qui témoigne d'un arrogant repliement, d'une invraisemblable propension à la surdité.

Szentkuthy, pourtant, ne manque ni de souffle ni d'harmonie

capables de trouver les tympans. Tout en lui est hors de proportion. C'est un colosse dont les gestes désordonnés hésitent entre ceux du bûcheron et ceux, infiniment mûris, du dandy. Sa voix née des catacombes charrie d'énormes rochers qui, sans doute, ont fini par déchoquer ses dents, ne laissant qu'à la que quelques pics dressés sur des mâchoires dévastées. Ses yeux n'ont pas plus de férocité que ceux du tigre (on sait que c'est une coupable sentimentalité qui distingue entre le regard de la biche et celui des fauves) ; ses yeux ne reflètent pas plus de folie que ceux des hallucinés (on sait que les nourrissons jouent parfois de la pupille comme des déments) ; ses yeux ne sont pas

plus hantés que ceux des prophètes (on sait que la possession par le verbe peut être divine ou démoniaque). A qui rencontre Miklos Szentkuthy aujourd'hui, l'image de l'ogre s'impose.

Un ogre dévoreur de traités scolastiques, de saintes biographies, de sommes philosophiques et de magazines de mode. « J'ai toujours voulu tout voir, dit-il, tout lire, tout penser, tout rêver, tout avaler. » L'essentiel et le futile, le grotesque et le sublime, le réel et l'illusion, l'objectif, le subjectif, le concret, l'évanescent, le désirable, l'illuminant.

Extravagant bréviaire

« J'aime rechercher les rapports organiques entre l'auteur et l'absolument accidentel », écrit déjà Szentkuthy en 1934 dans *Præ*, ce premier livre qui programmait l'œuvre à venir et qui était à la fois un audacieux préambule, un manifeste, un essai méthodologique et, quand même, un roman qui ne ressemblait à rien de connu. Déjà l'alchimiste avait décidé que tous les éléments de la nature, tous les désirs du corps ou de l'esprit, toutes les sciences, toutes les légendes, tous les flans religieux, tous les sacrilèges participeraient à la création de son or romanesque. Et le projet grandiose du *Bréviaire de Saint-Orphée*, qui devait s'accomplir de 1939 à 1984 en dépit d'une mise entre parenthèses de trente ans (1942-1972), répond aimablement aux prédictions originelles.

Bâtisseur mégalomane, Szentkuthy a su être à la hauteur de sa démesure. Sa cathédrale de papier, baroque à l'extrême, conjuguée des neufs historiques, des



L'œuvre de Szentkuthy

bas-côtés biographiques, un chœur lyrique, une fêlée épique, des chapelles poétiques, des confessions érotiques et quelques sacrilèges bourrés de farces et d'atrapes. Les neuf volumes de son extravagant bréviaire le font apparaître comme le plus rigoureux affablateur qui soit, un géniteur de mythes qui se pare à volonté de pourpre cardinalice, d'oripeaux royaux ou de nippes de courtisanes. Hagiographe fourbe, blasphémateur suave, il raconte des histoires de saints, de papes,

de vicaires travestis et de girls bibliques... « Je suis catholique », avoue-t-il en ouvrant largement des mains mieux faites pour étrangler que pour glisser l'extrême-onction ; mais il ajoute gracieusement : « un catholique très libéral ».

Titanesque entreprise

En investissant d'innombrables masques, en explorant les destinées de personnages emblématiques, Szentkuthy s'identifie à eux comme le ferait un comédien

(« dans un équilibre enjoué d'objectivité historique et d'indivisibilité lyrique », souligne-t-il), mais comme un comédien qui ne se détacherait plus d'aucun de ses rôles. Dans la *Seconde Vie de Sylvestre II* (1972), après que le pape ait pris la place d'un Roi mage lors de la représentation du mystère de la nativité, l'auteur intervient et note : « Nous avons, bien entendu, le devoir de préciser que la foi et la philosophie de Sylvestre comprennent aussi la conviction que s'il lui arrivait de vivre passionnément un rôle, celui-ci cesserait d'être un rôle pour devenir réalité : il était donc lui-même un Roi mage réel sur le plan de la théologie, car dans l'âme de Dieu, la fantaisie, ce réalisme paradisiaque et élyséen, a valeur de réel. »

L'exaltation d'une telle fantaisie constitue l'une des hautes perspectives de cette titanessque entreprise dont le but ultime serait, avec une forte dose d'ironie, de « répondre enfin à la question : comment doit se former et que doit faire l'homme nouveau, après avoir vécu le gothique et le rococo, les mythes grecs et la Réforme, la peinture chinoise et la politique espagnole ? » Rien de moins.

Alors, y aura-t-il en France un éditeur, un seul, qui ait encore assez le goût de la découverte et du risque pour accueillir dans toute son ampleur une œuvre aussi déraisonnable, un monument aussi labyrinthique, pour donner à lire cet écrivain hongrois, ce géant désinvolte, inclassable, et qui porte en secret les stigmates du génie ?

ANDRÉ VELTER.

Son œuvre

- Præ (1934).
- Vers l'unique métaphore (1934).
- Chapitre sur l'amour (1936).
- Le Bréviaire de Saint-Orphée :
 1. — Notes marginales pour Casanova (1939).
 2. — Renaissance noire (1939).
 3. — Escorial (1940).
 4. — Europa Minor (1941).
 5. — Cynthis (1941).
 6. — Confession et mariages (1942).
 7. — La seconde vie de Sylvestre II (1972).
 8. — Le désespoir canonisé (1974).
 9. — L'âne sanglant.

Durant les trente années d'interruption du *Bréviaire* (à les

conditions n'étaient pas favorables », commente laconiquement Szentkuthy) paraissent cinq livres consacrés à Mozart, Heydn, Goethe, Dürer et Heidegger, livres qui ne sont pas des biographies romancées mais plutôt des méditations sur la vie de ces cinq artistes. L'auteur les rééditera prochainement sous le titre commun *Autoportrait en masque*.

Il n'existe en traduction française que le *Table des matières* de Præ (le Nouveau Commerce, n° 38) et *Mozart du Vatican* et *Le Bréviaire de Saint-Orphée* (revue Plaine Marge, n° 3).

هكذا من الالهي

حزب من الاحل

Société

JUSTICE

Au tribunal de Marseille

Les « rebelles » des Baumettes

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

A quelques signes extérieurs, d'abord, le premier « procès des Baumettes », le mercredi 29 juillet, devant le tribunal de Marseille, est vite apparu comme une affaire mal engagée. Une corvée, manifestement regrettée par l'administration pénitentiaire et la justice, la suite comme une affaire engagée. Une corvée manifestement regrettée par l'administration pénitentiaire et la justice, la suite comme une affaire engagée.

Sept lampistes
Dans quel but ? On ne jugeait pas les « mutins de l'insurrection » du 18 juillet à la prison de Marseille, selon les termes du procureur adjoint, M. René Selmon, pas ceux qui avaient gravement endommagé le bâtiment B et mis le feu à plusieurs installations, mais plus simplement sept « rebelles », impliqués selon une procédure des plus hasardeuses et qui s'étaient opposés à la dernière matinée aux consignes et aux forces de l'ordre, au réveil d'un bâtiment saccagé, livré, faute de temps et des moyens de sécurité habituels, à l'anarchie.

Sept lampistes, ramassés sans distinction ni enquêtes approfondies des CRS dans des couloirs envahis par les fumées des gaz lacrymogènes. Sept malchanceux désignés plus que repêchés, placés dans un local de fouille malgré des témoignages à décharge de quelques gardiens et expédiés en garde à

vue, « le tri fait », toujours selon le procureur, pour une comparution immédiate.

M. Tron devait encore aggraver cette impression de malheur en ordonnant au meuble public — qui ne pipait mot — de s'abstenir de « tout mouvement de foule » et aux sept détenus de ne pas s'étendre sur les conditions de la vie carcérale. Le dossier, rien que le dossier, devait sans cesse répéter le président, gêné lui-même de devoir diriger le débat d'une audience aussi flottante, de chercher à établir la vérité dans un procès sans témoins à charge.

Craignant des représailles pour ses gardiens, ou plus simplement parce qu'elle prise peu l'intervention de la magistrature entre ses murs, l'administration pénitentiaire s'était gardée de montrer ses « mouchards », deux ou trois noms de surveillants qui circulent désormais dans les couloirs des Baumettes. Par souci d'apaisement, le directeur de la maison d'arrêt, M. Jean Duquenne, avait même expliqué dans sa déposition que « ces surveillants n'avaient pas pu avoir une vision claire » de ces événements confus, d'une matinée qui avait privé d'eau quelque huit cents détenus, aux cellules souvent sans serrures et prises de bien vouloir se débrouiller avec les moyens du bord pour quelques heures.

M. Tron a lu cette déposition, certes — plus vague — des CRS présents au bâtiment B et qui n'avaient pas retenu leurs moustaches. Il a aussi longuement entendu Raymond Baldi, arrivé aux Baumettes dix jours avant l'émeute, placé au bâtiment B, vingt-quatre heures avant les faits, venu à Marseille dans l'espoir d'obtenir la révision de son procès pour tentative d'assassinat. « Quelles raisons aurais-je eu de m'insurger ? », a-t-il demandé à plusieurs reprises au président.

Comme celui-ci ne trouvait rien à répondre à ces points de vue si divergents, comme il devait trouver l'affaire bien embrouillée, il s'est donné un délai de réflexion de quarante-huit heures.

PHILIPPE BOGGIO.

A la cour d'appel de Lyon

Pas de dommages et intérêts pour l'ex-secrétaire de M. Raymond Barre

M^{me} Annick Penverne, ancienne secrétaire lyonnaise de M. Raymond Barre, a perdu devant la cour d'appel de Lyon les 8345,61 F de dommages et intérêts qui lui avaient été octroyés par le tribunal des prud'hommes pour non-respect de la procédure de licenciement (le Monde du 2 avril 1986).

M^{me} Penverne avait été embauchée en 1979 par M. Jean Baridon, député du Rhône, suppléant de M. Raymond Barre, alors premier ministre. Elle était passée au service de ce dernier, le 1^{er} juillet 1981, lors de son entrée à l'Assemblée nationale.

Le 21 juillet 1983, la jeune femme a appris son licenciement par lettre recommandée. Le tribunal des prud'hommes a estimé, le 1^{er} avril 1986, qu'il y avait pas rupture abusive du contrat mais a condamné M. Barre à verser 8345,61 F pour non-respect de la procédure de licenciement : la jeune femme n'avait pas été convoquée à l'entretien préalable.

La cour d'appel de Lyon a estimé qu'un employeur occupant moins de onze salariés n'est pas tenu à respecter cette obligation de l'entretien préalable, sauf en cas de faute commise par l'employé. Or, « en l'espèce, il ne s'agit pas d'un licenciement pour faute. C'est donc à tort que les premiers juges ont alloué à M^{me} Penverne une indemnité pour irrégularité de forme », a estimé la cour.

La demande de mise en liberté d'un membre des Brigades rouges est rejetée. — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rejeté, le mercredi 29 juillet, la demande de mise en liberté de Vincenzo Olivieri, quarante-trois ans, un Italien arrêté le 19 mai dernier à Paris et dont l'Italie, qui l'accuse d'être un « membre important » des Brigades rouges, demande l'extradition. Vincenzo Olivieri, notamment, est condamné par décret à dix-sept ans de prison par la cour d'appel de Naples pour l'enlèvement et la séquestration, en 1981, du responsable de la démocratie chrétienne à Naples, M. Ciriaco De Mita. Au cours de cet enlèvement, un policier avait été tué et le secrétaire de M. Ciriaco gravement blessé.

Canicule

Près d'un millier de morts en Grèce

Le ministre grec de la santé, M. Georges Mangakias, a dressé le mercredi 29 juillet le bilan de la vague de chaleur qui a sévi pendant dix jours en Grèce, avec des températures atteignant parfois 44 degrés le jour.

Selon les derniers chiffres, quelque huit cents personnes sont décédées des effets de la canicule pendant cette période dans la seule région d'Athènes, et cent soixante-cinq autres décès dus à la chaleur ont été enregistrés dans le reste du pays. Les sept cinquièmes de la région d'Athènes ont dû ouvrir des tombes dans les allées pour inhumer les corps qui encombraient les morgues. La température n'a pas dépassé 35 degrés mercredi à Athènes et les prévisions météorologiques laissent espérer un retour à la normale salomonienne ces prochains jours. — (AP, Reuters.)

Défense

Matériels d'occasion pour le Maroc

Le Maroc achète à la France et aux Etats-Unis des matériels terrestres d'occasion, remis à neuf et prélevés sur les stocks des armées de terre des deux pays. Il s'agit, dans le premier cas, de canons d'artillerie et, dans le second, de chars d'assaut.

A la France, les Marocains ont acheté trente-deux obusiers F-3, qui sont des canons de 155 montés sur le châssis d'un blindé AMX-13 et conçus par Creusot-Loire Industrie. Ces canons, qui portent à une vingtaine de kilomètres, ont été prélevés sur les stocks de l'artillerie française.

Aux Etats-Unis, le Maroc a acheté, pour un montant de 68 millions de dollars (environ 400 millions de francs), cent chars M-48 A5 qui ont été, eux aussi, prélevés sur les équipements de l'armée de terre américaine. Le Maroc possédait déjà des chars de ce modèle, qui est une

REPÈRES

version modernisée en 1975 du char M-48.

Euthanasie

Daniela M. devra continuer à vivre

Le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe (RFA) a jugé irrecevable, le mercredi 29 juillet, la demande d'une jeune grabataire qui souhaitait que l'on mette fin légalement à ses jours (le Monde du 30 juillet).

Daniela M., paralysée à la suite d'un accident de voiture, avait contacté le professeur Julius Kackel, partisan de l'euthanasie, afin que celui-ci l'aide à mourir. Alors que les autorités municipales de Karlsruhe menaçaient le médecin de poursuites judiciaires, M. Kackel s'est tourné vers le Tribunal constitutionnel. Sans évoquer le problème de l'euthanasie dans son ensemble, le tribunal a pris sa décision au nom du respect de la vie, inscrit dans la Loi fondamentale ouest-allemande (laquelle exclut en outre la peine de mort).

Médecine

Découverte dans la dystrophie musculaire de Becker

Une équipe de chercheurs de l'université de Toronto publie dans le prochain numéro de l'hebdomadaire scientifique *Nature* (daté 30 juillet) un article annonçant la découverte de l'origine d'une maladie neuromusculaire connue sous le nom de dystrophie musculaire de Becker.

Cette affection se caractérise par une réduction progressive des capacités musculaires au cours de la deuxième décennie de la vie. Transmise par les femmes, cette affection ne touche généralement que les enfants de sexe masculin. Les chercheurs de Toronto, dirigés par M. Arthur H. M. Burgess, annoncent avoir démontré que cette affection est due à un échange de matériel génétique entre deux chromosomes (les chromosomes X et Y). Cette découverte semble être « efficace » au moment de la maturation des cellules germinales.

Des résultats similaires avaient été obtenus récemment dans la maladie de Duchenne de Boulogne, autre affection neuro-musculaire de nature génétique (le Monde du 3 octobre 1986).

Espace

Permutation à bord de la station Mir

La mission spatiale soviéto-syrienne d'été à bord de la station orbitale Mir a pris fin le jeudi 30 juillet.

Le vaisseau Soyuz TM-3 s'est posé sur terre à 3 h 04 (heure française), avec à son bord le cosmonaute syrien Mohammed Fares et les Soviétiques Alexandre Vitrenko et Alexandre Laveine. Ce dernier, qui était avec Youri Romanenko en orbite depuis le 6 février dernier, a fait un retour anticipé, car des modifications ont été observées dans son cardiogramme. Sinon, il aurait dû attendre l'arrivée du prochain vaisseau spatial, prévue l'année prochaine, pour regagner la Terre. C'est Alexandre Vitrenko, parti dans l'espace le 22 juillet, qui a pris sa place à bord de la station Mir.

Catholicisme

Un congrès international de prêtres mariés

La Fédération internationale des prêtres catholiques mariés, créée en 1986 à Paris, tiendra son premier congrès du 23 au 30 août à Ancône, près de Rome. Cent cinquante prêtres mariés et leurs épouses sont attendus à cette manifestation, qui s'ouvrira à la situation actuelle du prêtre marié dans la cathèse d'un ministre renouveau au sein de l'Eglise. Présidé par le cardinal Bertoldo, la Fédération rassemblera vingt groupes de plus d'une douzaine de pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Amérique latine. Selon son secrétaire, M. Pierre Lemaire, on compte dans le monde quelque 80 000 prêtres mariés, dont 6 000 à 7 000 en France. — (AFP.)

SPORTS

CYCLISME

Jean-François Bernard reste chez Tapie

Jean-François Bernard, troisième et meilleur Français du Tour de France, qui avait engagé des pourparlers avec plusieurs groupes concurrents (le Monde du 26 juillet), restera encore un an chez Toshiba (ex-la Vie Claire). Il a été officiellement nommé par le directeur sportif, Paul Koechlin, qu'un profond désaccord opposait au coureur nerval, pourrait être appelé à de nouvelles fonctions, dont celles de manager général.

Par ailleurs, Maurice Le Guillou, restera seul directeur sportif. Paul Koechlin, qu'un profond désaccord opposait au coureur nerval, pourrait être appelé à de nouvelles fonctions, dont celles de manager général.

● JAVELOT : record du monde féminin. — Avec un jet de 78,90 mètres, l'Allemande de l'est Petra Felke a repris, le mercredi 29 juillet, le record du monde du javelot féminin au cours d'un meeting d'athlétisme à Leipzig (RDA). C'est au troisième essai que Petra Felke a battu le record. Cette performance lui a permis d'améliorer de près de 1,50 mètre le précédent record établi en 1986 par la Britannique Felma Whitbread. En 1985, Petra Felke était déjà titulaire du record mondial avec un jet de 75,40 mètres.

● NATATION : records nationaux aux championnats des Etats-Unis. — Le jeune Américain David Wharton, dix-huit ans, a été la vedette de la troisième journée des championnats des Etats-Unis de natation à Clovis (Californie), le mercredi 29 juillet, en améliorant par deux fois son propre record national du 400 m X 4 nages pour le porter à 4 min. 17 sec. 81. C'est le deuxième meilleur temps mondial jamais réalisé derrière les 4 min. 17 sec. 41 du Canadien Alex Bauman, détenteur du record du monde de cette spécialité. La finale du 200 m libre a été remportée par l'Américain Craig Oppel en 1 min. 48 sec. 88. Quant à Matt Biondi, double recordman du monde du 50 m et du 100 m et aussi détenteur du record américain du 200 m, il n'a terminé qu'à la quatrième place, mercredi soir, en 1 min. 50 sec. 68.

Le Carnet du Monde

Mariages

— Sharon LEE

Bernard PONCET, sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré le 25 juillet 1987 à Croissy-sur-Seine.

Décès

— Les familles Adde, Stadj, Samjak, Munich, ont la douleur d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-onzième année, de

M^{me} Lisa ADDA,

le 29 juillet 1987.

On se réunira au cimetière de Pantin parisien le vendredi 31 juillet à 10 heures.

— Ellette Arpaillange, son épouse, Yvonne et Robert Chapelle, Pierre et Nicole Arpaillange, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès, le 25 juillet 1987, de

Albert ARPAILLANGE,

qui a été inhumé à Carix (Dordogne).

Le Pigeonnier, 24370 Carix.

Pompes Funèbres
Marbrerie
CAHEN & C^{ie}
43-20-74-52
MINITEL per 11

— Marseille.
Le docteur Jean Bouyala, le docteur et M^{me} Jean-Marie Bouyala, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Hélène Bouyala, M^{me} et M^{me} Jacques Bouyala, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Bruno de Lavison, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Alain Bouyala et leurs enfants, M^{me} Anne Bouyala, M. et M^{me} Guy Frostin et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre Bouyala et leurs enfants,

font part du décès de

M^{me} Jean BOUYALA,

leur épouse, mère, grand-mère, arrière-grand-mère,

survécu le 26 juillet 1987, en la fête de sainte Anne.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité de sa famille.

— Le docteur Jean Cohen, M. et M^{me} Pierre Cohen, Sylvie, Laurent, Marina et Laure Cohen,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne COHEN,

survécue le 28 juillet 1987.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin parisien, le vendredi 31 juillet à 11 heures. Ni fleurs ni couronnes.

65, bd Lannes, 75016 Paris.

— M. Marcel Fiehrer, son épouse, M. et M^{me} Jean-Charles Fiehrer, M^{me} Patricia Pecqueur, M. Jean-Paul Fiehrer, ses enfants, Mathieu et Julien Levistre, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marcel FIEHRER,

survécue le 29 juillet 1987, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 1^{er} août à 14 h 30, en l'église de Saint-Julien-de-Sault (Yonne).

19, rue de la Mairie, 89130 Saint-Julien-de-Sault.

— Le docteur et M^{me} Hervé de Fos, et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Girardon, leurs enfants et leur petite-fille, M. et M^{me} Arnaud Boquillon de Jussieu, et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-François Colette et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Vicomte Daniel de FOS,

leur père, grand-père et arrière-grand-père,

survécue le 28 juillet 1987, dans sa quatre-vingt-deuxième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 31 juillet, à 9 heures en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, 158, avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le Seigneur a accueilli dans sa Paix,

Anne GODINOT,

à l'âge de vingt-six ans.

Le chef de bataillon (E.R.) Louis Godinot et M^{me} née Chantal Philouze, ses parents, M. et M^{me} Lolo Godinot et leurs enfants, Benoît, Christophe, Florence, Alexis, Hélène, M. Bernard Godinot, M^{me} Claire Godinot, ses frères, sœur, neveux et nièces.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, sera célébrée le vendredi 31 juillet 1987, à 17 heures, en l'église

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

abbatiale de Saint-Gildas-de-Rhuys (Morbihan).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Ni fleurs ni couronnes, des messes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue du Moulin, 56730 Saint-Gildas-de-Rhuys.

— M^{me} André Heude, sa mère, M^{me} Françoise-Xavier Heude, son épouse, Laure, Benoit et Valérie, Nicolas et Elisabeth, Sophie et Pierre, Béatrice et Denis, Thomas, ses enfants, Marie, Clément, Olivier et Chloé, ses petits-enfants, Toute sa famille Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Françoise-Xavier HEUDE,

survécue le 29 juillet 1987, à cinquante-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 31 juillet, à la cathédrale Saint-Louis de Versailles, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue de l'Occident, 78000 Versailles.

— M^{me} Janine Loward, ses enfants, Et sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Guy SANDER,

professeur ordinaire à la faculté des sciences appliquées de l'université de Liège (Belgique),

survécue le 25 juillet 1987, à Barzeville, France.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 31 juillet, en l'église de Mortier à Biévy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, route de Morier, B4573 Biévy, Belgique.

MEMOIRE

Le CO

Opéra éclat

Sessions lyriques

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

Opéra éclat

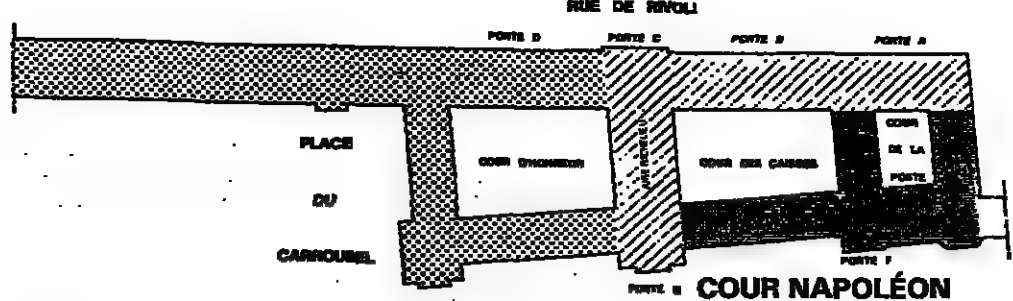
Opéra éclat

Opéra éclat

PATRIMOINE

Le compromis du Grand Louvre

Horizon 2000



Partie du palais du Louvre conservée par le ministère des finances. Partie du palais du Louvre immédiatement concédée au musée. Partie attribuée, selon les niveaux, au ministère et au musée.

LE PARTAGE DES LIEUX

MM. Balladur et Léotard viennent de signer un accord sur l'achèvement du Grand Louvre. Il prévoit le déménagement échelonné du ministère des finances et l'investissement progressif de la totalité du vieux palais par le musée.

M. Léotard, qui visitait le mercredi 29 juillet le Grand Louvre de la Défense en construction, a déclaré avec une belle assurance : « Le chantier du Louvre n'est pas retardé, il ne le sera pas. Mais on ne peut pas aller plus vite. »

Le ministre de l'économie et des finances, qui peut observer des fenêtres de son bureau les progrès de la pyramide, fait remarquer une fois de plus, dans un communiqué, qu'il lui est impossible de « s'écarter excessivement du Parlement, des autres ministères et du centre financier de la capitale ». En revanche, il admet que 1 200 fonctionnaires pourront, fin 1988, quitter la rue de Rivoli pour gagner le nouveau ministère, en cours d'achèvement à Bercy. Comme ce dernier doit en accueillir 5 000, un certain nombre de services dépendant du ministère d'Etat et situés dans la périphérie du Louvre, seront transférés dans les nouveaux locaux. Ainsi, l'ensemble du personnel de la direction des musées de France — 600 agents installés au Louvre, côté Seine, pourront quitter le

palais, pour occuper à leur tour ces bâtiments libérés. Il restera à trouver, dans le centre de Paris, un espace suffisamment grand pour loger le ministère de l'économie et des finances, le ministère chargé du budget et leurs équipes proches, soit mille deux cents personnes environ. En attendant, ils comptent braverment camper sur place, assésés par les grues qui tournent, les fenêtres hermétiquement closes pour écarter la poussière et atténuer les bruits du chantier.

Grâce à M. Stessin, l'obstiné président de l'établissement public du Grand Louvre, qui vient de prendre en retraite le 30 juillet, la première tranche des travaux s'achève — dans les délais — à la fin de l'année prochaine. La nouvelle entrée du musée — la pyramide — les réserves et les parings, aux ailes entières, seront ouverts. Cette première tranche aura coûté 2 milliards de francs. La seconde — pas loin de 3 milliards de francs — pourra alors démarrer. Le projet de loi de finances 1988 comportera les dotations nécessaires à une première tranche de rénovation des façades du palais et au début des travaux de réaménagement muséographique. Effectivement, la remise en état des façades du Louvre de Napoléon III est plus urgente : les statues perdant leurs membranes, la pierre noire est attaquée par une sorte de lèpre et les corniches pleurent au rythme des pluies. Le coût de cette indispensable réflexion est estimé à 1 milliard de francs. Progressivement, les anciennes

réserves du musée gagneront leur nouvelle affectation souterraine. La réorganisation des salles pourra alors commencer de concert avec l'occupation des nouveaux espaces libérés.

Les locaux de l'actuel ministère des finances sont, en gros, divisés en trois zones. La partie la plus orientale, donnant sur la cour Napoléon, sera affectée au musée dès la fin de 1988 ou le début de l'année suivante. On y installera vraisemblablement la collection de peinture de l'école française. La cour des Caisnes et la cour d'honneur seront couvertes et aménagées pour recevoir la sculpture française des dix-septième et dix-huitième siècles, actuellement entassées dans l'axe de Flora. L'ouverture du passage Richelieu permettra au public venant de la place du Palais-Royal d'accéder à la cour Napoléon à travers le palais. Mais, dans cette zone, les étagères seront partagées entre ministère et musée. Ainsi, le premier, où siège M. Balladur, restera entre les mains des fonctionnaires des finances. La rez-de-chaussée, en revanche, abritera des collections ainsi que certaines parties des niveaux supérieurs, qui seront réaménagées pour que les énormes toiles de Rubens commandées par Marie de Médicis puissent y tenir ainsi que certaines toiles de très grand format (comme les Chasses de Maximilien ou la Vie de Scipion). La partie occidentale du bâtiment, entre le passage Richelieu et le Musée des arts décoratifs, ne sera libérée que lorsque le ministère aura trouvé une branche où se poser.

EMMANUEL DE ROUX.

ARTS

Nicolas de Staël à Rhodes

La forme au risque de la lumière

La fausse main gauche du colosse ne fait pas seule l'actualité à Rhodes. Peintures et papiers de Nicolas de Staël y sont actuellement exposés.

« Evidemment, c'est une grande leçon de forme que donne cette lumière grecque, où seule la pierre ou le marbre résiste en radiation. Tout compte fait, ni Cézanne, ni Van Gogh, ni Bonnard ne s'en sont servis autrement qu'en épon psychique, le veux dire sur le grand plan intime ; ils auraient pu peindre ce qu'ils ont peint vraiment n'importe où. Les Grecs non, c'est total, leur sculpture prend et rend le soleil comme il est impossible de le faire ailleurs dans toute sa multiplicité. »

Un peintre parlant d'autres peintres ne fait vraiment autre chose que parler de lui et de ses propres préoccupations. Nicolas de Staël, à travers ces remarques formulées en

1952 dans une lettre à Dubourg, n'y échappe pas. Prendre, rendre, batailler pour que la forme résiste à la lumière et la lumière à la forme est son problème, un de ses problèmes, qui l'a amené toujours plus près des rivages de la Méditerranée, en Italie, en Sicile, et bien sûr à Antibes, dans les dernières années de sa vie. Qui aurait pu l'amener à Rhodes, où son œuvre est en connivence parfaite avec le site, et les murs de l'Auberge de France ainsi habités de tout cœur. Ce qui est bien pour les touristes qui préféreront les ruelles de la forteresse aux boîtes disco qui se touchent le long des chemins qui y mènent.

L'exposition n'est pas très étendue, mais elle est judicieuse. Une dizaine de peintures d'Aggrigente, du Lavandou, de Martignes, quelques dessins de bateaux, quelques papiers collés, un livre scellant l'amitié du peintre et du poète René Char, et quelques gravures pour un livre de Pierre Leclerc, restituent remarquablement le climat de l'œuvre et la

mouvance de son réajustement au spectacle du monde. Un spectacle vécu avec les tripes, architecture par la pensée, condensé, raccourci, pris entre le geste impulsif dans la pâte bloquée, emmuré, et la tentation d'un espace sans fin, sans fond, immatériel, que d'insondables lavis bleu gris de mer et de ciel tentent d'approcher au plus près. En risquant chaque fois l'occident, le vide, ce qui arrive dans l'œuvre. Ce qui arrive dans la vie, tant l'homme et l'œuvre ne faisaient qu'un.

GENEVIEVE BRÉRETTE.

« Nicolas de Staël : lumières de la Méditerranée ». Auberge de France, Rhodes. Jusqu'au 4 septembre. L'exposition, organisée par l'Institut français d'Athènes, a été présentée à Athènes en mai. Signalons pour les voyageurs que l'exposition des dessins de Kupka pour le Prométhée d'Eschyle, qui y avaient été exposés juste avant, sont actuellement à Andros, la première des Cyclades, à la Fondation Goulandris. Avec un choix d'œuvres de Picasso de la collection Beyeler, et 155 photos de Carlier-Bresson.

Georges d'Espagnat à Alençon

Un « fauve » très apprivoisé

Un peu nabi, un peu fauve. d'Espagnat fut un moderne prudent. Le voici ressuscité, et, avec lui, l'image de cette société de musiciens et d'écrivains d'avant-1914, dont il a tiré d'habiles portraits.

Paul Valéry a les mains dans les poches, le torse étrangement bombé, à la façon d'un militaire bourreau des cours, et la moustache agressive sous le nez un peu trop développé. Ravel est un maigre jeune homme à la joue creuse et au cheveu noir, qui s'appuie sur un piano et regarde vers Doudard de Séverac, qui s'annuie, et Roussel, qui a l'air d'attendre que soit finie la séance de pose. Ces musiciens, ce poète, quand d'Espagnat les a représentés, en 1910, avaient pourquoi ils lui avaient confié le soin d'immortaliser leur figure : c'est qu'il leur fallait un portraitiste à la fois suffisamment fidèle et suffisamment moderne, qui sait respecter leur apparence sans tomber dans la platitude.

Il auraient pu choisir Vuillard, auquel d'Espagnat fait songer dans ses meilleures toiles. Tous deux ont en commun le goût des panneaux décorés de scènes champêtres et de jeux d'enfants, qu'ils exécutent pour les salons à manger de la bourgeoisie « avancée ». Et tous deux peignent dans une manière faite de dessin synthétisé, souvenir de Gauguin, et de couleur rehaussée de tons acridés, par touches savamment décorées, empruntées sans crainte.

Quand il abandonne le portrait d'artiste ou de familiers pour des motifs moins contraignants, d'Espagnat, comme la plupart de ses contemporains, balance entre paysage urbain et nature morte, entre les sujets de Marquet et ceux de Cézanne. Comme la culture picturale de ce proche de Renoir, de cet ami de Valat, est sans lacune, il trouve dans chacun de ces genres

matière pour des tableaux séduisants — point révolutionnaires sans doute, — appliqués mais élégants. Le fauvisme, qu'il côtoie sans y adhérer, avive encore ses tons, les bleus se font plus électriques, les roses et les rouges provoquent l'œil, sans que cependant les formes se déforment. Comme dans les années 1890, des femmes en robes blanches et violettes lisent et causent sous des pergolas de roses. D'Espagnat accorde même tant à son souci d'enligner que sa peinture glisse à la mièvrerie et qu'il apparaît parfois comme un Bourgeois de la peinture, mondain plus que de raison.

Comme prévisible, ce d'Espagnat, qui appartenait parfaitement au monde de Matisse Godeballe, n'a plus trouvé après 1918 l'atmosphère et les modèles de sa grande période. Il peint donc de plus en plus souvent des scènes intimistes, des nus et des visages d'enfants, qu'il traite dans un flou roux et vert, comme un Carrière qui aurait consenti à mettre quelques couleurs dans sa peinture naïgasse. Egaré dans une époque qui n'a plus rien de commun avec celle de sa jeunesse, d'Espagnat refuse de se renier, indifférent à l'actualité, et, en cela, il ressemble à un Maurice Denis. Il tente même de remettre au goût du jour l'art des vastes compositions décoratives allégoriques, sans y réussir véritablement.

Il est heureux que l'on consente enfin à s'intéresser aux peintres qui ont eu ce destin malheureux, car, pour avoir été des anachroniques, ils n'en sont pas moins demeurés des artistes de qualité. On aime croire que la rétrospective du musée d'Alençon, fort bien organisée, ne restera pas sans suite et que, après le séduisant d'Espagnat, d'autres, non moins intéressants — Puy, Laprade ou Piot, — trouveront à leur tour un conservateur pour les ressusciter.

PHILIPPE DAGEN.

* Musée des beaux-arts et de la dentelle, Alençon, jusqu'au 28 septembre.

A Berlin

Un arc plus haut que le mur

Non loin du « monument » le plus intransigeant, le plus irrédécible — le mur de Berlin — s'élève depuis le début de ce mois la sculpture la plus insolente qu'un artiste ait conçue pour l'ancienne capitale de l'Allemagne.

Au beau milieu de l'Urania Kleiststrasse, un arc d'acier de 124,5, ouvert vers le ciel, long de quarante mètres et haut, à ses extrémités, de vingt et un et sept mètres, œuvre du sculpteur français Bernar Venet, symbolise l'amitié des Français pour les Berlinois, à l'occasion de la célébration du 750^e anniversaire de la fondation de leur ville.

Offert par le gouvernement français et réalisé grâce à la compagnie Air France agissant comme mécène, cet arc rappellera à ceux que passionne l'histoire de Berlin le monument du Pont d'Afrique de la place du même nom, édifié il y a près de quarante ans par le professeur Ludwig, ces trois arcs de pierre dédiés aux aviateurs américains, anglais et aux allemands morts lors des opérations de ravitaillement durant le blocus des années 1948-1949 imposé par les Soviétiques.

Comme il y a quarante ans, la sculpture de Bernar Venet veut signifier l'attachement des Occidentaux à la ville de Berlin, et la certitude que le temps viendra à bout de sa division. Le sculpteur continue ainsi une aventure personnelle qui, depuis 1984, l'a conduit du mouvement de l'art conceptuel à une sorte de constructivisme baroque. Ses « lignes indéterminées », dont l'arc de la Kleiststrasse est la manifestation la plus imposante, sont, à l'étranger, sorties depuis longtemps des galeries pour investir la ville. En France, on pourra voir bientôt sur l'autoroute A6, dans l'Yonne, surgir un « arc majeur » en acier peint, et, à La Défense, deux arcs de 81,5 plantés sur la dalle du quartier d'affaires.

OLIVIER SCHMITT.

MUSIQUES

Sessions lyriques dans le Lot

L'Opéra éclaté de Saint-Céré

Dans une des régions musicalement les plus défavorisées, un projet est né pour donner un avenir aux jeunes chanteurs français.

Quand une calme bourgade de 4 000 âmes accueille pour deux mois près d'un millier de musiciens (800 stagiaires, choristes et instrumentistes et leurs professeurs), l'humeur générale s'en ressent forcément. D'autant qu'à Saint-Céré, au fin fond du Lot paysan, le public issu du département l'empêche en nombre sur les Parisiens attirés, pile-mêle, en Haut-Quercy, par les villages-musées sur la Dordogne, les formidables forteresses au flanc des Canisses et la réputation de fraîcheur quasi virgilienne des « sessions lyriques » du château de Castelnaud et des deux opéras qu'on y monte chaque été à titre de travaux pratiques (1).

Si l'on va trop tôt pour évoquer un « Glydeboune-en-France » (mais la référence est dans l'air), voici du moins, par sa vocation comme par ses prolongements, une des manifestations les plus originales de l'été musical. Elle ne pouvait naître qu'à l'écart des grandes transhumances solennelles, là où manquent à la fois le public et les moyens pour monter une manifestation de style plus traditionnel.

« Plus de moyens n'y changeant rien, confirment les responsables. Notre vocation est l'avenir des chanteurs solistes français, ouvrages négligés par nos grandes scènes et à qui le Festival propose un tremplin et l'occasion de prises de rôle ; et celui de nos stagiaires, étudiants de conservatoires, qui trouvent ici à la fois une ouverture unique sur le travail orchestral — dans la forêt — l'Orchestre des Jeunes du Sud-Ouest — et la griserie

de participer à une production lyrique en vraie grandeur. »

L'équipe, en sept ans, a transformé les stages choraux d'antan en un festival qui essaime plus de quarante représentations à deux heures de route à la rentrée, de châteaux en église et de concert de chambre en grand opéra : « Plus de dix mille entrées, deux cents emplois saisonniers et plusieurs millions en retombées — plus que notre propre chiffre d'affaires — pour ce département économiquement à la dérive. »

Mais il s'agit surtout d'apporter Don Giovanni, de Mozart, ou la Messe sacrée, de Schumann à une région où même les tournées de variétés ne passent plus depuis longtemps. Le Festival approchant des décennies sa vitesse de croisière, le projet est même né d'une « fabrique lyrique » tournant douze mois par an : l'Opéra Eclaté. La région Midi-Pyrénées a acclamé l'initiative, en l'absence d'autre alternative (le Capitole de Toulouse, entre Paris et l'étranger, se limite à un déplacement à Carcassonne), la Bretagne n'est pas moins intéressée à accueillir les productions itinérantes issues de Saint-Céré. Quand l'Opéra Eclaté ne pose pas ses tréteaux à Belfort ou à Paris (avec deux opéras-comiques du fils du pays, Dalayrac, l'an dernier).

On comprend que les administrations locales s'intéressent à cet opéra en goguette : à force de bricolages et de gestion méticuleuse (Saint-Céré n'est pas peu fier d'autofinancer à 80 % le Festival autant que sa décentralisation) l'art lyrique revient ainsi à la portée des budgets municipaux, avec pour seule concurrence, à hauteur de 7 millions de centimes par représentation, les échanges culturels franco-bulgares.

DANIEL DE BRUYCKER.

(1) Don Giovanni, de Mozart, les jeudi 30 juillet et samedi 1^{er} août au château de Castelnaud. Carmen, de Bizet, les 10 et 12 août, même lieu.

Ray Bryant au Petit-Opportun

Ray Bryant est à cinquante-ans un pianiste délicat, mouvant, versatile, joyeusement adaptable et pourtant, indifféremment assis à un blues, un jazzman — et tout particulièrement les membres de la section rythmique (piano, basse, batterie) — se défient toujours collectivement : par les musiciens avec qui il a joué. Pour Ray Bryant, l'inventaire est inutile, il se confond avec une encyclopédie du jazz. Il a joué avec tout le monde, avec les plus grands, sans exception, avec les monstres, les tristes et les gais. Et il apparaît de plus en plus souvent en trio ou en solo sans susciter l'ombre d'un doute : pour des prestations parfaites. Il ne sait guère jouer autrement.

F. M.

* Petit-Opportun, jusqu'au 4 août, concert à 20 h 30.

LETTRES

La mort de l'éditeur Jean Hirschen

Jean Hirschen, fondateur et directeur général de l'Office du livre, est décédé accidentellement à Fribourg (Suisse), dans la nuit du 27 au 28 juillet.

[Né en 1919, de nationalité suisse, Jean Hirschen était entré très tôt — en librairie —, D'abord libraire lui-même, puis représentant en Suisse d'éditeurs français, il avait fondé en 1958 sa propre maison d'édition à Fribourg. Sous son impulsion, l'Office du livre est devenu les derniers dix ans un certain type d'ouvrages — ni beaux livres ni albums mais monographies ou catalogues — et à ses sujets de prédilection, l'Orient et l'Extrême-Orient d'une part, l'histoire de l'art moderne et contemporain d'autre part. Jean Hirschen était ainsi devenu au cours des vingt dernières années l'un des principaux éditeurs d'art européens. (Voir l'entretien qu'il nous avait accordé dans le Monde du 12 février).]

صحنه من الامم

Culture

CINÉMA

« La Brute », de Claude Guillemot

Ça va fort !

Un film adapté d'un roman de Guy des Cars... faut-il compter sur un record d'entrées ? Tous les doutes sont permis.

Pour la première fois, un livre de Guy des Cars est adapté à l'écran. Faut-il y voir un événement ? Oui, dans la mesure où les gros tirages de ce romancier prolifique et extrêmement populaire peuvent attirer de nombreux spectateurs dans les salles : elles en ont bien besoin. La Brute a atteint 1 805 000 exemplaires en format de poche. Cela fait rêver.

Que va y gagner le cinéma français ? Peut-être un succès commercial, surtout s'il pleut sur les plages, mais pas un bon film, ni même un moyen.

Guy des Cars a inventé, une fois de plus, une histoire délectable. Jacques Vauclair, bien que sourd, muet et aveugle, a réussi à devenir un écrivain à succès. Il est très doué, il a une femme formidable, Solange. Mais au cours d'une croisière, un certain John Bell tourne autour de Solange. Elle se rend dans sa cabine où elle perd son écharpe. Un peu

plus tard, John Bell est retrouvé assassiné dans la cabine. Jacques Vauclair est assis sur le lit, couvert de sang, l'arme du crime en main. On le met en prison. Un avocat un peu minable, désigné d'office, va s'efforcer de communiquer avec lui et de prouver son innocence.

On a connu des mélos plus fous qui passaient bien. Celui-ci se ramasse : les dialogues font crouler de rire juste quand il ne faudrait pas ; la mise en scène est aussi plate que celle d'un tacheron désabusé de la télévision. Claude Guillemot, qui a accepté cette commande, a pourtant de la passion et du talent. Mais au lieu de jouer l'excess au premier degré (seul parti possible) il a essayé de rendre les situations, les personnages, et leur drame, crédibles. Or tout est invraisemblable, sur le bateau (une galère de luxe !) et au procès (de temps en temps, secoue ce tas de cendres grises mais le feu ne prend pas). La composition de Xavier Deluc est très étudiée, très équilibrée. Tout de même, cet infirme de cinéma est plus gênant qu'émouvant. Le reste de la distribution défie tout commentaire. On s'en voudrait d'être méchant.

JACQUES SICLIER

MODE

Féraud, Chanel, Saint Laurent

Voyages dans l'histoire



Robe habillée en satin drapé d'Yves Saint Laurent

De vases viennoises en chevauchées fantastiques, de petits matins en grands soirs, on voyage énormément cette saison. Dans l'espace et dans l'histoire.

Byzantines laquées de rubans or, Scarlett froitroutantes, taserines en manteaux bulbes : les héroïnes passent, les redactrices notent ou racontent leur 14 juillet : « Rome, c'était l'Afrique ». Quand un retardataire trouble le défilé, elles crient : « assis » et des jeunes gens au front lisse apportent des chaises sur la pointe des pieds. On est au spectacle et le public des machines de la couture française est de plus en plus nombreux : 183 photographes, 660 journalistes (au lieu de 500 il y a quelques années).

Louis Féraud transforme l'Espace Gabriel en salon de clips. Il offre des tailleurs de tweed Buffalo Bill, frangés de cuir, des robes courtes de velours noir à motifs flippers, portées avec de soyeuses casquettes de base-balleurs et des tailleurs illustrés de totems multicolores. L'Amérique, ce fut encore la Louisiane incarnée par une Vivien Leigh portant un pourpoint de velours noir et une longue jupe de taffetas madras.

Quelques heures plus tard, Maryll Lanvin affrétait sous les lambris du Grand Hôtel une trouffe chargée de robes-bustiers « châles cachemires du dix-neuvième siècle » ourlés de visons, de tailleurs bleu impérial ou rose Karoline à broderies d'arabesques en velours. Leonora Hemant propose pour cet hiver un safari en ville : jupes à peaux tigrées,

zébrés, boubous chics noués sur le devant par une rosace de taffetas. Voyages dans l'espace, voyages dans le temps. Les femmes d'Ungaro sont de précieuses amazones dont les pourpoints s'élargissent en tulus volants garnis de jais. Berthe par Brahms, Mendelssohn, Haendel, on a découvert des poignets de mousquetaire, des coiffures de page, des jolis de tulle feuilletés, des vestes en brocar aux épaules gonflées, « pigotées » comme des toques de rôtisseurs, or dessein de têtes de reine maudite. A la fin, quelqu'un demande aux musiciens : « Vous êtes de la maison ? »

Chez Chanel, Karl Lagerfeld déchire les pages de son livre d'histoire avec un brio de jeune prodige. Il chabute allègrement le tailleur Coco, l'allonge en jaquette, impose des espagnolades à Piccadilly Circus, des volantes sur des bédons marins, des spencers de velours sur des jupes de tweed écossais rouges, des shorts en chantilly noir et révèle le Grand Siècle en pleine nuit : voir ses robes à paniers au décollé-jyre, ses fourreaux de cuir bordés de glands d'or et de draps en trompe l'œil.

Et puis, il y a Saint Laurent, celui dont les pelisses de satin-bleu bleu roi se givrent de renard argenté. Brillantes, glacées, les couleurs se cognent par magie, les robes en crêpe, en satin, déploient des draps onctueux. Le corps devient fluide ou s'étire dans une veste de velours noir à gros boutons de strass. Parfois, il s'envole, chatouillé par un fourreau de plumes de coq rose buvard. Et là, c'est formidable, parce qu'avec lui, on a vraiment l'impression de passer du drame historique au roman tout court.

LAURENCE BENAIM

Communication

A la Réunion

Duel politique autour de la télévision privée

Un mois après M. Michel Pelchat, député chargé de mission pour les problèmes audiovisuels outre-mer, la Réunion a reçu du vendredi 23 au lundi 27 juillet la visite de M. Michel Benoist, membre de la CNCL, spécialiste des radios et télévisions locales. M. Benoist a annoncé à Saint-Denis que les candidats locaux à l'exploitation d'une télévision privée auront jusqu'au 28 août pour remettre leur projet à l'examen des treize « sages ».

Saint-Denis de notre correspondant

Les départements d'outre-mer inaugureront la mise en œuvre des télévisions locales privées. Le cas de l'île de la Réunion est à cet égard original. Voici, en effet, un département où le paysage audiovisuel est des plus limités. Les télévisions réunionnaises ne disposent que de deux chaînes : RFO (Radio et télévision France outre-mer) divisée en deux canaux qui représentent essentiellement une synthèse des trois grandes chaînes nationales, et Télé-Free-DOM, une station pirate qui émet depuis le 14 mars 1986 et dont le seul mérite est d'exister tant la programmation est médiocre. Quelques rares privilégiés habitant les hauteurs de l'île peuvent en outre capter la MBC (télévision mauricienne), dont les programmes anglophones constituent plus un repoussoir qu'un attrait. Dans une île repliée sur elle-même, la télévision jouit d'une audience exceptionnelle : la quasi-totalité des foyers en sont équipés et, malgré un niveau de vie sensiblement plus bas qu'en métropole, le département figure parmi les premiers au palmarès de l'équipement en magnétoscopes.

Friand d'images (le premier titre de la presse locale est d'ailleurs un magazine de télévision) le Réunionnais attend avec impatience l'arrivée d'une troisième chaîne. Un progrès par rapport à la situation antérieure, mais un choix de programmes encore inférieur de moitié à celui du téléopérateur métropolitain. Cette inégalité audiovisuelle sera en partie comblée à la fin de l'année puisque le gouvernement a annoncé la diffusion en direct d'Antenne 2 sur la deuxième chaîne de RFO-Réunion à partir du mois de décembre.

Le bouleversement du paysage audiovisuel réunionnais n'intéresse pas uniquement la consommation d'images. Derrière cette réforme se profile déjà une bataille entre groupes de pressions tant politiques qu'économiques. Chaque projet est tributaire d'un clan, d'un gourou. Dans l'immédiat trois candidats sont en lice : le premier est M. Philippe Balouky (directeur du Journal de l'île de la Réunion) proche du RPR. Dans son équipe se trouve un important industriel du sud de l'île, la Compagnie générale des eaux, un importateur de matériel électroménager ainsi qu'une filiale du groupe Hersant.

Agitation dans les coulisses

Le deuxième projet, Télé-Réunion, est soutenu par M. Pierre Lagourgue, président du conseil régional, barbare convaincu. Autour de M. Lagourgue : une société d'assurances, deux grosses entreprises de travaux publics. Cette équipe a également contacté deux organes de presse pour une association : le Quotidien de la Réunion (de tendance générale centriste) et Télé 7 Jours Réunion.

Le troisième candidat n'est autre que le docteur Camille Sudre, pro-

priétaire de Radio-Free-DOM. Devant M. Pelchat, M. Sudre a défendu le principe de l'autorisation des ondes hertziennes pour soumettre que son projet soit retenu en priorité. Le parlementaire en mission a invité le responsable de Télé-Free-DOM à présenter un projet conforme au cahier des charges défini par la CNCL et qui entrerait en compétition avec les autres. « Si votre candidature n'est pas retenue par la CNCL et si vous insistez encore au lendemain de son choix, je viendrai moi-même démontrer vos émetteurs », a lancé en substance M. Pelchat à M. Sudre. On n'en arrivera sans doute pas là ! Le bouillant docteur Sudre songe aujourd'hui à un accord avec les promoteurs de Télé-Réunion.

D'autres projets sont attendus. Toutefois, ils ne concernent que des propositions de télévision câblée (le député et maire du Tampon, M. André Thien Ah Koon travaille sur un possible câblage de sa ville) ou de télévision cryptée (on prête au directeur de Télé 7 Jours Réunion l'intention de monter un réseau pour relayer Canal-Plus à la Réunion).

Dans les coulisses, l'agitation est à son comble. La compétition entre les chaînes locales et les barrières arrive à la bataille audiovisuelle. Les seconds sont d'autant plus accrochés au projet soutenu par M. Lagourgue que RFO-Réunion privilégie de manière à peine voilée le RPR sur ses ondes. Ainsi, la dernière « Heure de vérité » de M. Raymond Barre n'a-t-elle été diffusée à une heure de grande écoute que quatre jours après sa programmation à Paris, alors que, traditionnellement, cette émission est diffusée le lendemain sur le premier canal de RFO. Ces mêmes rivalités politiques se font sentir autour du pendant de la télévision privée : la création d'une agence de production d'images et de programmes. Une étude est conduite par le conseil général présidé par

M. Auguste Legro (RPR), maire de Saint-Denis. Une autre émane du groupe Canal Océan Indien, proche du PCR, qui alimente déjà en son plusieurs radios privées locales.

Aussi important que soit l'aspect politique dans cette opération, il ne masque pas une autre difficulté que devront surmonter les promoteurs de la chaîne privée : le financement. Tout l'échafaudage repose en effet sur le volume des recettes publicitaires. Pour que la télévision soit viable, il faudrait ôter toute ressource publicitaire à RFO, soit environ 20 millions de francs. A moins d'envisager, comme le responsable de Télé-Réunion, un accord avec la régie publicitaire de TF1. Les spots de la Une seraient diffusés sur la Réunion en échange d'une part des recettes.

Venu à la Réunion prendre la température des candidats à la création d'une télévision privée, M. Benoist a rappelé que la CNCL tranchera en fonction de plusieurs critères : l'intérêt du projet pour le public, la sauvegarde du pluralisme socioculturel, l'expérience du candidat en matière audiovisuelle et enfin l'appréhension des recettes publicitaires. Des conditions très subjectives pour au moins trois d'entre elles tant il est vrai que tous les promoteurs s'affirment pluralistes pour obtenir le feu vert de la CNCL. Qu'en sera-t-il en cas de non-respect de pluralisme ? « Nous ferons des recommandations », précise M. Benoist. Tout le problème est d'apprécier la portée de ces recommandations dans une île où une télévision pirate peut continuer d'émettre (un moment menacée en 1986, Télé-Free-DOM a fait descendre près de 10 000 personnes dans les rues de Saint-Denis) et où la chaîne publique RFO fait de la publicité de distribution, fermement interdite dans l'Hexagone.

ALIX DJOUX

Tout juste autorisée sur la FM parisienne

La station CHIC-FM (groupe Hersant) deviendrait FUN

Deux propositions de reprise de la Cofirad - cette société holding qui exploite sous le label FUN un réseau de cinquante-quatre radios locales, et qui fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire, ont été soutenues - le mercredi 29 juillet, devant le tribunal de commerce de Paris (le Monde du 22 juillet). La première, défendue par les fondateurs de FUN, émanait du groupe Hersant (société SERC) et visait à racheter intégralement les actions de la Cofirad, dont le passif (28 millions de francs) serait épongé, les activités poursuivies et le personnel maintenu (cinq quatre personnes).

Loin de fonder le réseau FUN dans son propre réseau ou d'exploiter les deux parallèlement, M. Hersant envisage au contraire d'abandonner le label CHIC-FM pour poursuivre le format de FUN. Il s'agit d'adopter ce nom par l'intégralité de ses stations. L'addition de l'ensemble des agglomérations arrosées ainsi par ce réseau, destiné à une couverture potentielle de près de vingt millions d'audi-

teurs. La CNCL vient en effet de renouveler l'autorisation de la radio CHIC-FM à Paris, lui octroyant même un site convoité (la tour Eiffel) et une puissance importante.

La seconde proposition venait de la société GILDA (NRJ-CBS), qui vient elle aussi de recevoir une autorisation de la CNCL pour Paris. M. Jean-Paul Baudouin, le patron de la radio NRJ, a ainsi fait une offre de 7,4 millions de francs, s'engageant à reprendre près de la moitié du personnel du réseau. Dans cette hypothèse, FUN prendrait la place de la radio actuellement appelée 103,5 et deviendrait la tête de pont d'un réseau complémentaire de NRJ avec un format « maturation » (pour les plus de trente-quatre ans).

Le jugement du tribunal devrait être connu le 2 septembre prochain, lors de la prochaine chambre du conseil. Mais la différence de nature des propositions et la préférence des fondateurs de FUN pour la solution Hersant ne laissent guère de place au suspens.

A.C.

Après la grève de vingt-quatre heures

FR 3 poursuit son mouvement de protestation

L'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSJ), qui regroupe le Syndicat national des journalistes (SNJ), la CFTJ et le SNJ-CGT, ont levé le mercredi 29 juillet à minuit la grève de vingt-quatre heures lancée à FR 3 pour protester contre les mutations de six journalistes de FR 3 Corse, dont deux délégués syndicaux, M. Danielle Jeannin et M. Jean-Marc Lecia. FR 3 Corse, pour sa part, a reconduit la grève.

La grève du 29 juillet a été suivie par plus de 70 % des journalistes de FR 3 et par 95 % des salariés de FR 3 Corse, indiquent les syndicats. Pour la direction de FR 3, cette grève a été suivie par 140 personnes sur 330 sur le plan national, et par 70 % du personnel de FR 3 Corse. A Ajaccio, la direction de FR 3 a préféré diffuser le journal de FR 3 Marseille.

Le Monde

PUBLI-CLIP TOURISME-RESTAURANT

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4344

Le tennis à la télévision

Tie-break entre TF 1 et A 2

On croyait le match gagné ! Cela fait dix ans que TF 1 retransmet le tournoi de tennis de Roland-Garros et la Une privatisée avait bon espoir de reconquérir son accord avec la Fédération française de tennis (FFT). Le contrat devait même être signé le week-end dernier, lors de la Coupe Davis, à Fréjus.

Mais Antenne 2 vient de remettre tout en cause en proposant un contrat d'un nouveau genre : la retransmission intégrale des rencontres, jusqu'à la fin des parties, grâce à une collaboration avec FR 3. La 2 et la 3 s'organiseront ainsi pour que FR 3 prenne le relais au cas où des impératifs horaires obligeraient A 2 à interrompre la retransmission. En outre, FR 3 pourrait diffuser des rencontres du court numéro 1 tandis que la 2 donnerait ceux du court central.

La Fédération a ajourné sa réponse afin d'étudier cette contre-proposition. Tandis que l'espoir apparaît à Antenne 2, on estime sur la Une « qu'il serait un peu frustrant d'avoir porté cet événement pendant si longtemps pour le voir partir ».

L'extension des réseaux des chaînes privées

M. de Broglie estime que la CNCL remplit son contrat envers la Cinq et M 6

La Commission nationale de la communication et des libertés, réunie le mercredi 29 juillet à l'Assemblée nationale, a travaillé à l'extension des réseaux de la 5 et de M 6. Les deux chaînes se sont vu attribuer des fréquences pour couvrir la région de Strasbourg, la grande couronne parisienne et réduire les zones d'ombre sur Paris. La CNCL a autorisé la mise en service de deux émetteurs au Mans, d'un émetteur à Metz pour la 5 et augmenté la puissance de celui de M 6 à Rennes. Elle a lancé des appels d'offres pour la région de Châteauroux et pour deux nouvelles fréquences en région parisienne. D'autres décisions sont attendues pour le mois d'août qui concernent l'Alsace et le centre de la France.

Le travail de la CNCL est en mesure de répondre aux demandes vivement exprimées de M. Robert Hersant ? M. Gabriel de Broglie, président de la Commission, ne semble guère impressionné par le nombre de dix-sept pages envoyés à la fin d'un mois par le propriétaire de la Cinq et ses menaces de recours contre les lenteurs de la procédure. « Nous nous sommes engagés à étendre les réseaux de ces deux chaînes à vocation nationale, et la série de décisions que nous venons de prendre constitue un pas important dans cette direction. La Commission procède par appel d'offres quand il faut ménager la possibilité de télévisions locales, qu'elles soient indépendantes ou affiliées à un des deux réseaux. A l'inverse, nous attribuons directement des fréquences à la 5 et à M 6 quand il s'agit de réduire des zones d'ombre ».

« Le travail de la CNCL est en mesure de répondre aux demandes vivement exprimées de M. Robert Hersant ? M. Gabriel de Broglie, président de la Commission, ne semble guère impressionné par le nombre de dix-sept pages envoyés à la fin d'un mois par le propriétaire de la Cinq et ses menaces de recours contre les lenteurs de la procédure. « Nous nous sommes engagés à étendre les réseaux de ces deux chaînes à vocation nationale, et la série de décisions que nous venons de prendre constitue un pas important dans cette direction. La Commission procède par appel d'offres quand il faut ménager la possibilité de télévisions locales, qu'elles soient indépendantes ou affiliées à un des deux réseaux. A l'inverse, nous attribuons directement des fréquences à la 5 et à M 6 quand il s'agit de réduire des zones d'ombre ».

Invitant la complexité des problèmes techniques, le président de la CNCL ne veut s'engager sur aucun calendrier et souligne que l'installation des quatre premières chaînes a pris plusieurs années.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

domaine de l'audiovisuel, dès le retour de la gauche au pouvoir », déclare M. Sarre dans la Lettre de club. Maintenant et demain, dès le 21 juillet, dont il est l'animateur. L'objectif, selon lui, « vise à constituer un pôle public fort capable d'impulser une double logique de qualité et de compétitivité. Il faut pour cela redonner au secteur public une cohérence interne en matière de production, de programmation et de gestion ». Le moyen d'y parvenir, estime M. Sarre, est d'utiliser au sein d'une même structure TF1, Antenne 2 et FR3, avec un même président-directeur général et une même direction des programmes, chaque chaîne gardant sa responsabilité. Selon lui, « rendre TF1 à la nation » pourrait éventuellement se faire sous forme d'une société d'économie mixte afin de maintenir la participation au capital de la chaîne des personnels et usagers. »

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

THÉÂTRE	HEURE
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	20 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	21 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	22 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	23 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	24 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	25 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	26 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	27 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	28 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	29 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	30 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	31 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	32 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	33 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	34 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	35 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	36 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	37 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	38 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	39 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	40 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	41 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	42 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	43 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	44 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	45 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	46 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	47 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	48 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	49 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	50 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	51 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	52 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	53 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	54 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	55 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	56 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	57 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	58 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	59 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	60 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	61 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	62 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	63 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	64 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	65 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	66 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	67 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	68 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	69 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	70 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	71 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	72 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	73 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	74 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	75 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	76 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	77 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	78 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	79 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	80 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	81 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	82 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	83 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	84 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	85 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	86 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	87 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	88 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	89 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	90 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	91 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	92 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	93 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	94 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	95 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	96 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	97 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	98 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	99 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	100 h 30

THÉÂTRE	HEURE
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	20 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	21 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	22 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	23 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	24 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	25 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	26 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	27 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	28 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	29 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	30 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	31 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	32 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	33 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	34 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	35 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	36 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	37 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	38 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	39 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	40 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	41 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	42 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	43 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	44 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	45 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	46 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	47 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	48 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	49 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	50 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	51 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	52 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	53 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	54 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	55 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	56 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	57 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	58 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	59 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	60 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	61 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	62 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	63 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	64 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	65 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	66 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	67 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	68 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	69 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	70 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	71 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	72 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	73 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	74 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	75 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	76 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	77 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	78 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	79 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	80 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	81 h 30
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE	82 h 30

Informations « services »

CONCOURS

Agrégation

■ Biochimie, génie biologique

M^{me} et MM. Marielle Pelloux (14^e) ; Anne Garampon (19^e ex.) ; Olivier Dempe (15^e) ; Charlotte Behr (19^e ex.) ; François Bouteux (12^e) ; Frédéric que Croc (2^e) ; Béatrice Durand (1^e) ; Claudine Gabin (6^e) ; Jean-Michel Guillon (4^e) ; Murielle Guyenet ép. Ordas (11^e) ; Armelle Hélène (16^e) ; Sylvie Heuze (18^e) ; Isabelle Laumotte (7^e) ; Gwendal Mangin (17^e) ; Caroline Marchais (13^e) ; Annie Pabier (9^e) ; Catherine Pfister ép. Doda (8^e ex.) ; Sylvie Robert (8^e ex.) ; Bernadette Tomi (3^e) ; Isabelle Vitte (10^e).

■ Classe civil :

Valérie, Nicole Anciant ; Jean, Pierre Bascou ; André, Alfred Birgel ; Jean, Pierre Bourazel ; Lilian Campan ; Anne, Marie Chaleux ; Philippe Deyrill ; Bernard, Louis Flament ; Denis Flitres ; Jean, Luc Flejou ; Eric, Jean Fourney ; Françoise, Anne Guillaume ; Christophe, Henri Imbert ; Antoine, Ernest Kohler ; Jean Lagouff ; Christophe, Yves Lanes ; Christian, Jean Laurent ; Bernard Lickel ; Pierre, André Marcelin ; Claude, Pierre Marius ; Gilbert Martin ; Yves, Maria Passerat ; Michel, Jacques Quartino ; Joseph Serra ; Vincent, Gérard Sicaud ; Eric, Vallet ; Jean, Michel Walter.

■ Génie mécanique :

Pierre Alletay ; Pascal Arouaud ; Patrick, Alain Bardet ; Jean-Marc Boal ; Gilles Begout ; Richard, Grégoire Benet ; François Benelli ; Eric, Charles Bernard ; Serge, Jacques Bissot ; Didier Bonpart ; Thierry, Joseph Bonnet ; Philippe Brochez ; Hervé Brogniet ; Claude, Pierre Brunel ; Pierre Cantabella ; Christophe Carton ; Didier Cattaneo ; Jean, Antoine Chapuis ; Christian Croguenec ; Auguste Dalbert ; Jacques Davray ; Yves, Michel De Gels ; Bruno, André Denis ; Gilles, Claude Duhoux ; Bertrand, Charles Dupont ; Jean-Jacques Dupont ; Philippe Emerit ; Alain, Jacques Frechin ; Benoît, Yannick Furet ; Didier, Daniel Galonier ; Francis Grand ; Christian, Alain Hamel ; Jean-Marc Linares ; Alain Mamessier ; Jean-Pierre Marincau ; Bernard, Louis Michaud ; Ivan, Jocelyne Millau ; Abd-el-Maksoud Oudjedi ; Serge, Joseph Passolunghi ; François, René Pervot ; Claude, Pilsen ; Claude, Jean Reynard ; Christophe, Sencio ; Laurent Tabourot ; Jean, Michel Taranino ; André, Jean Thomas ; Thierry Thomas ; Bruno, Jean Vasson ; Eric, Alain Villers.

■ Géographie :

M^{me} et MM. Pascal Baud (9^e) ; Jean-Michel Bozon (18^e) ; Sophie Cato, ép. Prévot (34^e) ; Christiane Ciurletti, ép. Lobet (29^e) ; Bruno Comente (20^e) ; Laurent Coudroy de Lille (12^e) ; Frédéric Dana (25^e) ; Aude Dantanville, ép. Gerbaud (30^e ex.) ; Liliane Ducrot, ép.

Neufteuf (19^e) ; Frédéric Dufour (6^e) ; Pierre Fort (36^e) ; Patrice Galas (35^e) ; Claude Gardon (37^e) ; Lydia Gaudry (32^e) ; Jean-Christophe Gay (5^e) ; Marcelle Gentaill, ép. Richier (22^e) ; Philippe Geruats (17^e) ; Didier Gonzalez (30^e) ; Patrick Guca (39^e) ; Fabien Habla (14^e) ; Gabriel Jabinzon (38^e) ; Arnaud Kerfene (20^e) ; Pascal Le Mao (15^e) ; Barbara Loyer (8^e) ; Pascal Marotte (32^e ex.) ; Evelyne Meslier (13^e) ; Christophe Morange (1^e) ; Philippe Moutier (41^e) ; Christian Norison (42^e) ; Anne Olivier (8^e) ; Véronique Pabian (23^e) ; Catherine Pentel (10^e) ; Florence Ponce (36^e) ; Pierre Jauge-Mérie (14^e) ; Jean-Pierre Trinoula (11^e) ; Cécile Turpe (26^e) ; Christian de Vassogne (16^e) ; Emmanuel Viget (40^e) ; Jean-Marc Zanetti (2^e) ; Elane Zivkovic (3^e).

■ Physique appliquée :

Claire Archidott ; Claude Baber ; Eric Belin ; Christophe Boeckel ; Pascal Bondon ; Jean-Philippe Bourgoin ; Michaël Canva ; Bernard Cazayus-Clavie ; Roger Clarise ; Bertrand Colla ; Charles Colombier ; Pascale Crubey ; Elisabeth Ehrhard ; Philippe Fabre ; Valérie Favre-Felix, ép. Lemaquand ; André Fischmann ; Jacques Gabet ; Thierry Guillot ; Michel Hube ; Bernard Jeannot ; Jean, Emmanuel Mégard ; Franck Mousseron ; Gérard Ogilby ; James Roudet ; Jean Rosset ; Denis Sellier ; Gérard Sifon ; Gérard Terrier ; Nelly Troisfontaine.

■ Sciences physiques (option chimie) :

M^{me} et MM. Catherine Amiens (14^e) ; Agnès Aubertin (37^e) ; Agnès Audier (1^e) ; Hubert Bayart (24^e) ; Thierry Bianco (27^e ex.) ; Eric Bidron (7^e) ; Stéphane Boudon (11^e) ; Sophie Canac (31^e ex.) ; Marcel Cerdan (22^e) ; Frantz Chaigne (17^e) ; Denis Clemenceau (33^e) ; Patrick Coutherut (31^e ex.) ; Jean-Paul Costantier (20^e ex.) ; Pierre Daport (16^e) ; Anne-Marie Debing (8^e ex.) ; Jacqueline Debergé (34^e) ; Catherine Dubar (35^e) ; Gérard Dupuis (29^e) ; Michel Fichoux (27^e ex.) ; Danielle Gasciarino (39^e) ; Christine Goux (12^e) ; Yannick Guillois (19^e) ; Claire Hugot (41^e ex.) ; Thierry Kasciein (14^e ex.) ; Caroline Lajole (8^e) ; Jean-Manuel Lemaquand (3^e) ; Jean-Christophe Loison (36^e) ; Philippe Maître (4^e) ; Philippe Meial (13^e) ; Hélène Muskaas (2^e) ; Abdelouay N'Diaye (38^e) ; Jean-Marc Plaisie (15^e) ; Jean-Marc Prevost (25^e) ; Jacques Prieur (26^e) ; Joëlle Prunet ép. Gauchet (6^e) ; Nathalie Rampin (30^e) ; Dominique Seroussi (9^e ex.) ; Jacques Tekin (40^e) ; Anne Vernotte ép. Ravaille (18^e) ;

■ Etapes sportives sur l'auto-

route de vacances. - Quinze fédérations sportives et le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ont élaboré un programme de détente contribuant à la sécurité routière pour les grands départs et retours d'août. Les aires des autoroutes du sud de la France sont spécialement aménagées et balisées pour ce vaste programme d'animation. Les usagers découvriront des animations sportives parfois inattendues sur un réseau autoroutier, comme l'aviron et la planche à voile à Port-Lauragais, l'escalade à Montlaur, le hockey à Lascou-de-Provence. Deux expositions du musée du sport (Ruralité A10 et Port-Lauragais A61) complètent cette opération d'envergure destinée au grand public. - Programme détaillé sur Minitel 3614 code ASFA, ou à l'ASF, tél. : 45-34-12-00.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 29 juillet 1987 :

UN DÉCRET

N° 87-583 du 27 juillet 1987 modifiant le décret n° 58-1277 du 22 décembre 1958 pris pour l'application de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature.

UNE CIRCULAIRE

N° Du 25 juin 1987 relative à la modernisation des formules de virement des dépenses publiques.

loterie nationale

Le règlement du TACOTAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 27/12/86)

Le numéro **039242** gagne

4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille

139242 539242

239242 639242

339242 739242

439242 839242

Les numéros approchant aux

centaines

009242 030242 039042 039202 039240

019242 031242 039142 039212 039241

029242 032242 039342 039222 039243

049242 033242 039442 039232 039244

059242 034242 039542 039252 039245

069242 035242 039642 039262 039246

079242 036242 039742 039272 039247

089242 037242 039842 039282 039248

099242 038242 039942 039292 039249

Tous les billets terminant par

9242 gagnent

400,00 F

42 gagnent

200,00 F

2 gagnent

100,00 F

TACOTAC

TRAÇAGE DU MERCREDI 29 JUILLET 1987

77

Gérard Vignoles (5^e) ; André Villano (41^e ex.) ; Anne Zeluckier ép. Rensien (23^e) ; Rosorissants étrangers (agrégation sciences physiques, option chimie) : M. Keitaro Nakatani (3^e bis).

■ Sciences sociales :

M^{me} et MM. Colette Accabat (11^e) ; Jean-Henri Barrard (15^e ex.) ; Marianne Borrel (15^e ex.) ; Christine Bruzany (13^e) ; Laurent Burin des Roziers (9^e ex.) ; François Chaignier (22^e) ; Pascal Chiquet de Menneque (21^e) ; Pierre Colrat (8^e) ; Daniel Compagnon (19^e) ; Philippe Debel (24^e) ; Claude Didry (30^e) ; Christian Dubois (22^e) ; Laurent Fourquet (1^e) ; Jean-Yves Grouet (27^e) ; Joël Halpern (4^e) ; Pascal Jacottin (17^e) ; Jean-François Lefèvre-Farcy (24^e) ; Michel Le Saint (28^e) ; Philippe Ligoire (30^e) ; Laurence Lombart (5^e) ; Luc Machard (9^e) ; Pierre Merle (19^e) ; Hervé Monjolia (28^e) ; Antoine Parrot (19^e) ; René Revot (3^e) ; Philippe Roscape (6^e) ; Cyril Roger (12^e) ; Jean-Pierre Roux (17^e) ; Claudis Seilk (7^e) ; Didier Univos (24^e) ; Anne-Catherine Wagner (2^e).

■ Hêtres

M. Jean-Christophe Attias.

■ Polonais

M. Mielgorzata Szwarc.

■ Portugais

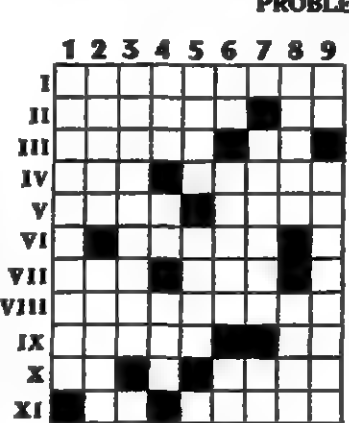
M^{me} Valérie Benarroch (3^e) ; Anne-Marie Chauvet, épouse Roudier (2^e) ; Belmira Da Silva (1^e).

■ Rume

M^{me} Valérie Poesner (1^e) ; Diane Anad Donabedian (2^e).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4539



HORIZONTALEMENT

1. Livraison pouvant comprendre plusieurs articles. - II. Couille de l'exploit de certains coureurs. Pla. - III. Femme-fontaine. Premiers caractères lus en classe. - IV. Grecque. Coupe de cheveux au rasoir. - V. Matière à sauter. Son taux s'évalue en tant pour sang. - VI. Il est payé pour donner. - VII. Entre deux vannes. Agit par déduction. - VIII. Telle une justice incorable. - IX. Ce que fera un homme instruit sur les conseils d'un maître. Conjonction. - X. Personnel. Origine de bien des adultères. - XI. Personnel. Retraite anticipée.

VERTICALEMENT

1. Trois de Saint-Cyr ou « Quatre de l'infanterie ». 2. Se dit pour « dit ». Les plus collantes ne sont pas les plus attachantes. - 3. Pour ses adeptes, la bonne action n'est pas celle qui rapporte des dividendes. - 4. Demi-sang. Cablé. Sa culture est universelle. - 5. Germandres germaut surtout dans les garrigues. Titre de courtoisie. - 6. Démonstratif. Les assistés la reçoivent ; les verres la donnent. Participe passé. - 7. Solide tour de contour d'événement. - 8. Polyglotte espagnol. Le donner ne suscite en retour aucun remerciement. - 9. Préposition. Suspension d'effets.

Solution du problème n° 4538

Horizontalement

I. Priorité. - II. Ecole. Doud. - III. Ru. Dieu. - IV. Ogra. Atré (allusion au feu). - V. Récompense. - VI. Autel. Ug. - VII. Ire. As. Ur. - VIII. Non. Feu. - IX. ONU. Crous. - X. Nie. Heure. - XI. Sésame.

Verticalement

1. Péroraisons. - 2. Rougeur. Nia. - 3. II. Retenues. - 4. Edème. - 5. Plancher. - 6. Idéal. Leu. - 7. Toutou. Four. - 8. Su. Rigueur. - 9. Eres. Ruy.

GUY BRUTY.

loterie nationale

Le règlement du TACOTAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 27/12/86)

Le numéro **039242** gagne

4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille

139242 539242

239242 639242

339242 739242

439242 839242

Les numéros approchant aux

centaines

009242 030242 039042 039202 039240

019242 031242 039142 039212 039241

029242 032242 039342 039222 039243

049242 033242 039442 039232 039244

059242 034242 039542 039252 039245

069242 035242 039642 039262 039246

079242 036242 039742 039272 039247

089242 037242 039842 039282 039248

099242 038242 039942 039292 039249

Tous les billets terminant par

9242 gagnent

400,00 F

42 gagnent

200,00 F

2 gagnent

100,00 F

TACOTAC

TRAÇAGE DU MERCREDI 29 JUILLET 1987

77

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 30 juillet à 0 h TU et le dimanche 1^{er} août à 24 h TU.

La France sera partagée en deux. La moitié sud de pays sera bien ensoleillée tandis que des nuages couvriront le ciel de la moitié nord.

Vendredi, sera une journée nuageuse mais, en cours de laquelle le soleil, malgré de nombreux nuages, arrivera tout de même à se montrer.

De la Manche à l'île-de-France, et du Nord-Picardie à la Champagne-Ardenne, le temps sera très nuageux avec de petites pluies intermittentes. Des éclaircies se développeront l'après-midi sur le Bassin parisien.

Sur la Bretagne, les Vosges et l'Alsace, les éclaircies de la matinée laisseront place, l'après-midi, à un ciel très nuageux avec de petites pluies sur le sud de ces régions.

Sur la Bretagne, les pays de Loire, le Poitou-Charentes, le Centre, la Bourgogne, le Massif central et tout le Sud-Ouest, après dissipation des brumes ou des brouillards matinaux, le soleil sera prédominant, malgré la présence de nuages.

Sur les Alpes et la Corse, la matinée sera chargée en nuages et il y aura encore des orages. L'après-midi, ils s'éloigneront vers l'est et les nuages se dissiperont progressivement.

Sur le Languedoc-Roussillon et la Provence, le soleil brillera, mais le mistral et la tramontane souffleront fort, avec des rafales pouvant atteindre 80 kilomètres à 100 kilomètres-heure sur le littoral.

Le vent sur le reste de la France sera faible à modéré de secteur ouest à nord-ouest.

Les températures minimales seront de 12 degrés à 14 degrés sur l'ensemble des régions excepté le pourtour méditerranéen où elles seront de 16 degrés à 19 degrés centigrades.

Les températures maximales seront de l'ordre de 17 degrés à 19 degrés près de la Manche, de 20 degrés à 23 degrés sur la plus grande partie du pays et de

26 degrés à 28 degrés dans le Midi et en Corse.

Prévisions pour le samedi 1^{er} août et le dimanche 2 août :

De la Manche au Bassin parisien, à la frontière belge aux Vosges et au Jura, le ciel sera souvent très nuageux avec tout de même quelques éclaircies. Des petites pluies sont à craindre près des côtes et dans l'extrême nord du pays.

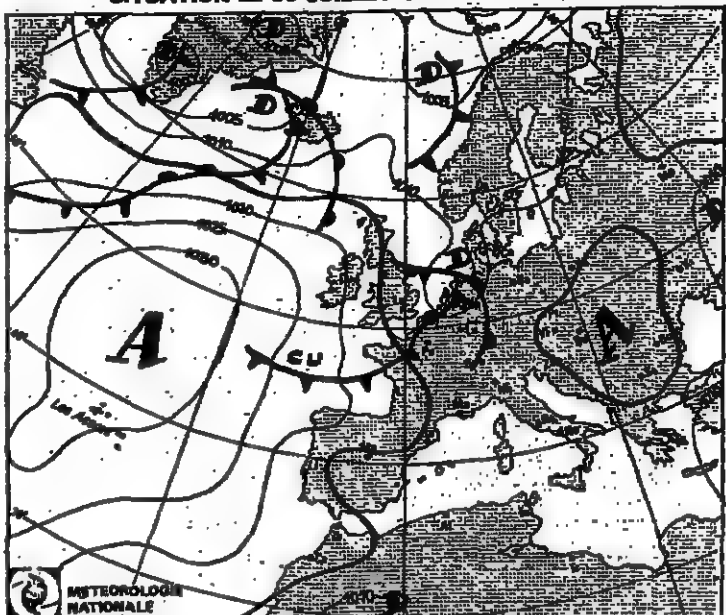
Sur les régions voisines de la Loire et sur le Centre, le temps nuageux, le matin, laissera place à de belles éclaircies.

Sur les autres régions, après dissipation des brumes matinales, la journée sera belle.

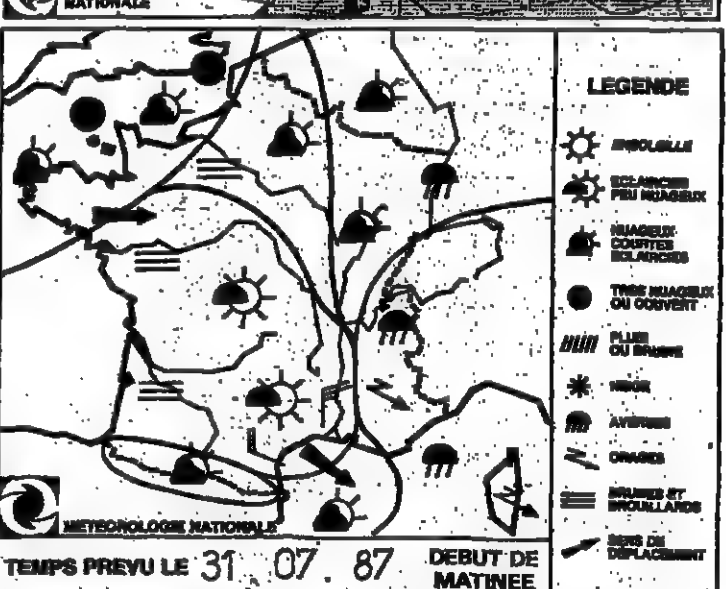
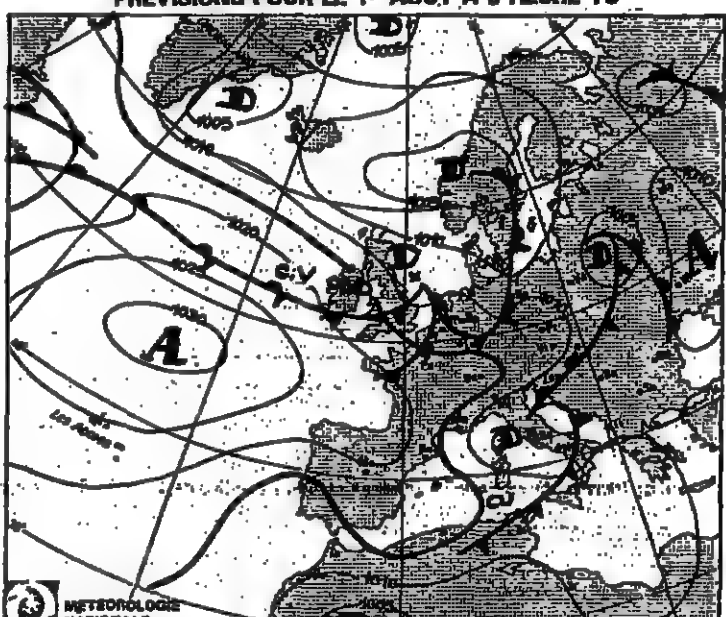
Le mistral soufflera de façon modérée. Les températures minimales seront comprises entre 12 degrés et 14 degrés, localement 16 degrés à 18 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales varieront de 20 degrés à 23 degrés sur la moitié nord ; localement 18 degrés à 20 degrés près des côtes de la Manche et de 25 degrés près des côtes de la Manche et de 25 degrés à 30 degrés sur la moitié sud.

SITUATION LE 30 JUILLET 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} AOUT A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES : maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 29-7 à 6 heures TU et le 30-7-1987 à 6 heures TU

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

le 30-7-1987

le 29-7-1987

Economie

ÉTRANGER

La fin des travaux de la CNUCED Le fonds commun des produits de base est en mesure de fonctionner

Le laborieux cheminement de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui pourrait se terminer avec un peu de retard, ce week-end, a été marqué, le mercredi 29 juillet, par une information concrète : les intentions de ratification du fonds commun des produits de base ont désormais atteint un niveau suffisant pour permettre sa mise en œuvre. Le seul des 66,66 % de participation au capital a été dépassé (66,95 %) grâce au ralliement de l'URSS, de la Côte-d'Ivoire, de Madagascar, du Portugal, du Pérou et de la Bolivie, nous indique notre correspondant à Genève Isabelle Vichard. La France est attachée à ce fonds commun comme l'a souligné le ministre délégué chargé du commerce, de l'artisanat et des services, M. Chavannes, avant de développer les positions de Paris sur l'aide aux pays les plus démunis.

On attendait M. Edouard Balladur, c'est à M. Georges Chavannes qu'est revenu la tâche de prononcer l'intervention ministérielle française en fin de parcours de la septième CNUCED. Ce changement de dernière minute a provoqué une certaine amertume au sein même de la Conférence comme parmi les délégations des nations en développement. Le ton était plutôt à l'écoulement ironique parmi les représentants des nations industrielles. « Paris a décidément une vision très hexagonale du commerce pour dépecher son ministre du commerce intérieur à une telle conférence », raillait un délégué qui n'attendait nullement s'en prendre personnellement à M. Chavannes. L'application officielle, un calendrier chargé et les cérémonies de signature ont traité sur le tonnel sous la Manche, n'a guère convaincu. Le ministre de l'économie et des finances a-t-il voulu éviter de jouer les seconds rôles après l'intervention en début de CNUCED, de M. François Mitterrand ou estime-t-il les débats de Genève d'un intérêt limité ?

Cette interrogation, jugée regrettable pour un pays qui, comme la France, se pique d'avoir une politique volontariste à l'égard des problèmes de développement, donne la mesure de la déception de certains. La RFA était représentée par son ministre de l'économie M. Beuermann, les Japonais par leur ministre des affaires étrangères, M. Kikumoto. Seuls les États-Unis n'avaient aucun représentant, envoyant un simple secrétaire adjoint pour les affaires internationales.

Les Américains n'ont guère caché, le peu d'importance attachée aux travaux de la CNUCED VII, leur représentant, M. Goodman, allant jusqu'à conseiller aux délégués de l'Est de ne pas se précipiter sur le sujet, car il ne leur serait pas utile de travailler sur l'emploi du futur ou du conditionnel dans la résolution finale.

Un filet de sécurité

Ce ton désolé n'a donné un peu plus d'éclat à l'intervention de M. Chavannes. La réaffirmation de « l'attachement de la France à la mise en œuvre du fonds commun des produits de base » tombait à point nommé. Ce fonds, désormais assuré d'environ un demi-million de dollars, est constitué de deux guichets, l'un visant à la stabilisation des cours des matières premières, l'autre au financement de la recherche mais surtout à la diversification et à la valorisation des produits de base. Les moyens financiers de ces « guichets » sont renforcés par l'apport, prévu de longue date dans une clause de l'accord sur le caoutchouc, de plus de 200 millions de dollars.

Le scepticisme qui prévalait ces dernières années sur l'efficacité d'un tel mécanisme a-t-il une chance de s'atténuer maintenant que sa concrétisation est à portée de main ? Depuis le lancement de l'idée même d'un fonds commun de produits de base, lors de la CNUCED de 1976, le pragmatisme l'a emporté sur les théories. L'échec de la plupart des accords par produit, dont le plus retentissant a été celui de l'étain, n'y est pas pour rien (le Monde du

« Crédits : deux nouveaux programmes européens pour la Grèce. — La Commission européenne a approuvé, le mercredi 29 juillet, deux nouveaux programmes d'investissement méditerranéen (PIM) en faveur de la Grèce. Pour la période 1988-1992, 363 millions d'ECU (plus de 400 millions de dollars) seront octroyés à un PIM destiné à la Grèce occidentale et à l'Épironésie et 411 millions d'ECU pour un autre, destiné à la Grèce du Nord. Ces concours communautaires seront complétés par des prêts de la Banque européenne d'investissement. Ces programmes visent à atténuer les conséquences de l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal sur les autres régions ou pays du sud de la CEE.

« Placements : baisse des revenus des investisseurs étrangers en Grande-Bretagne. — Les revenus nets tirés par des étrangers de leurs investissements en Grande-Bretagne ont diminué, pour représenter 5 277 millions de livres

7 juillet). Mais avec du réalisme et de la méthode, les experts n'excluent pas l'émergence d'une nouvelle génération d'accords, moins spectaculaires mais plus efficaces que par le passé. Cette hypothèse, si elle se réalisait, constituerait un filet de sécurité pour les pays qui dépendent largement des exportations de matières premières pour gérer leur économie et rembourser leur dette. Encore faudrait-il que les plus démunis d'entre eux puissent bénéficier d'une politique destinée à éviter les à-coups les plus brutaux sur les cours, tout en tenant compte des réalités d'un marché durablement déprimé.

Le sort des plus pauvres

Le sort des pays les plus pauvres constitue d'ailleurs l'une des priorités des discussions de Genève. Les propositions qui se sont multipliées à ce sujet depuis le printemps dernier devaient sans doute quelque chose à voir avec la proximité de la réunion qui ne se tient qu'une fois tous les quatre ans. L'idée de concentrer sur ces nations dites « les moins avancées » dans le jargon international une plus large part des ressources financières attribuées par le Fonds commun des produits de base, a été largement débattue. Les Japonais, en juin dernier, ont soutenu une proposition à l'origine de leur orchestration, avancée sur un point, l'allongement des délais de remboursement lors des réajustements de dettes garanties au sein du Club de Paris. Récemment, le Mozambic, qui paie la Somalie et ainsi bénéficie d'un étalement des paiements sur vingt-cinq à trente ans de grâce.

De même, la proposition du directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, de tripler la facilité d'ajustement structurel, actuellement de 2,7 milliards de DTS (1) pour venir en aide aux plus démunis a rencontré un écho favorable. Reste à s'entendre sur la répartition de la charge et des risques de ces financements supplémentaires. Les Japonais, lors d'une récente réunion à Paris, ont laissé entendre qu'ils étaient prêts à contribuer largement à ce renforcement de la « facilité » du FMI tout en soulignant qu'ils ne soutiendraient pas pour autant la figure de vache à lait des pays qui qu'il faudra aider le tiers-monde. La France, quant à elle, a annoncé la couleur. D'ores et déjà l'équivalent de 500 millions de DTS est prévu à cet effet sur trois ans et la part inscrite au budget 1988 a été provisionnée.

Mais à chacun se dit : comment de la nécessité d'un effort supplémentaire pour aider les plus pauvres à sortir d'une impasse économique et financière totale, les éléments de friction ne manquent pas sur les moyens à mettre en œuvre. L'idée d'une baisse des taux d'intérêt sur la dette continue de se heurter aux réticences, notamment françaises. Mais en ce domaine les débats se poursuivront au-delà de la CNUCED, le prochain rendez-vous d'importance étant à l'automne l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

1 DTS = 7,80 FF.

(51,8 milliards de francs) en 1986, contre 7 399 millions en 1985 et 8 271 millions en 1984, selon des statistiques publiées par le ministère du commerce et de l'industrie. Cette contraction est essentiellement due au recul des revenus tirés des investissements étrangers dans le secteur pétrolier, en baisse sur un an de 953 millions de livres. Parmi les investisseurs, les Américains se taillent la part du lion avec 4 563 millions de livres de revenus nets en 1985 — chiffres déclinants, — soit 62 % du total, suivis par les Néerlandais avec 1 024 millions, les Français avec 343 millions et le Japon avec 275 millions. En 1986, les nouveaux placements se sont accrochés dans le secteur pétrolier pour représenter 3 617 millions de livres contre 2 152 millions un an auparavant. Les investissements britanniques directs à l'étranger ont, pour leur part, atteint 9 milliards de livres en 1985 et, selon des chiffres provisoires, 10,8 milliards en 1986. Ils se sont dirigés essentiellement vers les États-Unis, le Canada et la RFA.

SOCIAL

Une expérience originale à Bordeaux Apprendre aux jeunes en quête d'un emploi à promouvoir leur image

Savoir se présenter, se mettre en valeur et gagner la confiance d'un employeur, tels sont les comportements qu'une association bordelaise enseigne aux jeunes à la recherche d'un emploi. L'insertion dans le monde du travail est souvent à ce prix.

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Béatrice Aspart ressemble à s'y méprendre à l'une de ces jeunes attachées commerciales sans complexes qui savent convaincre les chefs d'entreprise. Elle leur vend un service et, toujours à l'affût, anticipe sur leurs besoins. La trentenaire décontractée, Francis Valls et Jean-Marc Lafitte ne dépareraient pas davantage un cabinet de recrutement.

Les locaux peints de couleurs vives qu'ils occupent au dernier étage d'un immeuble bourgeois de Bordeaux, au milieu de la préfecture, ajoutent à la confusion. Qui se doute-rait que tous trois, au sein d'une équipe de six personnes, « font dans le social », et recensement des jeunes en difficulté ? Et qu'ils réussissent, semble-t-il.

L'ACRIP, leur association (de coordination et de recherche pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes), crée voilà quatre ans, a mis au point une méthode originale d'intervention qui se sanctionne par des résultats flatteurs. Avec 184 garçons et filles de moins de vingt-cinq ans, sous tutelle du ministère de la justice ou de la DDASS (direction départementale de l'action sanitaire et sociale), ils sont parvenus, en 1986, à obtenir 43 embauches définitives ou contrats durée déterminée de plus d'un an, 55 recrutements pour des périodes de trois à douze mois et 44 pour un à trois mois. Au cours du même laps de temps, ils ont pu faire passer 307 mineurs de moins d'un mois, « notre produit d'appel », dit Bertrand Platié, le trésorier de l'ACRIP.

Du coup, étonnés par le succès, ils rêvent d'aller plus loin. Avec un public moins défavorisé, pensent-ils, il serait possible d'atteindre de meilleurs taux de placement, à condition de répéter toujours avec succès les mêmes démarches d'accueil. Un constat renforcé d'ailleurs cette conviction : 20 % des propositions

requies n'ont pu être satisfaites, faute de demandes, alors que le chômage des jeunes sévit en Aquitaine comme partout.

D'où l'idée, déjà bien avancée, de constituer une autre association, « ACCES », qui reprendrait la même formule pour tous les moins de vingt-cinq ans. D'autres équipes de trois personnes, en relation avec quatre-vingts sociétés, pourraient aider cent jeunes par an à intégrer l'emploi. Trois années pourraient fonctionner dès 1988 et neuf dès 1990 sur toute la région, à Bordeaux comme à Pau. Les collectivités locales (régions, départements, municipalités) s'intéressent au projet auquel se sont associées des entreprises en vue, LECTRA-Jeunes et nous rendons service aux entreprises, rassemblées dans « un groupe de promotion ».

Leur argumentaire, Francis Valls et Jean-Marc Lafitte l'ont peaufiné à partir de l'expérience de l'ACRIP, devenue une opération modèle au budget annuel de 1,1 million de francs, à base de subventions (1). Pour placer les jeunes qu'on leur confie, ils ont imaginé un dispositif souple qui s'adapte au mode de fonctionnement d'une agence de travail temporaire, la dimension sociale en plus. Et pourtant, notent-ils, « nous ne faisons pas appel à la mauvaise conscience... ».

Accueillis, entendus, les jeunes sont suivis par l'ACRIP tout au long d'un parcours qui les stabilisera. « En moyenne, ils restent avec nous quatre à cinq mois et sont casés en sept mois au plus : 30 à 40 reviennent nous voir un an après », explique Francis Valls et Jean-Marc Lafitte, psychosociologues de formation, qui s'occupent de cette préparation.

Parallèlement, Béatrice Aspart contacte les entreprises (actuellement quinze nouvelles se sont associées au projet en 1986). Son objectif ? Obtenir d'abord que ces sociétés acceptent de pratiquer des entretiens fictifs d'embauche, pour roder les candidats. Gagner ensuite la confiance de ces employeurs, ou d'autres, pour qu'ils s'adressent à l'ACRIP quand ils recherchent du personnel de façon urgente. Conforter enfin la crédibilité de l'association pour que ces postes de travail, précieuses ou non, soient offerts à ces jeunes.

Cela marche ! Depuis l'origine, 200 jeunes ont ainsi trouvé un

emploi stable. D'autres ont une activité et, progressivement, s'insèrent dans le travail. « Quand ils peuvent dire à un employeur qu'ils ont déjà un contrat, la relation est meilleure », observe Francis Valls. Mieux, la démonstration est faite que, même sans qualification ou formation, une offre existe. « Il n'y a pas de déterminisme entre les niveaux de formation et les chances d'accéder à un emploi », commente Jean-Marc Lafitte. Les premiers emplois proviennent de la restauration collective, de quelques restaurants bordelais, mais aussi des sociétés de services ou encore du commerce ou de la distribution. Bien sûr, il s'agit de postes subalternes ou de manœuvres, mais, l'obstacle franchi, le handicap surmonté, les jeunes peuvent faire la preuve de leur motivation. Après cette mise en selle, rares sont ceux qui enchaînent plusieurs tentatives de courte durée.

Selon les initiateurs, le succès de la formule tient là, dans ce soutien aux jeunes à chaque phase et dans l'extrême adaptabilité aux conditions de recrutement. « Tout tient dans l'interactivité, prétendent-ils. On fait apparaître le potentiel des jeunes et nous rendons service aux entreprises ». Lesquelles abandonnent vite leurs préjugés (voir encadré) et découvrent un moyen de gérer les aléas de leur activité.

Pour parvenir à ce que d'aucuns considèrent comme un exploit, l'équipe de l'ACRIP aménage un environnement favorable et joue de toutes les occasions. Selon le cas, elle dirige vers des stages ou a recours aux divers dispositifs d'accompagnement (TUC, etc.) qu'elle pratique en expert. Mais cela ne remplace pas l'attention de tous les instants. Chaque matin, les jeunes sont réunis pour éplucher les

petites annonces, multiplier les contacts téléphoniques et prendre des rendez-vous. Le groupe rend compte de sa recherche d'emploi et fait régulièrement le point. Chaque étape est commentée. On aide à la rédaction des *curriculum vitae*. On s'entraîne aux entretiens d'embauche. On se soutient et, régulièrement, des chefs d'entreprise participent à des rencontres de prise de contact. Tandis que l'après-midi est consacré à la traque de l'emploi en fin de journée, les plus courageux font le bilan.

Ce que l'ACRIP peut obtenir, ACCES peut également le réussir, assure Béatrice Aspart. Francis Valls et Jean-Marc Lafitte, pressés de poursuivre. Leur enthousiasme et le soutien qu'ils ont déjà acquis les transportent. C'est à peine s'ils imaginent le risque de voir leur nouvelle idée ouvrir la brèche pour des agences de contrats à durée déterminée, copie presque conforme des agences d'intérim. « Puisque les entreprises auront avantage à nous utiliser, elles participeront à notre financement aux côtés des pouvoirs publics », objectent-ils.

De fait, en passant de l'ACRIP — qui demeure — à ACCES, le service rendu deviendra payant. Il apportera 24 % du budget de la future association.

ALAIN LEBEAUE.

(1) Diverses institutions participent au financement de l'ACRIP : le département de la Gironde et le ministère de la justice ont même passé convention avec elle. La DDASS et la Caisse d'allocation familiale apportent leur contribution, tout comme la région Aquitaine, la Commission nationale pour les jeunes en difficulté (Bonnefiance) et la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre, qui a pu déléguer une aide, au titre des emplois d'initiative locale.

PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

AVIS au PUBLIC LIAISON RE-CONTINENT

Le préfet, commissaire de la République du département de la Charente-Maritime, a prescrit, par arrêté du 22 juillet 1987, une enquête préalable à :

- la déclaration d'utilité publique de la réalisation d'une liaison fixe entre le département de la Charente-Maritime et le COCOTIN (des voies d'accès et de la voie de contournement Sud de RIVEDOUX) ;
- la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de LA ROCHELLE.

La présente enquête est également ouverte au public pour la partie des travaux réalisés sur le domaine public maritime et au titre de travaux d'investissements routiers.

L'enquête se déroulera du 17 août au 16 septembre 1987 inclus.

La commission d'enquête, désignée par le tribunal administratif de POITIERS, est composée par :

- M. François CLERISSI, directeur régional de l'équipement honoraire, président ;
- M. Charles RAMBERT, vice-président du Conseil national de l'ordre des architectes ;
- M. Jacques BRETON, président du Conseil supérieur de l'ordre des économistes-experts.

Elle siège à la préfecture de la Charente-Maritime.

Un dossier principal et un registre d'enquête seront déposés à la préfecture de la Charente-Maritime, 38, rue Râsumur, à La Rochelle, pour être tenus à la disposition du public qui pourra y consigner ses observations chaque jour (samedi, dimanche exceptés) de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Un dossier et un registre subsidiaire seront déposés pendant la durée de l'enquête et mis à la disposition du public pour lui permettre de consigner ses observations :

- à la mairie de LA ROCHELLE (service Plan et Urbanisme), 25, quai Maubec, de 9 heures à 17 heures les jours ouvrables et le samedi 22 août de 10 heures à 12 heures ;
- au siège du Syndicat intercommunal à vocation multiple de la région de LA ROCHELLE (service Plan et Urbanisme), 25, quai Maubec à LA ROCHELLE, de 9 heures à 17 heures tous les jours ouvrables et le samedi 22 août de 10 heures à 12 heures ;
- à la mairie de RIVEDOUX, du lundi au vendredi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures et les samedis de 10 heures à 12 heures ;
- pour parfaire l'information du public, un dossier et un registre subsidiaire seront également déposés dans chacune des mairies des autres communes de l'ILE de RE où ils pourront être consultés aux jours et heures habituels d'ouverture.

ARS-en-RE, LE BOIS-PLAGE-en-RE, LA COUARDE-sur-MER, LA FLOTTE, LOIX, LES PORTES-en-RE, SAINT-CLÉMENT-des-BALEINES, SAINT-MARIE-de-RE, SAINT-MARTIN-de-RE.

Un membre de la commission d'enquête recevra les observations du public :

- à la mairie de LA ROCHELLE (service Plan et Urbanisme), 25, quai Maubec :
 - le jeudi 20 août 1987, de 10 heures à 12 heures ;
 - le samedi 22 août 1987 de 10 heures à 12 heures ;
 - le mercredi 16 septembre 1987 de 14 heures à 16 heures ;
- au siège du Syndicat intercommunal à vocation multiple, 25, quai Maubec à LA ROCHELLE (service Plan et Urbanisme) :
 - le jeudi 20 août 1987 de 10 heures à 12 heures ;
 - le samedi 22 août 1987 de 10 heures à 12 heures ;
 - le mercredi 16 septembre 1987 de 14 heures à 16 heures ;
- à la mairie de RIVEDOUX :
 - le jeudi 20 août 1987 de 14 heures à 16 heures ;
 - le samedi 22 août 1987 de 14 heures à 16 heures ;
 - le mercredi 16 septembre 1987 de 10 heures à 12 heures ;
- aux mairies des chefs-lieux de canton de :

ARS-en-RE
le vendredi 21 août 1987 de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.

SAINT-MARTIN-en-RE
le vendredi 21 août 1987 de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.

Ces observations pourront également être adressées directement par écrit à : « Monsieur le Préfet, la commission d'enquête, liaison RE-Continent, préfecture, 17017 LA ROCHELLE CEDEX ».

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront déposés à la préfecture de la Charente-Maritime, au siège du SIVOM de la région de LA ROCHELLE, à la mairie de chacune des communes de : LA ROCHELLE, ARS-en-RE, LE BOIS-PLAGE-en-RE, LA COUARDE-sur-MER, LA FLOTTE, LOIX, LES PORTES-en-RE, SAINT-CLÉMENT-des-BALEINES, SAINT-MARIE-de-RE, SAINT-MARTIN-de-RE, RIVEDOUX, où ils pourront être consultés aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
Michel GILLARD.

« Seule la personnalité compte... »

« C'est là au projet d'entreprise : on ne peut pas se permettre de rater une embauche », constate M. Bernard Pascual, PDG de la société Cabeston. On recrute pour le long terme... »

Réunis autour d'une table, ces patrons ou responsables du personnel ont des approches différentes et, pourtant, s'accordent sur l'essentiel. Au-delà de ses caractéristiques, le service rendu par l'ACRIP leur convient.

Cabeston, petite entreprise de dix personnes créée il y a quatre ans et spécialisée dans la distribution de matériaux plastiques, connaît une croissance forte et nourrit de grandes ambitions.

Deux filiales s'occupent déjà l'une de la maintenance des systèmes automatisés d'arrosage, l'autre de chaudronnerie plastique. Pour alimenter l'expansion, dit M. Pascual, il ne faut deux embauches « d'urgence », tout en sachant qu'un échec se risquerait à l'ACRIP ? « C'est la seule façon de faire passer les choses », mais aussi « parce qu'il faut une sélection ». Ces jeunes, assure-t-il, « correspondront à ce que sera la société dans quatre ans. Ils sont capables d'évolution ». La dimension sociale de son activité à l'ACRIP ? « Cela me fait voir ce que je ne peux constater au travers de mon activité : cela me maintient dans le coup ».

A la tête d'une succursale de trente-cinq personnes des laboratoires homéopathiques Dollores, elle aussi en forte progression, M. Jean Galand « ne considère pas ces jeunes comme étant en difficulté ». « La personnalité seule compte », proclame-t-il, en se référant aux critères en vigueur dans son entreprise. Dans son personnel, la polyvalence prime, la moyenne d'âge ne dépasse pas vingt-cinq ans, et chaque salarié doit pouvoir évoluer, y compris en allant ailleurs. Ce à quoi on aide parfois.

Tout est à question d'ambiance et d'allant. L'apport de l'ACRIP, là encore, réside dans la présélection. « Avec CONFÉ, dit M. Galand, on se retrouve avec solides candidats

dont cinquante-neuf ne conviennent pas. Or « notre mode de fonctionnement nous interdit les contrats courts ». La succursale a besoin de gens motivés, adaptables, rapidement convaincus, qu'on a pu qualifier d'« évolués » par les flux ou la croissance interne, c'est-à-dire vers les postes disponibles dans d'autres filiales. Les jeunes venus de l'ACRIP peuvent s'intégrer à ce système et, ajoute le dirigeant, « leur embauche doit être la préoccupation d'une entreprise pour laquelle il n'y a pas que l'économie qui compte ».

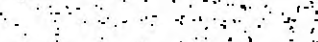
Responsable de l'emploi et de la formation au sein d'une unité du groupe SAFT, qui fait travailler neuf cents personnes à la fabrication d'accumulateurs, M. Jean-Paul Hamon n'a pas ces problèmes. Ce qui ne l'empêche pas d'avancer des arguments identiques. Sauf exception, sa société ne recrute pas, son souci étant plutôt de faire prendre conscience des mutations en cours au personnel existant. En revanche, elle participe volontiers aux entretiens d'embauches fictives pour soutenir l'ACRIP car, dit M. Hamon, « une grosse entreprise doit se faire connaître et apprécier dans son environnement ». La SAFT juge de son devoir d'aider au règlement d'un problème social en faisant part de son expérience. Si elle prend des jeunes, elle le fait pour des périodes courtes, et les suit avec des « patrons ».

Tous ont tendance à mener leur gestion du personnel à la manière dont on lit un bilan, s'avouant-ils en confrontant leurs méthodes. Parmi les « actifs », il y a la personnalité stable. Dans les « stocks », ils placent les SIVP (stage d'insertion à la vie professionnelle) et les stagiaires. A la rubrique « disponibles », ils classent le volant d'intérim qui vient répondre à des besoins urgents : ce type de poste n'étant jamais intégré à l'entreprise. Une forme de « sélection » correspond à chaque niveau : les jeunes multipliant les contrats jusqu'à être stabilisés, prétendent-ils.

A. L.

سكنى من الاموال

Marchés financiers



BOURSE DE PARIS

29 JUILLET Cours relevés à 17 h 30

Règlement mensuel																																						
Compagnie	VALEURS	Cours proch.	Premier ours	Dernier ours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours proch.	Premier ours	Dernier ours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours proch.	Premier ours	Dernier ours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours proch.	Premier ours	Dernier ours	% + -															
1910	A.S. 95 1975	1068	1620	1820	+ 3 11	1910	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1910	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1910	Silemon	1970	1970		1910	Industries Chem. Merit.	258	258		1910	145	145		1910	148 50	148 50		1910	+ 2 41	0 39
1911	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1911	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1911	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1911	Silemon	1970	1970		1911	Industries Chem. Merit.	258	258		1911	145	145		1911	148 50	148 50		1911	+ 2 41	0 39
1912	B.A.P. 17	1340	1293	1243	- 0 08	1912	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1912	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1912	Silemon	1970	1970		1912	Industries Chem. Merit.	258	258		1912	145	145		1912	148 50	148 50		1912	+ 2 41	0 39
1913	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1913	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1913	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1913	Silemon	1970	1970		1913	Industries Chem. Merit.	258	258		1913	145	145		1913	148 50	148 50		1913	+ 2 41	0 39
1914	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1914	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1914	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1914	Silemon	1970	1970		1914	Industries Chem. Merit.	258	258		1914	145	145		1914	148 50	148 50		1914	+ 2 41	0 39
1915	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1915	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1915	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1915	Silemon	1970	1970		1915	Industries Chem. Merit.	258	258		1915	145	145		1915	148 50	148 50		1915	+ 2 41	0 39
1916	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1916	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1916	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1916	Silemon	1970	1970		1916	Industries Chem. Merit.	258	258		1916	145	145		1916	148 50	148 50		1916	+ 2 41	0 39
1917	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1917	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1917	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1917	Silemon	1970	1970		1917	Industries Chem. Merit.	258	258		1917	145	145		1917	148 50	148 50		1917	+ 2 41	0 39
1918	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1918	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1918	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1918	Silemon	1970	1970		1918	Industries Chem. Merit.	258	258		1918	145	145		1918	148 50	148 50		1918	+ 2 41	0 39
1919	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1919	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1919	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1919	Silemon	1970	1970		1919	Industries Chem. Merit.	258	258		1919	145	145		1919	148 50	148 50		1919	+ 2 41	0 39
1920	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1920	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1920	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1920	Silemon	1970	1970		1920	Industries Chem. Merit.	258	258		1920	145	145		1920	148 50	148 50		1920	+ 2 41	0 39
1921	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1921	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1921	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1921	Silemon	1970	1970		1921	Industries Chem. Merit.	258	258		1921	145	145		1921	148 50	148 50		1921	+ 2 41	0 39
1922	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1922	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1922	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1922	Silemon	1970	1970		1922	Industries Chem. Merit.	258	258		1922	145	145		1922	148 50	148 50		1922	+ 2 41	0 39
1923	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1923	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1923	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1923	Silemon	1970	1970		1923	Industries Chem. Merit.	258	258		1923	145	145		1923	148 50	148 50		1923	+ 2 41	0 39
1924	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1924	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1924	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1924	Silemon	1970	1970		1924	Industries Chem. Merit.	258	258		1924	145	145		1924	148 50	148 50		1924	+ 2 41	0 39
1925	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1925	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1925	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1925	Silemon	1970	1970		1925	Industries Chem. Merit.	258	258		1925	145	145		1925	148 50	148 50		1925	+ 2 41	0 39
1926	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1926	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1926	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1926	Silemon	1970	1970		1926	Industries Chem. Merit.	258	258		1926	145	145		1926	148 50	148 50		1926	+ 2 41	0 39
1927	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1927	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1927	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1927	Silemon	1970	1970		1927	Industries Chem. Merit.	258	258		1927	145	145		1927	148 50	148 50		1927	+ 2 41	0 39
1928	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1928	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1928	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1928	Silemon	1970	1970		1928	Industries Chem. Merit.	258	258		1928	145	145		1928	148 50	148 50		1928	+ 2 41	0 39
1929	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1929	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1929	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1929	Silemon	1970	1970		1929	Industries Chem. Merit.	258	258		1929	145	145		1929	148 50	148 50		1929	+ 2 41	0 39
1930	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1930	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1930	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1930	Silemon	1970	1970		1930	Industries Chem. Merit.	258	258		1930	145	145		1930	148 50	148 50		1930	+ 2 41	0 39
1931	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1931	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1931	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1931	Silemon	1970	1970		1931	Industries Chem. Merit.	258	258		1931	145	145		1931	148 50	148 50		1931	+ 2 41	0 39
1932	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1932	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1932	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1932	Silemon	1970	1970		1932	Industries Chem. Merit.	258	258		1932	145	145		1932	148 50	148 50		1932	+ 2 41	0 39
1933	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1933	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1933	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1933	Silemon	1970	1970		1933	Industries Chem. Merit.	258	258		1933	145	145		1933	148 50	148 50		1933	+ 2 41	0 39
1934	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1934	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1934	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1934	Silemon	1970	1970		1934	Industries Chem. Merit.	258	258		1934	145	145		1934	148 50	148 50		1934	+ 2 41	0 39
1935	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1935	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1935	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1935	Silemon	1970	1970		1935	Industries Chem. Merit.	258	258		1935	145	145		1935	148 50	148 50		1935	+ 2 41	0 39
1936	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1936	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1936	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1936	Silemon	1970	1970		1936	Industries Chem. Merit.	258	258		1936	145	145		1936	148 50	148 50		1936	+ 2 41	0 39
1937	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1937	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1937	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1937	Silemon	1970	1970		1937	Industries Chem. Merit.	258	258		1937	145	145		1937	148 50	148 50		1937	+ 2 41	0 39
1938	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1938	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1938	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1938	Silemon	1970	1970		1938	Industries Chem. Merit.	258	258		1938	145	145		1938	148 50	148 50		1938	+ 2 41	0 39
1939	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1939	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1939	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1939	Silemon	1970	1970		1939	Industries Chem. Merit.	258	258		1939	145	145		1939	148 50	148 50		1939	+ 2 41	0 39
1940	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1940	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1940	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1940	Silemon	1970	1970		1940	Industries Chem. Merit.	258	258		1940	145	145		1940	148 50	148 50		1940	+ 2 41	0 39
1941	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1941	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1941	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1941	Silemon	1970	1970		1941	Industries Chem. Merit.	258	258		1941	145	145		1941	148 50	148 50		1941	+ 2 41	0 39
1942	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1942	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1942	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1942	Silemon	1970	1970		1942	Industries Chem. Merit.	258	258		1942	145	145		1942	148 50	148 50		1942	+ 2 41	0 39
1943	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1943	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1943	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1943	Silemon	1970	1970		1943	Industries Chem. Merit.	258	258		1943	145	145		1943	148 50	148 50		1943	+ 2 41	0 39
1944	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1944	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1944	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1944	Silemon	1970	1970		1944	Industries Chem. Merit.	258	258		1944	145	145		1944	148 50	148 50		1944	+ 2 41	0 39
1945	C.R.E. 35	4258	4284	4256	- 0 08	1945	Orléans Ind. CO	798	795	795	+ 0 13	1945	Localnet Interac.	516	811	811	- 0 61	1945	Silemon	1970	1970		1945	Industries Chem. Merit.	258	258		1945	145	145		1945	148 50	148 50</				

Comptant (collection)

SICAV collect

29/7

[illegible]

Second marché (sélection)

Hors-cote[illegible]**MINITEL**

La gestion en direct
de votre portefeuille personnel

36.15 Taxes LEMONDE puis BOURSE

هكذا من الاول

حکومت من الاجل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Sri-Lanka : l'accord sur le conflit tamoul signé dans un défilé de violence. 4 La crise franco-iranienne et la guerre du Golfe. 6 Huit morts à Haïti.	7 Effacement de la gauche, selon un sondage BVA. — Amendement Lamassoué : les réactions après la décision du Conseil constitutionnel.	8 Un camp de vacances pour « sordoués ». — Le MRAP fait état de violences policières dans plusieurs commissariats parisiens. 14 Les « rebelles » des Baumettes au tribunal de Marseille. — Sports.	15 L'avenir du Grand-Louvre. — Nicolas de Staël à Rhodes. 16 Mode. — Communication : duel politique à la Réunion.	20 Les conflits dans les transports aériens. « Un combat d'arrière-garde », nous déclare le directeur général-adjoint d'Air Inter. 21 Une expérience originale à Bordeaux. 22 Les prix ont augmenté de 2,1 % en 6 mois. 22 - 23 Marchés financiers.	Radio-télévision 19 Météorologie 18 Mots croisés 18 Carnet 14 Annonces classées 19 Loto, loterie 18 Abonnements 8 Spectacles 17	● 10 h : le tour du monde en 3 minutes. JOUR ● Clin d'œil sur la presse. PRS ● Feuillet de l'été : le Tour de la route. ETE Actualité. Sports. International. Culture. Jeux. Immobilier. 3615 Tapez LEMONDE

Le rôle des services de renseignements dans les rapports franco-iraniens

Un dossier obscur aux conséquences redoutables

Comment un « petit juge » — on l'appelle Gilles Bouloque, — pour avoir voulu recueillir le témoignage d'un fonctionnaire d'une ambassade étrangère, est-il devenu la pièce d'un engrenage qui place la France au centre d'une grave crise internationale ? Comment ce qui n'aurait dû être qu'une formalité judiciaire s'est-il débouché sur une épreuve de force qui a toutes les chances de se prolonger ? Ni les responsables politiques, ni les magistrats, ni les policiers n'ont de réponse à ces questions.

Le contexte de l'affaire — les rapports franco-iraniens — est suffisamment complexe pour que l'on ne puisse pas exclure le simple prétexte : le dossier Gordji aurait finalement été l'occasion d'une rupture qui, de toute façon, aurait été inscrite dans l'échec de la normalisation. Un policier haut placé dans la hiérarchie se fait l'écho de cette thèse en soulignant l'« irréalisme de la politique iranienne » menée par M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, qui s'est employé, depuis mars 1986, à rétablir les bonnes relations entre la France et l'Iran. « Il ne s'est pas rendu compte que la situation avait changé, plaide ce fonctionnaire. Les Iraniens ont des raisons objectives de nous en vouloir, parce que nous vendons des armes à leur ennemi mortel. »

Plaidoyer de circonstance pour alléger une responsabilité trop lourde ? À écouter les responsables de l'enquête sur le réseau terroriste pro-iranien démantelé par la DST, tout aurait dû se faire simplement, qu'est-ce que cela veut dire ? Les soupçons pesant sur Wahid Gordji, interprète et numéro deux officieux de l'ambassade d'Iran, ne permettant pas, paraît-il, son inculpation.

Il est cependant acquis que le fonctionnaire iranien était en contact avec Mohamed Moushajer, qui lui-même fréquentait Fouad Ali Saleh, apparent chef du réseau ter-

roriste pro-iranien ; il est acquis également que Gordji a fait repêcher en gris une BMW noire — ou la voiture d'où a été lancée la bombe de la rue de Rennes, le 17 septembre 1986, était une BMW noire, — mais les enquêteurs n'excluent pas que cette opération se soit faite avant l'attentat, ce qui lui enlèverait toute signification dans cette affaire.

Quelles sont les autres charges ? Apparemment aucune, si ce n'est l'enlèvement de Gordji à ne pas répondre à la convocation du juge Bouloque. Les enquêteurs reconnaissent eux-mêmes que le dossier qu'ils possèdent contre lui est mince : « Gordji avait déjà été entendu lors d'une garde à vue de quelques heures, en février 1986. Cette fois encore, nous ne voulions que l'entendre pour fermer une porte dans une enquête longue et complexe, assure l'un d'eux. Mais il a fallu qu'un diplomate le prévienne en lui suggérant de se mettre quelque temps à l'abri. »

Selon cette même source, c'est précisément ce qui aurait tout fait dérapé : « Comment Gordji pouvait-il comprendre qu'il était, d'un côté, recherché par la justice de notre pays et, d'un autre, incité à se cacher par l'un des représentants de ce même pays ? Il a dû croire que nous montions une provocation dans laquelle nous voulions le piéger ; peut-être même est-il en peine pour sa vie. Aujourd'hui, nous sommes tous piégés. »

La DST à la PJ : « tout faux »

Amères conséquences d'un dossier judiciaire qui, pour contenir des éléments matériels indiscutables, n'en laisse pas moins de nombreux points dans l'ombre. Les avocats des inculpés ne sont évidemment pas les derniers à souligner l'impression qu'ils éprouvent de se battre parfois contre une accusation multiforme. Il y a ce que contient le dossier — explosifs, armes, drogue, témoignages recoupés — et ce qui n'y figure pas, tout en y jouant un rôle essentiel : écouteurs téléphoniques, sonorisations d'appartements, confidences d'une « balance » — le mystérieux Lofü — dont les informations sont à l'origine des arrestations. Comme si tout cela était encore trop simple, voilà que Lofü, entre deux « tuyaux » lâchés à la DST, fait le tour des réactions pour raconter son histoire. Sans que l'on sache s'il s'agit d'un chantage à l'égard des policiers qui le traitent ou, au contraire, d'une mission d'intoxication inspirée par ses manipulateurs.

Rien décidément dans ce dossier n'est clair. La PJ avait-elle cru tenir dans le clan Abdallah les auteurs des attentats de septembre ? « Tout faux » semble aujourd'hui lui rétorquer le contre-espionnage, en désignant l'Iran comme le coupable.

Tactique ou conviction, M. Pasqua, plus modestement, annonce que l'Iran n'est pas en cause que seuls les hezbollahs libanais sont pour le moment visés. La DST n'en pense pas moins : il y a des mois que ses analyses soulignent les dangers que constitue pour la France, où réside une forte communauté musulmane, le prosélytisme des mollas de Téhéran. Les événements de ces dernières semaines ne semblent-ils pas illustrer ses mises en garde ?

Pour le contre-espionnage, il s'agit d'une sorte de revanche. Naguère flanquée d'un fâcheuse réputation d'officine des « coups tordus », l'épisode du « vrai faux » passeport fourni par le service à Yves Châlier n'est pas si ancien, — la DST était regardée d'un œil soupçonneux par les autres grands services de police. Aujourd'hui bien installée à la droite du ministre — son directeur, M. Bernard Gérard, rencontre chaque soir M. Robert Pandraud, — la voilà qui suscite l'envie, pesant de plus en plus sur les choix du gouvernement au Proche-Orient, paraissant enlever au Quai une partie de ses initiatives.

Etrange maison. Dans les autres services de police, la mobilité professionnelle est la règle, et rares sont ceux qui font toute leur carrière au même endroit : à la DST, la fidélité prime. On y entre surtout par cooptation, précédée d'un stage à l'École de police sur des critères où l'idéologie joue son rôle, autant que les compétences.

Service de contre-espionnage placé sous affaires étrangères, la DST n'a que rarement résisté à l'attrait de la politique. De la guerre froide à la chasse, après 1968, de « l'ennemi intérieur », en passant par les soubresauts de la décolonisation, la DST a été de tous les combats. Non sans y perdre quelques plumes, notamment dans l'affaire des micros du Canard enchaîné. Après cette mésaventure, le service, sous l'impulsion d'un nouveau directeur, M. Marcel Châlier, s'est « refait un moral » dans la lutte contre l'espionnage économique. Grâce aux confidences d'un important responsable du KGB retourné par les services français, la DST avait bien pu livrer au gouvernement une synthèse des méthodes soviétiques en matière d'espionnage industriel et scientifique, travail qui devait aboutir, en avril 1983, à l'expulsion de quarante-sept diplomates soviétiques en poste en France.

Etait-ce la fin des dérives politiques ? Le terrorisme est rapidement venu solliciter un service qui n'a pas mis longtemps à renouer avec les « affaires ». Dès 1982, alors que les fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) passent à l'action en s'attaquant à des diplomates américains et israéliens, la DST, grâce à ses traditionnels liens libanais, recueille les premiers renseignements sur leur chef, Georges

Ibrahim Abdallah. Renseignements de qualité mais qu'elle « omettra », trois ans durant, de fournir à la brigade criminelle, pourtant chargée des enquêtes sur les attentats commis par les FARL.

C'est encore la DST, dont le chef d'alors, M. Yves Bonnet, entretient d'étroites relations avec les responsables des services secrets algériens ou palestiniens, qui obtient en 1985 la libération de l'attaché culturel français à Tripoli Gilles Sydney Peyroles, attaché culturel français à Tripoli, enlevé au Liban par les FARL, qui veulent l'échanger contre Georges Ibrahim Abdallah.

Arrangements avec la Syrie

Après la vague des attentats du printemps et de l'automne 1986, le nouveau chef de la DST, M. Bernard Gérard, bientôt suivi du commissaire divisionnaire Jean-François Clair, responsable du « département D », qui traite du terrorisme, fait le voyage de Damas pour convaincre les Syriens de renoncer à la raison les amis d'Abdallah, qui s'agitent dangereusement au Liban nord. Objectif atteint : « Nos matons sont certainement plus sympathiques que les Syriens », note un haut responsable policier, témoignant que le marché conclu à l'époque donne toujours satisfaction.

De ces arrangements date le début d'une évolution qui prend aujourd'hui toute sa signification. La coopération avec les services du général Hafez el Assad et les concours réciproques paraissent porter leurs fruits. Quelques mois plus tard, le sous-directeur de la DST, M. Raymond Nart, qui témoigne devant la cour d'assises spéciale de Paris dans le procès intenté à Georges Ibrahim Abdallah, minimise l'importance politique du chef des FARL auquel il s'agit d'éviter une lourde condamnation afin — selon lui — de prévenir de nouveaux attentats. Opportunément, la DST, qui manipule l'avocat de l'accusé, M. Jean-Paul Mazurier, en oubliant le soutien accordé par les Syriens aux FARL.

Autant d'exemples qui laissent penser que le dossier Gordji pourrait lui aussi, contenir quelques cartes bisoutées. Service de police judiciaire autant que de contre-espionnage, la DST vit sous la protection de deux casquettes. Lorsqu'elle porte l'une, il lui faut fournir à la justice des éléments qui permettent de confondre les auteurs de crimes et de délits ; lorsqu'elle met l'autre, il s'agit de privilégier le résultat, même si la justice traditionnelle n'y retrouve pas toujours son compte. Cette double logique — contradictoire — n'aurait-elle pas fait sentir ses effets dans le dossier des terroristes pro-iraniens ?

GEORGES MARION.

Après les révélations du « Monde »

M. Balladur a demandé à Renault d'étudier le changement de son statut

Après nos informations indiquant que le gouvernement envisageait un changement du statut de la régie Renault et le versement d'une dotation d'une dizaine de milliards de francs à l'entreprise (le Monde du 30 juillet), M. Balladur, ministre d'Etat chargé de l'économie, a affirmé au cours de son point de presse, ce jeudi 30 juillet, qu'il avait rencontré M. Lévy, PDG de la Régie, mardi, et lui avait posé comme « préalable à tout » que Renault soit « doté d'un statut de droit commun qui lui permette d'avoir un vrai bilan et un vrai compte d'exploitation ». M. Balladur a demandé à M. Lévy de lui faire des propositions qui devraient lui être remises en septembre.

La question se pose de savoir si une loi sera nécessaire pour modifier le statut de Renault ou s'il suffira d'inclure cette modification lors de la prochaine session parlementaire dans la loi de finances 1988, a précisé le ministre d'Etat. « Il faut prendre garde à l'aspect social de ce changement juridique, a-t-il ajouté. Je ne souhaite pas que ce changement soit considéré comme le vestibule de la privatisation. »

De son côté, la coordination CGT de Renault affirme qu'un « véritable redressement de la Régie nationale ne passe pas par un quelconque changement de statut — ou par la privatisation — mais bien par un changement de politique et de choix stratégiques ». « La lutte des salariés contre les licenciements, l'arrêt des réimportations en France des véhicules Renault fabriqués à l'étranger (...) montre la voie à suivre », ajoute la CGT, qui appelle à faire du mois d'août un « mois de vigilance » et à préparer, en septembre, « une grande mobilisation du personnel de Renault ».

L'Humanité écrit dans son édition du 30 juillet que « si l'Etat jouait son rôle d'actionnaire pour permettre à Renault d'être toujours plus compétitif, si les comptes de l'entreprise se redressaient véritablement, les communistes seraient les premiers à s'en réjouir ». Mais, affirme le quotidien communiste, « les dispositions annoncées par le Monde n'ont rien à voir avec un redressement de Renault. Elles constituent, au contraire, une nouvelle étape d'une stratégie liquidatrice ».

BRESIL

Mutinerie dans une prison à Sao-Paulo : vingt-neuf morts

Sao-Paulo (AFP, AP). — Vingt-sept prisonniers et deux gardiens ont été tués au cours d'un assaut de la police, mercredi 29 juillet, contre un mutinier à la prison centrale de Sao-Paulo. Il y a eu, en outre, trente-deux blessés.

Environ cinq cents policiers ont investi le pénitencier afin de libérer trente otages détenus par des prisonniers armés. La situation n'a été contrôlée qu'à la suite de combats au couteau et à l'arme à feu avec les mutins. Selon le commandant de la police militaire de Sao-Paulo, beaucoup de prisonniers ont été assassinés par leurs compagnons de détention au cours de règlements de compte.

La police a offert deux versions pour expliquer le début de la révolte : selon la première, les détenus ont pris des otages alors que les gardiens empêchaient une tentative d'évasion. Dans la seconde, les prisonniers ont riposté après que des gardes armés de matraques eurent essayé de séparer deux détenus qui se battaient au couteau.

● Paris : arrestation d'un terroriste italien. — Ancien membre présumé du groupement terroriste Prima linea, un Italien, Paolo Azzaroni, trente-cinq ans, a été interpellé mardi 28 juillet par les policiers, à Paris. Paolo Azzaroni, qui vivait en France depuis de nombreuses années, faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international pour vol à main armée déposé par le procureur général de Florence.

● Incarcération d'un militant basque arrêté en Corse. — Jean-Marc Abadie, un militant basque âgé de vingt-sept ans, arrêté vendredi dernier en Corse, a été incarcéré le mercredi 29 juillet après avoir été inculpé par M. Michel Legrand, juge d'instruction au tribunal de Paris. Il est notamment reproché d'avoir été en relation avec différents membres du mouvement indépendantiste basque français Iparratarrak, dissous le 17 juillet. Originaire de Saint-Pierre d'Irube (Pyrénées-Atlantiques), Jean-Marc Abadie a été arrêté la semaine dernière en Corse, où il était moniteur dans une colonie de vacances.

A la direction musicale de l'Orchestre de Paris

Semyon Bychkov remplacera Daniel Barenboïm

Le chef d'orchestre américain Semyon Bychkov remplacera Daniel Barenboïm à la direction musicale de l'Orchestre de Paris à partir de la saison 1989-1990, révèle, citant le *Buffalo News*, le *Herald Tribune* du 30 juillet. Dès cette saison, Daniel Barenboïm devrait, quant à lui, prendre la responsabilité musicale de l'Opéra de la Bastille, entouré d'une équipe dont la composition devrait être rendue publique dans les jours à venir par le ministère de la culture.

Chef titulaire de l'Orchestre de Buffalo depuis septembre 1985, Semyon Bychkov est né il y a trente-quatre ans à Léningrad, qu'il a quitté pour les Etats-Unis à l'âge de vingt-cinq ans. En 1983, Louis Elrlé l'invite à Lyon pour diriger *Cassandre*, de Tchaïkovski, puis au festival d'Aix pour la *Flûte à Pan*, de Mozart. L'année suivante, invité au pupitre de l'Orchestre de Paris, cette saison et la saison dernière, ce technicien incontesté (Karajan parlait de lui comme de son possible successeur) dirigeait la production aixoise du *Chevalier à la rose*, de Richard Strauss, retransmise sur Antenne 2 le 12 juillet dernier.

● « Hérodiade » sans Caballe. — Comme on pouvait le craindre, Montserrat Caballe vient d'annoncer à son tour qu'elle ne chantera pas le rôle de Salomé dans *Hérodiade* de Massenet, le 1^{er} août au Théâtre antique d'Orange. Elle sera remplacée par la soprano française Françoise Garner, récent Puccini d'or pour sa Madame Butterfly à Vézère et engagée par le Metropolitan de New York ces deux dernières années. Cette production de l'Opéra de Nice joue depuis le début de mai : la mezzo Helene Obraztsova avait déjà dû être remplacée par Alexandra Mitcheva puis par Victoria Cortez, dans le rôle d'Hérodiade. Le ténor Max Eggert assurera enfin le rôle de Jean à la place de José Carreras, hospitalisé.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 30 juillet

Valse-hésitation

Le marché parisien n'aura pas conservé longtemps ses bonnes dispositions. De nouveau en proie à l'hésitation, il a évolué de droite et de gauche jeudi matin sans trop savoir quelle direction prendre. A la clôture de la séance préliminaire, l'indice instantané enregistrant une avance insignifiante de 0,15 %. Prouvost (+ 7,4 %) s'est détaché. Il a été suivi par BHV, Saint-Gobain (plus haut de l'année), Valeo, Havas et le Club. Recul de GTM-Entreprise, SGE, Luchaire et CSF.

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Aziar	477	477	478
Agropar Hesp	553	558	562
Al Liquide (L)	685	685	685
Banque (Cl)	683	683	672
Bongran	2710	2750	2750
Bongran	1241	1230	1235
B.S.N.	4800	4770	4800
Cambior	.....	.....	.....
Chemin S.A.	1382	1387	1388
Club Méditerranée	548	550	550
Eaux (Cl)	.....	.....	.....
E.F. Aquitaine	3840	3840	3840
Esso	.....	.....	.....
Lafarge-Cogef	1450	1450	1450
Michelin	3340	3377	3389
Mod (Cl)	.....	.....	.....
Mod-Hennsey	2805	2805	2803
Navig. Motos	1023	1048	1040
Oréal (L)	.....	.....	.....
Parrot-Réard	880	880	880
Pouget S.A.	.....	.....	.....
Saint-Gobain	488	476	476
Sellier	750	750	751
Soucia Parier	841	841	845
Thomson-C.S.F.	.....	.....	.....
Thomson-C.S.F.	2100	2100	2110
T.R.T.	.....	.....	.....
Valeo	595	607	605

Le numéro du « Monde » daté 30 juillet 1987 a été tiré à 450 178 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

A B C D E F G H



SOLDE

POUR ELLE, POUR LUI

ARNYS 14, rue de Sévres, 7 - Tél. 45.48.76.99

AVANT
FERMETURE ANNUELLE

DERNIER JOUR

POUR CHOISIR CHEZ

CAPELOU

LITERIES
CONVERTIBLES
ELEMENTS-BOIS

37, AV. DE LA REPUBLIQUE
PARIS-11^e - M^o PARMENTIER



LE BON CÔTÉ DE LA DÉCORATION CHEZ RODIN LES PRIX

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le Monde

sur minitel

TOUR DE FRANCE A LA VOILE

Concours de pronostic
offrez-vous le look de l'été avec Orangina

36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis ETE